

courant alternatif
Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
HORS SÉRIE N°4 • 2e TRIMESTRE 2000 • 25 F
Numéro spécial antinucléaire
NI ROSE
NI VERT
ARRÊT IMMÉDIAT
DU NUCLÉAIRE
Les origines du nucléaire
Les grandes luttes
Vers un réel mouvement antinucléaire
E.D.F

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que les militants OCL de la ville en question et que des représentants des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individus. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.
Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont lartement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 Reims Cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ?

AQUITAINE
• CEDA - BP 28
33031 Bordeaux Cedex

BRETAGNE
• OCL c/o Clé des Champs
B.P. 8
44220 Couëron

CENTRE
• La Commune - B.P. 1228
45002 Orléans Cedex

ILE DE FRANCE
• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 Paris Cedex 20

MIDI-PYRÉNÉES
• OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 Toulouse

NORD
• OCLB c/o La Mouette Enragée
B.P. 403
62206 Boulogne s/mer Cedex

NORD/EST
• OCL c/o Egregore
B.P. 1213
51058 Reims Cedex

• La Question Sociale
B.P. 66
08120 Bogny/Meuse

NORMANDIE
• CRAS - B.P. 5164
14075 Caen Cedex

PAYS BASQUE
• Acratie - BP 23
64130 Mauléon

SUD-EST
• La Galère
BP 74217
06131 Grasse Cedex

Ecrire au journal pour

CONTACTS : OCL c/o Clé des Champs - BP 8 - 44220 COUËRON
Tél./fax : 03 88 32 37 52 - E-mail : ocl_relex@hotmail.com

UN MENSUEL
+ 3 NUMÉROS SPÉCIAUX
PAR AN :
220 F
ABONNEZ-VOUS !

Courant Alternatif
2e trimestre 2000 - Suppl. au n° 100
Com. par. : AS 72313
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance : OCL/Egregore
BP 1213 - 51058 Reims Cedex
Dir. publication : Nathalie Federico
Imprimerie : Graphéco - Le Mans
Imprimé sur papier recyclé

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF...

Abonnement 1 an .... 220 F
(10 numéros mensuels + 3 hors séries)

Tarif réduit .... 110 F
(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien .... 300 F

Abonnement à l'essai (3 n^{os}) .... 30 F

Gratuit : 1 numéro sur demande

Chèques à l'ordre de «La Galère»
OCL/Egregore - B.P. 1213
51058 Reims Cedex
Souscription permanente pour CA :
CCP La Galère 38-77 P 023
Chalons s/Marne

SOMMAIRE

Pour réaliser ce numéro spécial sur le nucléaire, nous nous sommes servis des nombreux articles parus dans *Courant Alternatif* ; de la brochure éditée par l'OCL en 1982, *Nucléaire arrêt immédiat* ; des trois ouvrages présentés p. 8.
... et de l'expérience que nous avons accumulés tout au long de nos pratiques antinucléaires. Nous nous sommes limités à la situation française, faute de temps et de place, mais aussi parce que la France est réellement une exception sur cette question. Nous avons cependant conscience qu'il y aurait eu bien d'autres questions à traiter, même en se limitant à l'hexagone. Nous invitons les lecteurs intéressés à se reporter aux sources précitées ou à nous écrire pour recevoir des documents sur telle ou telle question.

Pourquoi s'opposer au nucléaire ?

"Nous faisons tout ce que nous pouvons pour prévenir l'accident grave, nous espérons ne pas en avoir, mais nous ne pouvons pas garantir qu'il ne se produira pas. On ne peut exclure que dans les dix ou vingt ans à venir un accident civil grave se produise dans l'une de nos installations" (Inspecteur général pour la sûreté à EDF au colloque Nucléaire, Santé, Sécurité, 1988, Montauban).

Dans les années 50 le nucléaire civil était présenté comme parfaitement sûr, sans déchets et pouvant fournir une énergie à tout jamais abondante. A partir de 1974, date de l'accélération du programme nucléaire français, on nous affirmait que cette technologie était parfaitement maîtrisée et qu'un accident grave n'était pas possible. EDF garantissait une absolue sécurité grâce à un système de défense sans faille constitué de trois barrières entre le combustible et l'environnement... ce qui revenait implicitement à reconnaître la possibilité d'accident. Nous nagions en pleine euphorie scientiste : envolées à tout jamais l'idée selon laquelle l'émancipation des êtres humains ne pourra venir que d'eux mêmes par un changement d'organisation sociale, économique et politique ! Le bonheur sera l'œuvre de la science qui résoudra tous nos problèmes. Ce discours était porté par la quasi totalité du corps scientifique, de la communauté médicale, de la classe politique. Ceux qui doutaient et qui critiquaient, les antinucléaires de la première heure, les sceptiques de la science et du développement, étaient marginalisés et pris en tenaille entre une pensée occidentale arrogante et dominatrice, et le stalinisme qui, sur ces questions, ne se distinguait en rien de la pensée quasi unique de l'époque.

Rompre avec le scientisme

A en croire les apôtres de la science, ceux qui craignent aujourd'hui le nucléaire sont les mêmes que ceux qui craignaient le chemin de fer au XIXe siècle. Il y aurait toujours, selon eux, une partie frileuse de la population qui, accrochée au passé par peur de la modernité, serait toujours encline à propager un catastrophisme infondé.

Pourtant, sachant que dans le monde moderne, les découvertes scientifiques ne se traduisent par des applications technologiques et techniques que si elles servent au développement du capitalisme ; et que le capitalisme a toujours apporté destructions, guerres et écrasement des individus, il nous semble que nous serions en droit de manifester quelque méfiance à l'encontre des mises en œuvre de nouvelles techniques réalisées au nom de la modernité et du progrès.

Mais surtout, il n'y a rien de commun entre un chemin de fer et une centrale ou une bombe nucléaire. Dans le premier cas, comme dans celui de la plupart des innovations technologiques du monde moderne, sur terre, sur mer, dans l'air, un dysfonctionnement, une erreur ou un accident n'entraînent la mort que de quelques centaines, au plus, de personnes. Dans le cas d'un accident nucléaire, ce sont plusieurs dizaines de milliers de personnes qui laissent leur peau dans l'instant ou dans les années qui suivent.

Dans le premier cas, une fois l'accident passé, les traces sont effaçables alors que dans le second ce sont des régions entières qui se retrouvent contaminées et c'est donc la vie même sur la planète qui est ainsi menacée. Dans le premier cas on peut théoriquement revenir plus ou moins en arrière si on estime que telle ou telle technologie est trop dangereuse ou inadaptée. Les traces de son passé existeront certes : modification du paysage et du mode de vie, maladies, structure sociale, mais rien d'absolument irréversible. Dans le cas du nucléaire, il restera pour des centaines de milliers d'années, des zones contaminées et des milliers de tonnes de déchets stockées ici ou là : il n'y a donc pas de réversibilité ! La différence entre le nucléaire et les autres technologies apparues depuis deux siècles n'est pas question de degré, mais bien de nature. Nous sommes dans le qualitatif, pas dans le quantitatif !

Pour une sortie immédiate du nucléaire

Certains, dans les sphères gouvernementales, tentent de passer pour des "critiques réalistes" du nucléaire. Ils parlent même d'abandonner le "tout-nucléaire", de "diversifier", etc. En fait il s'agirait de ramener la part du nucléaire dans la production de l'électricité aux environs de... 60 %, à l'horizon 2020 ! Réponse dérisoire aux problèmes monstrueux que pose cette source d'énergie. D'autres se battent pour une sortie progressive du nucléaire avec l'option d'un non-renouvellement du parc, mais sans arrêt immédiat de celui qui fonctionne à l'heure actuelle. Autrement dit, au mieux, vingt années pendant lesquelles planeront des dangers réels et reconnus de catastrophe, et s'accumuleront des déchets que nul se sait ni décontaminer ni stocker. Or l'arrêt immédiat est possible techniquement sans baisse du niveau de confort ni suppression d'emplois. Mais de toutes les manières, y aurait-il des modifications de nos habitudes consuméristes, et des suppressions d'emplois (après tout, si ces suppressions apparaissent comme catastrophiques, c'est bien parce que les richesses sont inégalement partagées !), qu'il n'y aurait pas une minute à hésiter face aux dangers autrement plus graves, immédiats et pour l'éternité, que cette industrie nous fait courir. Et puis, soyons clairs, la baisse absolument indispensable de la consommation énergétique dans les pays du Nord n'est nullement de nature à entraîner un retour à la bougie. On peut vivre mieux en consommant moins et mieux.

Seulement voilà, les intérêts liés au nucléaire sont puissants, et leurs relais politiques si nombreux que seul un mouvement d'envergure pourrait résister. Face à cela, les simples mouvements d'opinion et les lamentables palinodies politiciennes sont impuissants. Miser sur cela, comme le font les Verts, ne fait que retarder la construction d'un tel mouvement.

Il ne faut pas perdre de vue que le nucléaire est le pur produit d'un système économique. Et probablement l'un de ses produits les plus pervers puisque, même en cas de Révolution (la bonne, la plus idyllique !), la nouvelle société hériterait, et pour longtemps, des déchets, des terres et des mers stérilisées et contaminées, des modifications génétiques, etc. Quoi qu'il arrive, le nucléaire restera un élément essentiel des conditions d'une reproduction possible d'une société basée sur l'exploitation, la domination, et la prépondérance du travail intellectuel. Même dans le cas improbable où ils cesseraient à court terme, les programmes nucléaires auront, en quelque cinquante années, diminué les chances de réussite de l'établissement d'une société communiste. En ce sens, le nucléaire n'est pas qu'une aberration, et ceux qui veulent le cantonner sur ce terrain se privent, et privent les autres, des moyens de comprendre ses causes, sa fonction et ses origines. Ils privent également la lutte antinucléaire de la possibilité de mener de front deux objectifs vitaux pour qui veut changer la société : faire cesser les programmes nucléaires, bien sûr, et permettre une meilleure compréhension des mécanismes de la société pour que les combats menés ne restent pas lettre morte.

Que proposons-nous ?

Nous sommes entrés dans une nouvelle période où le choix du créneau "nucléaire" pose à ses promoteurs de sérieux problèmes. Le lobby nucléaire se prépare à renouveler le parc actuel, dans un environnement plus défavorable que par le passé : nombre d'Etats ont abandonné (ou s'apprêtent à le faire) cette source d'énergie ; la multiplication des incidents oblige EDF à une gymnastique de la transparence qui trompe de moins en moins de monde ; L'enlisement de la question du retraitement comme de celle des déchets fait mauvais effet. Mais ils ne lâcheront rien, soyons en certains, si un mouvement social ne crée pas un rapport de forces suffisant.

Malgré trente ans de mouvements d'opposition, le plus souvent locaux, la filière nucléaire s'est développée !

Néanmoins, ce sont bien des mouvements massifs de population, qui ont fait, parfois, reculer la "Marche de la France" en Bretagne (où l'Etat ne peut toujours pas implanter une centrale ! Aujourd'hui, ce sont encore des mouvements de population locale qui font ou feront la fête à l'ANDRA lorsqu'elle tentera de sonder tel ou tel sous-sol. A nous d'agir en leur sein pour que ce soit la globalité du nucléaire et de ses causes qui soit remis en question, et non tel ou tel aspect partiel.

Il est regrettable que certains aient la mémoire courte. En effet, lorsque la droite était au pouvoir (avant 1981), le P.S., dans l'opposition, se prétendait antinucléaire. Venu aux affaires, son rôle était de gérer le système capitaliste, ce qui signifiait qu'il n'avait pas d'autre choix que de céder aux diktats des nucléocrates. C'est ce qui s'est passé, avec tous les dénis que cela suppose, mais qui ne sont finalement pas des trahisons, car quand on choisit de gérer les affaires au niveau de l'Etat, il ne faut pas s'attendre à autre chose.

Des déchets pour toujours

Si, par bonheur, une (ou plusieurs) centrale nucléaire ne nous pétait pas à la figure dans les années qui viennent, il resterait au genre humain plusieurs centaines de milliers d'années à craindre qu'une catastrophe nucléaire ne vienne mettre une fin prématurée à son aventure, du fait de l'existence des déchets nucléaires.

Des déchets comme s'il en pleuvait

Les déchets radioactifs sont produits par et pour les installations nucléaires[1] (civiles et militaires). Ils sont classés (A, B et C) en fonction de l'intensité des radiations émises et de leur durée de vie[2]. Les déchets de classe A sont, depuis plusieurs années déjà, enfouis à Soulaines dans l'Aube qui a pris le relais de La Hague, complètement saturée. Quant aux déchets de type B et C, bien plus dangereux, les scientifiques et les politiciens ne savent pas quoi en faire. La loi Bataille (député P.S.) du 30 décembre 1991 prévoyait trois possibilités : entreposage en surface, transmutation de certains éléments radioactifs à vie longue (la science n'a pas fait de progrès significatif dans ce domaine), et enfouissement. En pratique, L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a privilégié l'étude du stockage en profondeur dans certaines couches géologiques (argile, granite). Des laboratoires étaient prévus dans la loi "Bataille" pour qu'en 2006, après consultation des rapports de l'ANDRA, soit prise par le Parlement la décision d'enfouissement.
Ce problème des déchets fut posé par le mouvement antinucléaire voici plus de trente ans. Les nucléocrates répondaient qu'il serait rapidement résolu par la science ! Maintenant, ils ont choisi l'enfouissement irréversible, dangereux pendant des millions d'années, avec tous les risques de contamination du sous-sol (en particulier l'eau) que cela suppose.
Après plusieurs années de tergiversations et de batailles d'experts accompagnées de luttes, parfois dures, contre l'enfouissement en particulier et le nucléaire en général, le gouvernement de la gauche plurielle a donné son accord, entériné par les Verts, à la création d'un laboratoire souterrain dans le sous-sol argileux de Bure dans la Meuse. Les opposants locaux, qui ont probablement trop misé sur les élus et placé trop d'espoirs dans l'arrivée des écologistes au gouvernement, se sentent maintenant trahis.

La lutte anti-déchets

Mais un seul site étudié ne suffit pas à l'ANDRA. Le gouvernement a donc demandé que des études soient réalisées pour en créer un second en milieu granitique. Quinze sites ont été ainsi présélectionnés qui concernent 450 communes. Une mission collégiale de concertation a été nommée, la mission granite, afin de prendre des contacts dans les départements concernés. Il s'agit pour elle de rencontrer quelques élus locaux et quelques associations, pour y recueillir quelques avis. Une démarche démocratique, paraît-il. Et pourtant, malgré ces précautions de langage, tout ne s'est pas déroulé pas au mieux. Hormis dans la Vienne, la majorité des élus ont fait savoir que non seulement ils n'étaient pas demandeurs mais qu'en plus ils ne voulaient pas du laboratoire. Et surtout, une partie de la population a manifesté avec force et massivement, son opposition : dans la Mayenne, dans toute la Bretagne, dans la Vienne, le Limousin, les Deux-Sèvres, des comités ont fleuri de toute part.
A tel point que, début juin, le gouvernement a décidé de reporter la décision de recherche d'un nouveau site... après les élections. Ce recul provisoire du gouvernement est intégralement du à ces mobilisations et non à la présence des Verts au gouvernement : Dominique Voynet a signé non seulement le décret pour la création du site de Bure, mais aussi celui pour la recherche d'un second site !
Deux pôles stratégiques s'opposent dans les luttes contre l'implantation d'un laboratoire souterrain :
- L'un qui mise avant tout sur les élus pour faire reculer le pouvoir et même pour aider à la mobilisation. Or, si certains élus, le plus souvent de base, manifestent des sentiments antinucléaires clairs, la plupart n'entendent s'opposer qu'au seul laboratoire souterrain et... uniquement chez eux, là où vivent leurs électeurs. L'argument type utilisé par ces élus est celui de l'image de la région qui risquerait de se dégrader et de nuire... au tourisme et aux produits labellisés. Les exemples les plus clairs nous sont donnés par Robert Savy, le président socialiste du conseil général du Limousin, et par certaines organisation agricoles : ce qui les gêne dans une poubelle nucléaire, c'est d'abord qu'elle risque de polluer... *l'image* de leur terroir.
- L'autre qui entend ne pas dissocier le stockage des déchets de leur production. A savoir que l'arrêt immédiat du nucléaire civil et militaire doit constamment être mis en avant. Il pense également que c'est d'abord dans la rue que se gagnera la bataille si elle doit être gagnée. N'accorder aucune confiance a priori aux élus est le meilleur moyen de ne pas s'enfermer ensuite dans une logique de dépit et de ne pas entretenir d'illusions sur les mécanismes politico-économiques qui nous régissent ; et qui ne provoquent que des réveils douloureux dont beaucoup ne se relèvent pas. Se limiter au "Non à la poubelle nucléaire" et n'aborder que du bout des lèvres le "Non au nucléaire" sous le fallacieux prétexte de ratisser plus large est une pure illusion Ce qui peut, au contraire, mobiliser plus massivement, c'est bel et bien la revendication d'arrêt de toute la filière nucléaire (poubelles, transports, radon, mines et autres nuisances comprises).

L'ANDRA en campagne

Rappelons brièvement les méthodes de l'A.N.D.R.A. pour trouver un site : prospection géologique dans des régions à faible densité de population et où le taux de chômage est élevé ; propagande sur les soi-disant apports économiques et sociaux pour la région ; affirmation mensongère que "labo" ne veut pas nécessairement dire "poubelle" (les antinucléaires, qui connaissent la puissance du lobby pronucléaire en France, ont compris, dès la promulgation de cette loi, que l'acceptation d'un labo équivalait, de fait, à la création d'une poubelle nucléaire) ; déclarations répétées que ses scientifiques maîtrisent et maîtriseront toujours la situation. Et, pour séduire et envelopper le tout : subventions permettant d'acheter les petits élus-notables de la région (elle promet 15 millions de francs aux départements qui accepteraient un tel labo).

L'aberration de l'enfouissement des déchets radioactifs

Même si, ô miracle, la production de déchets nucléaires cessait, il y aurait quand même à gérer ceux que ces salopards nous ont laissés. Il n'existe aucune bonne solution pour s'en débarrasser. Mais il y en a une qui est pire que toutes : l'enfouissement irréversible en grande profondeur. Pourquoi ?
- Aucun matériau connu de conditionnement n'est suffisamment étanche pour résister au long terme que représente la durée de vie des déchets. Il est tellement aléatoire que les spécialistes veulent lui ajouter un conditionnement "naturel", celui du sous-sol.
- Il faudrait un sous-sol absolument sec, sous peine de voir l'eau polluée contaminer à son tour les sources et le sol. Or, existe-t-il un sous-sol absolument sec et dont nous aurions la garantie qu'il le restera quelque 500 000 années ou plus ? Ce n'est d'ores et déjà pas le cas des sites pressentis qui tous ont des fissures humides.
- Le sous-sol devrait être absolument stable. Or qui peut prévoir à cette échelle de milliers d'années qu'il le restera ? Risques de séisme, d'irruptions volcaniques, de glaciation, d'érosion massive, de moyens militaires toujours plus destructeurs...
- Le lieu de stockage doit être inaccessible mais connu. Cela suppose que la mémoire de ces lieux soit transmise sans faille pendant des millénaires pour éviter qu'à ces endroits les générations futures n'effectuent quelques forages pour des raisons encore inconnues (pour exploiter ceci ou cela par exemple).

1. Le combustible usé et irradié des centrales nucléaires est retraité à l'usine de La Hague afin d'en extraire du plutonium dont une partie sert à fabriquer un nouveau combustible, le MOX, utilisé dans une douzaine de réacteurs en France.
2. A ces 3 catégories, il faut ajouter des déchets de très faible activité, mais dont le volume est énorme et qui sont disséminés sur tout le territoire quasiment sans aucun contrôle. C'est ainsi qu'officiellement l'ANDRA a recensé 1200 sites où sont entreposés ces déchets (béton, ferraille, etc.).

Implications économiques, sociales et politiques du nucléaire

Le système dominant a besoin, pour assurer son ordre à l'infini, de développer sa production d'énergie consommable, afin de maintenir en fonctionnement constant la machine productive (sans qu'importe, d'ailleurs, l'utilité de ce qui est produit).
Il ne fait pas de doute que les batailles autour de l'énergie conditionnent le futur de l'humanité et celui de son système économique et politique.
De ces batailles dépendent la consolidation de la technobureaucratie comme classe dominant la vie sur toute la planète, et aussi, définitivement, l'équilibre écologique.

On date souvent la naissance du programme nucléaire français du début de la crise pétrolière de 1974, correspondant à l'élection de Giscard d'Estaing à la présidence de la République. Or, cela n'est pas exact. L'origine est d'abord militaire, nous le verrons dans l'article qui suit : *Le CEA et la bombe*. Ensuite, dès 1965, EDF projetait de construire des centrales nucléaires pour faire pression sur les prix des contrats à long terme de fuel lourd, tandis que le Ve plan prévoyait la construction de deux réacteurs par an. La crise de 74 ne fut qu'un alibi pour passer véritablement à une vitesse supérieure, au nom de l'indépendance nationale, afin de réaliser les restructurations industrielles qui se dessinaient en vue de "moderniser" le capitalisme français. Moderniser cela voulait dire accumuler de nouveaux capitaux avec l'aide de l'Etat pour rester compétitif et réaliser de nouveaux profits.
C'est ainsi qu'en février 1974, le plan Messmer fait adopter en conseil des ministres le programme fixé l'année précédente par la commission PEON[1] (Production électrique d'origine nucléaire) qui réunit des hauts fonctionnaires et des représentants d'EDF, du CEA, et des firmes Empain-Schneider, Alsthom, Péchiney-Ugine-Kuhlman (PUK), Saint-Gobain-Pont-à-Mousson : mise en service de 7 réacteurs de 1 000 mW chaque année afin de disposer de 200 000 mW en 2000, c'est-à-dire 200 réacteurs PWR et 20 surgénérateurs type Superphénix. La mégalomanie des nucléocrates n'avait pas de limites à cette époque !
Pour faire accepter à la population les hausses prodigieuses de l'essence, du fuel, du gaz et de l'électricité, indispensables à la réalisation de ce programme électronucléaire, le pouvoir, avec le concours des médias, a fait jouer, dans les années 70, des réflexes de peur et d'insécurité devant une prétendue pénurie des sources d'énergie. Il brandit même, en décembre 1978, des menaces de coupure d'électricité et des restrictions de carburant, tout en cherchant à culpabiliser le petit consommateur trop gourmand en énergie, alors qu'à côté l'armée et les grands complexes industriels n'en finissent pas de se gaver et de toujours plus gaspiller.

La crise pétrolière

Au cours du XXe siècle, le monde capitaliste s'est développé sur le pétrole ; et c'est l'importance stratégique de cette source d'énergie sur le théâtre mondial qui explique l'ampleur de ce qu'on a appelé la "crise", au début des années 70. Dans la perspective d'une disparition du pétrole comme source d'énergie bon marché (les bourgeoisies des pays de l'OPEP ayant réajusté leurs prix), et de la supposée raréfaction plus ou moins proche des réserves (évaluées tout de même à l'époque à une centaine d'années de consommation), les compagnies pétrolières, immensément riches et qui contrôlaient la production, la transformation et la distribution énergétique, ont élaboré une stratégie de reconversion à long terme. Le but : s'assurer, au niveau de l'ensemble des sources d'énergie et des matières premières, le monopole mondial qu'elles avaient pour le pétrole. Une telle reconversion nécessitait une quantité fabuleuse de capitaux, des milliers et des milliers de dollars en quelques années. Pour cela, il fallait donc réaliser le maximum de surprofit dans les activités pétrolières : à partir de 1973, elles encouragent et accompagnent les hausses des cours mondiaux ; augmentations dix fois supérieures aux coûts réels enregistrés. En 1979, leurs profits se chiffrent ainsi à 30 milliards de francs.

Avec ces nouveaux capitaux, les compagnies pétrolières, associées à des banques, s'efforcent de réaliser un monopole sur toutes les énergies :
- En prenant le contrôle de l'exploitation des réserves fossiles : charbon, schistes, sable bitumeux. Elles ont acheté la majorité des centres miniers du monde.
- En contrôlant toutes les phases du processus de fission nucléaire : de la production d'uranium à son enrichissement.
- En orientant les recherches dans le domaine des énergies douces, comme le solaire, vers de grosses unités de production, concentrées, centralisées (à l'image du nucléaire), pour mieux garder le contrôle de la distribution.

Par firmes multinationales interposées...

Dans son exigence pour conserver et accroître ses profits, l'organisation capitaliste au niveau international spécialise les pays industrialisés dans chaque secteur industriel, au détriment d'autres.
C'est ainsi que s'est développée en France un bourgeoisie plus européenne, plus technocratique, développant de nouveaux moyens de production et de nouvelles technologies, parmi lesquelles l'informatique et le nucléaire occupent une place de choix.

1. *Créée en 1955, cette commission consultative a élaboré toute la stratégie des gouvernements français.*

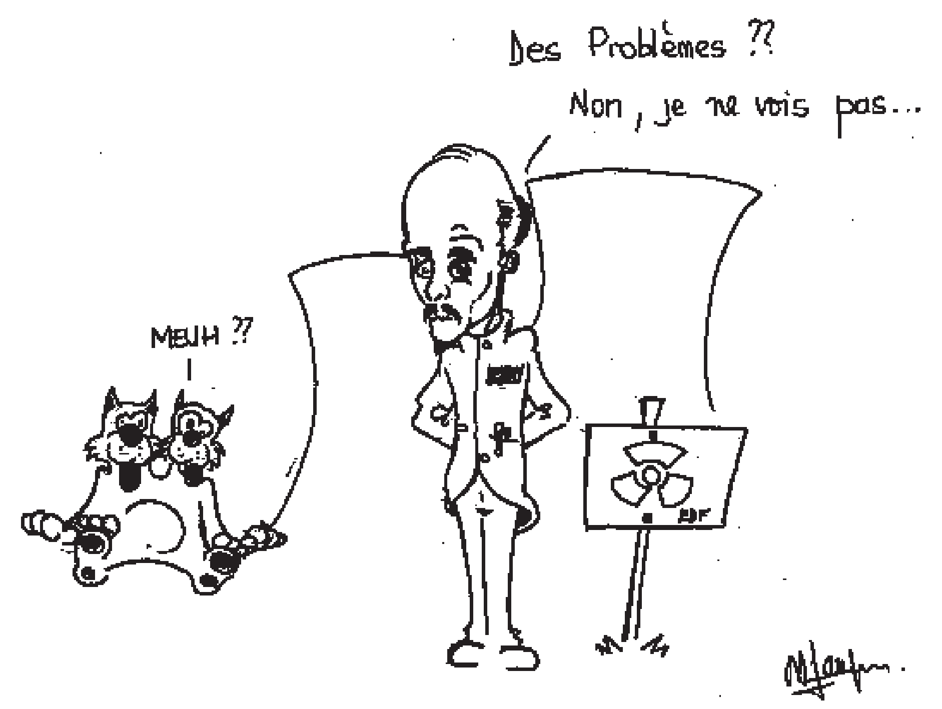
La politique française s'est alors assise sur le respect d'une sorte de division du travail entre le capital et l'Etat. Ce dernier devant assurer les conditions de rentabilité des entreprises capitalistes viables : marchés suffisants, aide au développement, et hausse substantielle des profits par le biais de la politique salariale et de la libération des prix. Les entreprises, industrielles en particulier, sont considérées comme le moteur de la croissance. A elles, avec l'appui de l'Etat, de se restructurer dans les secteurs "porteurs d'avenir", pour l'accumulation des capitaux ; à elles de développer les exportations sur le marché mondial.
Cette politique, initiée par Giscard, a connu son point d'orgue lors du premier septennat de Mitterrand. La fonction de ce dernier était de faire assumer par la gauche cette politique de restructuration qui devenait trop impopulaire et, par là, porteuse de risques sociaux. C'est à cette même gauche que, par la même occasion, il incombait de réhabiliter l'entreprise comme modèle idéologique porteur d'espérance !

Le redéploiement du capitalisme français

Le cas de la France est à cet égard parlant, elle se spécialise essentiellement dans les industries à haute compétitivité : l'automobile, l'électronique, la chimie, l'armement, l'aéronautique, l'industrie nucléaire.
De fait, l'économie française se trouve en grande partie construite autour de l'industrie nucléaire, qui donne à la bourgeoisie une nouvelle base à l'accumulation de son capital, ceci par firmes multinationales interposées (Framatome, où se retrouvent Schneider, Westinghouse, Péchiney-Ugine-Kuhlman, Creusot-Loire).
Au départ, la recherche et les premières activités industrielles du nucléaire sont financées par l'Etat, pour des objectifs militaires : il s'agit de fabriquer et de détenir des bombes atomiques (voir article sur le CEA et le nucléaire militaire). Encore maintenant d'ailleurs, une grande partie de l'industrie nucléaire tourne autour de ces objectifs, et les activités civiles y restent étroitement liées.
Jusqu'aux années 60, le cycle de production reste financé par l'Etat et dominé par le CEA (voir article sur le CEA). Tout autour, et la plupart du temps dans une attitude de sous-traitants, de grandes firmes privées commencent à rentabiliser leurs capitaux dans les activités nucléaires, en particulier Péchiney-Ugine-Kuhlman (PUK).
A partir de 1969, c'est l'abandon de la filière graphite-gaz. Le programme de centrale à eau et uranium enrichi est lancé, lié à une volonté d'industrialisation accélérée du nucléaire : il s'agit de développer un secteur nucléaire qui puisse être présent sur le marché international et de contrer les groupes étrangers avec une technologie ayant déjà une existence industrielle éprouvée. La conception et la réalisation de ces centrales ne peuvent être effectuées que par deux groupes industriels : Creusot-Loire et La compagnie générale d'électricité (CGE), qui paient le droit d'exploiter les brevets américains des firmes Westinghouse et General Electric.
En 1973, EDF confirme ces deux groupes comme étant ses fournisseurs en centrales. Le rôle moteur reste dévolu aux entreprises nationalisées. Mais le marché, à l'époque, est encore faible, ce qui limite le développement du secteur, son accumulation et sa rentabilité.
Avec l'avènement de Giscard d'Estaing, on assiste à une évolution dans la politique industrielle nucléaire, caractérisée par une recherche de plus en plus grande de leaders industriels par type de produit. Le choix exclusif se porte sur Creusot-Loire Framatome, qui résulte de l'avènement d'une bourgeoisie nucléaire sous la houlette des Wendel-Schneider-Empain-Giscard.

LA BOURGEOISIE NUCLEAIRE : WENDEL-SCHNEIDER-EMPAIN-GISCARD D'ESTAING

Durant la Ve République, on assiste au rapprochement des Wendel et des Schneider, les "frères ennemis de l'acier" depuis cent cinquante ans.
Côté Schneider : Simon Nora (conseiller de Chaban-Delmas) et Maurice Herzog (député et secrétaire d'Etat) ; tous deux sont mariés à une Schneider. Valéry Giscard d'Estaing, député, puis ministre, puis président de la République, est marié à une petite fille Schneider.
Côté Wendel : François Misoffe (député, ministre, père de Françoise de Panafieu), Yves Guéna (ministre, actuel président du Conseil constitutionnel), Jean François-Poncet (ex-chef de la diplomatie française), mariés à des De Wendel. Michel Debré, beau-fils d'une de Wendel.
C'est autour du nucléaire, à la suite de la création de Creusot-Loire, que le rapprochement Wendel-Schneider va prendre consistance. Avec l'avènement de Giscard d'Estaing, la solution Framatome l'emporte. Les entreprises Schneider, étroitement associées avec le trust du baron belge Empain, contrôlent tout un secteur de la métallurgie française, ainsi que pour une bonne part le domaine nucléaire français (avec le monopole de la fabrication des cuves des réacteurs nucléaires).
On trouve des Schneider, des Wendel, des Péchiney-Ugine-Kuhlman, des Giscard d'Estaing dans les conseils d'administration de Schneider SA, de Creusot-Loire, mais aussi dans la plupart des sociétés de l'électronucléaire.
Ainsi, le cousin germain de Valéry, Jacques Giscard d'Estaing, bien connu pour ses relations avec Bokassa, est le directeur du CEA et de sa filiale privée de la COGEMA (retraitement de déchets, prospec-



tion des gisements d'uranium et traitement du minerai) ; il fut aussi multiadministrateur du nucléaire : Technic Atome, la Société d'étude et de recherche d'uranium), Intercontrôle, la SOFIDIS (société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium), Novatome, Novatome-industrie.
Le cousin François Giscard d'Estaing est P-DG de la Banque française du commerce extérieur, qui participe à l'exportation de la technologie nucléaire. Il est au conseil d'administration du groupe Rothschild, fournisseur de l'industrie nucléaire.
Le cousin germain, Philippe Giscard d'Estaing, est P-DG de Thomson, gros fournisseur de l'Etat, notamment dans les domaines nucléaire et paranucléaire.
Le frère, Olivier Giscard d'Estaing s'occupait des intérêts de Saint-Gobain, qui bénéficiait d'une licence de General Electric et fabrique des éléments combustibles.
Et puis, dernier exemple, Michel Giraud, ancien directeur du CEA et donc membre de droit de la commission PEON, fut ministre de l'Industrie et farouche défenseur du nucléaire, avant d'être président déchu de la région Ile-de-France.
On retrouve donc à la fois toute la famille Giscard d'Estaing et toute une partie de la bourgeoisie industrielle française dans le partage du gâteau nucléaire.
On assiste alors à une politique de monopolisation : en 1975, Framatome se voit confier le monopole de la construction des îlots nucléaires des centrales. Alsthom-Atlantique est créé de la fusion de deux firmes et s'arroge le monopole de la construction des turbo-alternateurs ; EDF en fait son fournisseur unique. Le CEA est restructuré ; une filiale, la COGEMA, associée à PUK, est créée pour regrouper la fabrication et le retraitement des combustibles nécessaires aux centrales.
Ainsi, les chantiers nucléaires représentent un énorme marché et offrent l'occasion de construire et d'essayer des machines. Ce marché sert à développer des groupes financiers qui soutiennent les entreprises intervenant dans la construction des centrales nucléaires. Ces entreprises fabriquent des moyens de production : elles tendent à s'implanter dans les jeunes-riches pays du tiers-monde, demandeurs de ces moyens de production plutôt que de biens de consommation individuels.
Le groupe financier Empain-Schneider, par exemple, grâce au marché constitué par les centrales, finance l'équipement de sa filière Creusot-Loire en énormes machines-outils (pompes, presses, cisailles, laminoirs…) qui, si elles sont utilisées dans la fabrication des composants des centrales, le seront aussi bien pour d'autres moyens de production. Empain Schneider envahira alors les marchés étrangers, la totalité du marché mexicain (pour construire des raffineries de pétrole, des turbines industrielles, des usines thermiques…), le marché chinois (60 milliards de commandes en six ans), le marché brésilien…
Les liens tissés, les interpénétrations entre la haute administration, le CNPF et les groupes intégrés au nucléaire montrent en quoi le nucléaire devient un élément fondamental de la structuration de la bourgeoisie française.
La multinationalisation du nucléaire français, sa monopolisation par quelques firmes et le nouveau partage Etat/groupes privés correspondent donc à une stratégie industrielle : ces évolutions s'inscrivent dans celle d'une bourgeoisie nouvelle, liée aux grands groupes financiers et industriels, ainsi qu'à l'appareil d'Etat français, pour laquelle il s'agit de donner une nouvelle base à l'accumulation de son capital.

Un programme à la mesure des profits en jeu

Pour réaliser le programme nucléaire gigantesque sur lequel mise la bourgeoisie, il faut développer de force un marché national, afin d'expérimenter les filières, de convaincre les clients potentiels, de conquérir les marchés extérieurs, de créer une base économique.
Le marché intérieur est assuré par l'Etat et EDF. Grâce à un fort matraquage publicitaire, on passe du tout-pétrole au tout-électrique par le nucléaire. En 1979, 15 centrales fonctionnent, 26 sont en construction. La production ne va pas cesser de s'accélérer avec, en prévision, la mise en service de nouvelles capacités nucléaires : de 1978 à 1979, elle a augmenté déjà de 25 % ; elle est censée atteindre 48 % en 1980. A l'horizon 1985, la part du nucléaire dans la production totale d'électricité en France est estimée à 56 %, avec 200 milliards de kWh, et en 1990, elle atteindra les 70 %. En attendant, elle est, à la fin du septennat de Giscard, de 33 % de la production d'EDF.
Non seulement ce gigantisme des tranches nucléaires multiplie les risques et le bouleversement des espaces et des modes de vie, mais encore il est extrêmement coûteux. EDF, principal marché, finance des entreprises de l'électronucléaire par des avances sur la réalisation finale, avec la protection de l'Etat : la ponction de 40 milliards de francs réalisée à coups de frein sur les salaires, de hausses du carburant, d'augmentation des tarifs de l'électricité, de gaz, fait partie de la stratégie du pouvoir pour financer l'accélération du programme nucléaire, de même que les appels à l'emprunt et l'annulation de la dette EDF, un cadeau de 11, 7 milliards de francs.
Le but est alors que la France devienne le premier producteur d'électricité nucléaire d'Europe, et devançe largement la RFA et la Grande-Bretagne. Pour réaliser ce vaste programme et exporter le nucléaire, il faut s'assurer le cycle du combustible. Cette stratégie a reposé sur :
- L'entretien de relations impérialistes avec plusieurs pays d'Afrique (Niger, Gabon, Centrafrique, Afrique du Sud), où la France se réserve l'utilisation prioritaire et à bas prix des mines d'uranium, ses propres ressources ne suffisant pas face à l'ampleur du programme ; ceci au prix de l'exploitation accrue des travailleurs de ces pays et du soutien de dictatures (cf. les relations entretenues avec le tyran Bokassa, et l'intervention militaire française suite à sa destitution).
- La fabrication du combustible (uranium enrichi) grâce à la construction d'usines d'enrichissement comme celle d'Eurodif à Tricastin) qui permettront d'alimenter les centrales en France, mais aussi celles qui sont exportées. Les principaux clients sont les pays en voie de développement, qui achètent à prix d'or des centrales pour obtenir l'uranium enrichi et ainsi fabriquer la bombe atomique (Afrique du Sud, Argentine…).
- La mise en place d'un surrégénérateur (Creys-Malville) qui était censé multiplier par 50 ou 100 le contenu énergétique des réserves d'uranium. Dénoncé à l'époque comme un coup de poker inacceptable du fait d'une technologie pas du tout assurée, ce projet a dû être abandonné.
- L'extension rapide du stockage et du retraitement des déchets radioactifs, au niveau mondial, à La Hague.

On comprend mieux maintenant pourquoi, vu l'enjeu en pouvoir et en profits que représente le nucléaire pour les grands groupes financiers et industriels aux quels la bourgeoisie française est liée, nos dirigeants ont été, et sont encore, prêts à tout pour étouffer la contestation afin de continuer sur la voie du nucléaire malgré les difficultés techniques (arrêt de Superphénix, impasse sur le stockage des déchets, multiplication des incidents), et les risques d'accidents majeurs maintenant reconnu par tous et acceptés par les nucléocrates.

L'EXPERIMENTATION DES ARMES NUCLEAIRES

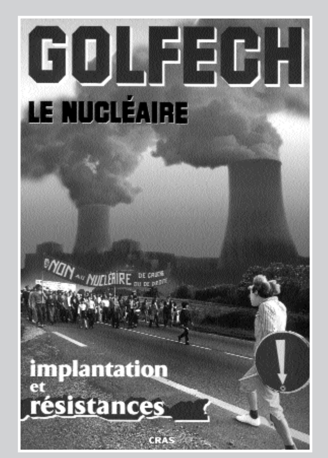
Entre 1945 et 1995 il y a eu plus de 2000 essais nucléaires de par le monde soit un tous les huit jours ! Au début atmosphériques il sont devenus par la suite souterrains.
Qui a trinqué ?

Les puissances nucléaires ont imposé leurs tests à des populations minoritaires, dépendantes et colonisées. Les Etats-Unis aux micronésiens du Pacifique et aux Indiens Shoshones du Nevada. L'URSS aux populations du Kazakhstan et de Nouvelle-Zemble près du cerce arctique. La Grande-Bretagne aux Aborigènes d'Australie. La Chine aux Ouïgours dans le Xinjiang. La France aux Touaregs du Sahara, puis aux Polynésiens.
Suite aux essais américains en Micronésie (1946-1958), l'Atoll de Bikini, dans les îles Marshall, dont on a évacué la population avant les essais est toujours inhabitable. Les habitants y furent ramenés puis évacués à nouveau. L'atoll de Rongelap, proche de Bikini est encore trop contaminé depuis un essai réalisé en 1954 : les habitants y avaient été laissés sous le vent de l'explosion et avaient été gravement atteints par les retombées radioactives. Leur évacuation n'eut lieu que quelques jours après ! L'ouverture des archives du département de l'énergie aux Etat-Unis a révélé que 18 personnes ont été prises comme cobayes pour tester le Plutonium !
La justice américaine a reconnu treize catégories de cancers causés par les essais du Nevada.
Au Kazakhstan les essais ont cessé en 1991. Des chercheurs russes en ont étudié les effets : les enfants de la région voisine d'Altaï souffrent de lésions du système nerveux central. Un taux anormalement élevé de cancers et une faible espérance de vie y sont constatés, ainsi que des cas de mutation génétique provoqués par les radiations.
La France, elle, continue à prétendre que les expérimentations se sont déroulées sans aucun problème en Polynésie. Elle oppose toujours un refus d'enquêtes médicales indépendantes, malgré un bilan sanitaire plus qu'alarmant. Le 12 mars 1980 une violente tempête a dispersé le plutonium fixé au sol par du goudronnage de terres contaminées sur l'atoll de Mururoa.

3 livres indispensables pour la lutte antinucléaire

GOLFECH, Le nucléaire

implantation et résistances



Edition CRAS, Collectif la Rotonde,
B.P. 492, 31100 Toulouse cedex 06
150 francs port compris

Jamais, à notre connaissance, un livre aussi complet (il fait près de 600 pages) ne fut réalisé sur une lutte. Il retrace chronologiquement les décisions politiques, les prises de position individuelles ou collectives, les manifestations, les réunions, le meetings et les actions diverses menées jusqu'en 1999 à propos de la centrale électronucléaire de Golfech.
Le nombre de documents de toutes tendances est impressionnant. La première fois que vous le feuilletez, le livre peut paraître rébarbatif, du genre de ceux qu'on ne lit pas mais que l'on conserve en souvenir ou à l'occasion pour y rechercher un renseignement ou un document. En fait, si vous insistez un peu, c'est beaucoup plus que ça. On y entre comme dans un véritable roman d'aventure ou... policier ! On y saisit peu à peu tous les enjeux de la lutte, tous les intérêts contradictoires qui s'y mêlent, les stratégies des uns et des autres. Les leçons qu'on peut en tirer ne concernent pas la seule lutte de Golfech ni même la seule lutte antinucléaire. Il devient peu à peu un élément fondamental de compréhension et de formation pour tout militant qui cherche à se mieux mouvoir dans l'intervention politique, sur des bases libertaires et mouvementistes. Il permet de mieux comprendre les écueils à éviter, les moteurs de l'intégration et du renoncement, le double langage des politiciens, etc. Se dépêcher de vite le commander avant qu'il n'en reste plus !

Sortir du nucléaire, c'est possible



Bella et Roger Belbéoch
Ed. L'Esprit frappeur - 10 francs
Il s'agit-là un petit livre de 120 pages au prix plus que modique. Les deux auteurs, physiciens, antinucléaires de la première heure et parmi les créateurs du GSIEN (groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire) nous livrent une somme incroyables d'informations exprimées de manière simple et compréhensibles par tous. Leur objectif : montrer de manière imparable que l'on pourrait arrêter le nucléaire immédiatement, sans que l'on se retrouve dans une situation de pénurie. Et que si cela ne se fait pas, ce n'est pas pour de raisons techniques mais bien politiques. Et que ceux qui, comme certains écologistes et certains antinucléaires (suivez mon regard...) s'en tiennent à ne prôner qu'une sortie progressive du nucléaire ou un moratoire de quelques années, ne font que nous faire courir un risque supplémentaire de catastrophe majeure. Un petit livre que tous ceux qui doutes du nucléaire, tous ceux qui le combattent, devraient avoir toujours en poche pour y puiser quelques arguments, quelques chiffres, pour répondre aux inconditionnels du nucléaire.

Tout nucléaire, une exception française



Perline
Ed. L'Esprit frappeur - 10 francs
Un autre petit livre à conserver à portée de la main. Bourré lui aussi d'informations, dans un style alerte et parfois drôle, il s'attaque à l'aberration du programme nucléaire français, depuis ses origines, et à tous les mythes véhiculés par les nucléocrates.

Le CEA, sa raison d'être : la bombe, son alibi : la recherche

Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) est généralement présenté comme un organisme ayant été créé, en octobre 1945, pour développer tous les aspects pacifiques de l'énergie nucléaire (à l'époque, on disait énergie atomique). Sa création était, en fin de compte, l'accomplissement administratif des déclarations enthousiastes des scientifiques francais : l'avenir ne pouvait être que radieux avec cette énergie «inépuisable», «quasi gratuite», sans danger, déclarations qui suivirent la destruction totale d'Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945.
L'orientation militaire du CEA ouvertement affirmée dans les années 50 est apparue alors comme une dérive perverse des buts assignés au CEA à sa création. Cela donna lieu à de vives protestations pour exiger le retour vers l'«atome pour la paix».

La réalité est très différente : la mise en service en 1956 à Marcoule de G-1, premier réacteur électrogène français, montre bien l'orientation fondamentale du CEA vers les applications militaires, même si le département des applications militaires (DM) ne fut créé que plus tard, fin 1958. L'aspect électrogène de G-1 masquait en fait sa finalité réelle. Le réacteur G-1 était un piètre producteur d'électricité : sa puissance électrique était de 2 mégawatts. Il n'a été exploité que par le CEA, même après son couplage au réseau. Les réacteurs suivants, G-2 et G-3, plus puissants (38 Mw), furent eux aussi exploités par le CEA et non par EDF. La raison en est que la production de plutonium impose un mode de fonctionnement très différent du mode optimal nécessaire à la production d'électricité. La gestion par le CEA des réacteurs de Marcoule est la marque de leur objectif plutonigène. Pour ces réacteurs, la priorité n'était pas la production d'énergie électrique, mais leur utilisation pour la production de plutonium par le CEA. Il faudra attendre 1963 pour qu'EDF prenne en exploitation un réacteur nucléaire, le réacteur de Chinon A-1, d'une puissance électrique de 70 Mw.

Cependant, il y a beaucoup plus fondamental. Dès l'origine, les acteurs de l'énergie nucléaire ont donné la priorité au militaire. Cela est évident aux Etats-Unis avec le projet Manhattan aboutissant avec «succès»" à Hiroshima et Nagasaki. Mais cela est vrai aussi pour la France. Voici quelques faits généralement passés sous silence (et ce n'est certainement pas un hasard) :
1. La mise en évidence de la fission de l'uranium laissait voir le futur énergétique de cet élément, et la question qui était posée concernait la possibilité d'une réaction en chaîne si la fission de l'uranium produisait plus d'un neutron. C'est l'aspect explosif de l'énergie nucléaire qui intéresse alors les physiciens et qui inquiète certains d'entre eux (très très peu, et aucun en France).
2. Lorsque Joliot met en évidence la possibilité d'une réaction en chaîne, il s'empresse de prendre cinq brevets entre le 30 avril et le 4 mai 1939. Quatre d'entre eux concernaient la production civile d'énergie ; le cinquième, déposé le 4 mai 1939 à 15 h 35, avait pour titre : «Perfectionnement aux charges explosives».
3. Joliot et son équipe envisagent alors la première expérience de grande ampleur avec l'énergie nucléaire. Joliot met à son programme l'explosion d'une bombe à uranium. Comme les effets peuvent être importants, le site projeté était le centre du Sahara ! Cet essai était désigné sous le nom : «La Grande Expérience».
4. Dès cette époque, l'essentiel des préoccupations de Joliot et de son équipe est orienté vers la bombe. Le 11 août 1945, Raoul Dautry, ancien ministre, révélait :
«*Peu après le début de la guerre, le gouvernement dut demander à M. Joliot-Curie de pousser ses études, moins vers l'utilisation des radioéléments pour la production d'énergie intéressant l'industrie en temps de paix (domaine où, cependant, des perspectives extraordinaires pouvaient être déjà entrevues) que vers la mise au point d'un processus de libération brutale de l'énergie atomique avec des effets dépassant infiniment ceux des explosifs puissants. C'est à ce moment-là que j'eus à intervenir comme ministre de l'Armement pour mettre à la disposition de M. Joliot-Curie tous les moyens dont il pouvait avoir besoin.*» (Ce texte est cité dans le livre de Gérard Jouve, *Voici l'âge atomique*, publié en 1946 aux éditions Franc-Tireur.)
Ainsi, les premiers travaux français un peu importants visant l'énergie nucléaire ont été financés en 1939 par l'armée. Cela ne souleva aucune polémique dans les milieux scientifiques français.
C'est donc à juste titre que Joliot pouvait déclarer après la destruction d'Hiroshima : «*L'emploi de l'énergie atomique et de la bombe a son origine dans les découvertes et les travaux effectués au Collège de France par MM. Joliot-Curie, Halban et Kowarski, en 1939 et 1940. Des communications ont été faites et des brevets pris à cette époque.*» (Dépêche AFP publiée par *Le Figaro* du 9 août 1945.)
En somme, la France, d'après Joliot, était en droit de réclamer aux Américains des royalties sur Hiroshima et Nagasaki, puisque les bombes utilisées pour ces destructions étaient couvertes par des brevets français !
Dans le numéro 1 de la revue scientifique *Atomes* (mars 1946), Joliot, qui dirigeait le CEA en tant que haut commissaire à l'énergie atomique, écrivait à propos du projet Manhattan : «*Nous ne pouvons nous empêcher d'admirer l'effort de recherche et de construction qui a été*

fait par les Américains, ainsi que la valeur des savants et techniciens réalisateurs.» Ce projet Manhattan avait eu pour but la mise au point d'une puissance destructrice infiniment plus grande que celle dont rêvaient les militaires.

Evidemment, l'effort financier de l'armée française en 1939 pour développer les travaux de Joliot-Curie était loin d'être suffisant pour assurer à la France la primeur des destructions par l'arme atomique.

5. Le plutonium a été, dès l'origine, une préoccupation majeure du CEA. Le 15 décembre 1948, le premier réacteur atomique français («Zoé») divergeait. Il contribua au programme nucléaire français en fournissant du combustible irradié d'où fut extrait en septembre 1949 le premier plutonium français (quelques milligrammes) dans l'usine du Bouchet, où une cellule avait été spécialement construite à cet effet.

Il est intéressant de citer l'intervention de Joliot quand il montra au personnel du CEA le tube contenant ce plutonium :

«*Pour la première fois, je voyais cet élément dont j'avais tant entendu parler ; ce fut une très grande émotion pour un vieux chimiste et physicien qui avait fait de la radioactivité avec des substances naturelles, mais qui n'avait jamais vu de substance radioactive artificielle en quantité pondérable.*» (Cité par B. Goldsmith dans *Les Pionniers de l'atome*, Stock, 1987.) C'est à cet élément qu'on doit la destruction de Nagasaki !

Rapidement après le succès de Zoé, la décision fut prise par l'état-major du CEA de construire à Marcoule le réacteur G-1 de 2 Mw pour la production de plutonium à raison de 1 g par jour. On ne trouve, à cette époque, aucune justification de ce programme plutonium pour une activité civile du CEA. Personne en France ne s'étonna alors de cet intérêt pour le plutonium. Il est bien évident que c'était la bombe qui était l'objectif prioritaire du CEA.

6. Il n'y a là rien d'étrange quand on se réfère aux textes fondateurs du CEA. L'ordonnance n° 45-2563 du 30 octobre 1945 institue un Commissariat à l'énergie atomique (*JO* du 31 octobre 1945 p. 7065-7066) et en définit les objectifs dans son article premier :

«*Le Commissariat à l'énergie atomique : poursuit les recherches scientifiques et techniques en vue de l'utilisation de l'énergie atomique dans les divers domaines de la science, de l'industrie et de la* défense nationale.»

L'article 2 définit la composition du comité qui doit administrer le CEA. Il comprendra :

«*Un haut commissaire à l'énergie atomique.* [...] *Un administrateur général délégué du gouvernement ; trois personnalités qualifiées par leurs travaux relatifs à l'énergie d'origine atomique ; le* président du comité de coordination des recherches concernant la défense nationale.»

Cette ordonnance fut rédigée à partir des propositions de Frédéric Joliot et de Raoul Dautry (ces deux personnalités avaient tenté en 1939 de développer en France une bombe à uranium).

La signature de De Gaulle était suivie par celles de neuf ministres. Les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et de l'Air venaient en tête. Le ministre des Colonies n'était pas oublié. Cette présentation montre assez bien la hiérarchie des motivations du gouvernement en créant le CEA.

Le décret du 3 janvier 1946 «*portant nomination du haut commissaire à l'énergie atomique et de membres du comité de l'énergie atomique*» est significatif de l'orientation militaire du CEA dès son origine. Ce décret nomme Frédéric Joliot haut commissaire (art. 2). Dans l'article premier, on trouve : «*Sont nommés membres du comité de l'énergie atomique, en outre du* président du comité de coordination des recherches scientifiques intéressant la défense nationale, membre de droit...». Suit la liste des savants nommés pour siéger avec le représentant de l'armée : Irène Joliot-Curie, Pierre Auger, Frédéric Joliot, Francis Perrin.

La présence d'un représentant militaire dans les organismes de direction du CEA ne semble pas avoir gêné les scientifiques de ces organismes. La révocation de Joliot en 1950 pour son refus d'accepter l'orientation du CEA vers des recherches à des fins militaires (la bombe et les sous-marins à propulsion nucléaire) a pu laisser croire qu'à l'origine le CEA n'avait que des missions civiles. Quelques jours après la décision de révoquer Joliot, des scientifiques de la direction du CEA signaient «une déclaration rappelant que le Commissariat n'était pas un établissement de défense nationale» (B. Goldschmidt, *op. cit.*, p. 438). C'était oublier les textes fondateurs du CEA et les activités prioritaires du CEA, dès sa création. Un des signataires de ce texte acceptait d'ailleurs de remplacer Joliot et d'assumer ouvertement l'orientation militaire des programmes du CEA.

Bertrand Goldschmidt signale dans son livre qu'«*en janvier 1949 Joliot fut l'invité de la presse anglo-américaine* [...] *La question du secret atomique ayant été abordée, Joliot expliqua que tout résultat de ses recherches susceptibles de contribuer à un programme militaire serait gardé secret tant que les Nations unies ne se seraient pas mises d'accord sur un traité d'interdiction de l'arme atomique*» (p. 433). Cela indique bien que le haut commissaire à l'énergie atomique n'excluait pas de ses recherches et ce celles du CEA des recherches concernant les bombes atomiques.

L'activité prioritaire du CEA, pendant les années qui suivirent sa création, fut militaire. Cependant, le développement des recherches durant cette période pouvait laisser croire à une orientation différente : la recherche des minerais d'uranium et des matériaux nécessaires à l'élaboration d'un combustible nucléaire, la fabrication industrielle de graphite très pur, la mise au point de techniques physico-chimiques de contrôle des matériaux, la neutronique, etc., toutes ces activités pouvaient apparaître comme orientées vers des applications pacifiques. Mais le CEA menait, en parallèle, une activité plutonium : études sur les propriétés chimiques et physiques du plutonium afin de mettre au point son extraction à partir de combustibles nucléaires irradiés. La construction de réacteurs nucléaires à Marcoule avait pour motif principal l'obtention rapide de plutonium afin de mettre au point son extraction à partir des combustibles nucléaires irradiés. La construction de réacteurs nucléaires à Marcoule avait pour motif principal l'obtention rapide de plutonium afin de réaliser la bombe française et de placer la France au rang des «grandes» nations ayant un potentiel de destruction vraiment moderne ! La production électrique de ces réacteurs ne pouvait servir qu'à masquer l'orientation fondamentalement militaire des activités majeures du CEA, qui se concrétisa le 13 février 1960 par l'explosion au Sahara (sélectionné depuis 1939 comme territoire «français» le mieux approprié pour ce genre d'activité) de la première bombe nucléaire française, une bombe au plutonium. Les réacteurs de Marcoule prenaient là tout leur sens.

La France allait ainsi servir de modèle pour tous les Etats qui, plus tard, désireraient se placer dans le club des grandes nations, de celles dont le potentiel de destruction massive attesterait de leur modernité. La France, le 13 février 1960, ouvrait la voie à la prolifération nucléaire.

Le CEA a été créé par de Gaulle en 1945 afin de produire des bombes atomiques. il a eu l'approbation unanime des divers partis politiques (droite et gauche confondues) et de l'ensemble de la communauté scientifique, y compris de ceux qui, comme Joliot, se manifestèrent plus tard contre la bombe. L'activité civile française pour la réalisation de réacteurs nucléaires de puissance ne prit réellement place dans les programmes du CEA que lorsque sa mission première fut remplie : la bombe.

Roger Belbéoch

(*Gazette nucléaire* n°s 147/148)

Aperçu sur l'histoire du mouvement antinucléaire en France (1re partie)

Il faut attendre l'après-mai 68 pour qu'apparaissent des mouvements d'opposition au nucléaire civil. Juqu'alors n'existaient que des oppositions à la bombe atomique, représentées essentiellement par deux tendances : l'une de gauche humaniste et pacifiste autour du Mouvement contre l'armement atomique (MCAA), l'autre autour des staliniens du Mouvement de la Paix. Les libertaires avaient pour habitude de se joindre aux cortèges des premiers.

L'ANTINUCLEAIRE DANS LES ANNEES 70
L'émergence d'un mouvement

C'est en avril 1971 qu'a lieu la première manifestation antinucléaire civile : 1 500 personnes contre la centrale en construction à Fessenheim. Puis, quelques mois après, en été de la même année, une manifestation contre la centrale du Bugey, dans l'Ain, mobilise une partie de la population contre l'électronucléaire. A la même époque apparaissent deux journaux "écologistes" qui marquent la période : *Survivre et vivre* et *La Gueule ouverte,* animés respectivement par un jeune scientifique, Denis Guedj, et par le dessinateur Fournier.
En 1972, SOS-Golfech est créé à Agen, contre le projet de centrale à Golfech, mais il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Giscard et le "plan Messmer"[1], en 1974, pour que des comités antinucléaires (CAN), nés près de futurs sites comme Plogoff, Le Pellerin, Civaux, Flamanville, etc., ou dans des grandes villes, prennent véritablement de l'épaisseur et confèrent à la lutte antinucléaire une place importante dans le paysage politique et social de l'hexagone. Il s'agit, la plupart du temps, de comités autonomes, composés selon les lieux de militants de l'écologie naissante, de libertaires, d'ex-gauchistes et de gens simplement révoltés par les projets nucléaires près de chez eux.
L'année 1975 marque l'irruption d'un véritable mouvement de masse. En avril, il y a 15 000 participants à la fête antinucléaire dans le Morbihan, organisée par les CRIN (comités régionaux d'information nucléaire). Puis, lors de la semaine d'action du 21 au 27 avril, 25 000 personnes défileront à Paris, 3 000 pénétreront sur le site de Graveline, et 6 000 manifesteront à Paluel.
En mai 1975, Un attentat important, revendiqué par un commando "Puig-Antich-Ulrike Meinhof", cause des dégâts importants au réacteur de la future centrale de Fessenheim, retardant de dix mois sa mise en service. L'attitude des différentes composantes du mouvement antinucléaire illustre bien les clivages fondamentaux qui ne cesseront de se marquer davantage encore par la suite ; les associations locales pour la sauvegarde de ceci ou de cela s'empressent de condamner l'attentat : les Verts sont déjà dans le fruit, fermes sur le terrain de la légalité et de l'électoralisme. Seule parmi les associations écologistes, les Amis de la Terre (mais uniquement la section de Paris en fait) se déclareront solidaires de l'action.
A partir de cette date, les attentats à l'explosif feront partie du paysage de la lutte antinucléaire (voir encart). Bien que d'origines politiques diverses ils traduisent la radicalisation d'une large partie du mouvement et la volonté de relier cette lutte à une contestation globale et anticapitaliste.

La réaction du pouvoir

En juin 1975, un événement passe relativement inaperçu mais est pourtant d'une importance capitale : une consultation populaire est organisée par les élus dans les cantons autour de Golfech à propos du projet de centrale : 60 % des 8 677 inscrits votent, et plus de 80 % se prononcent contre le projet d'EDF et seulement 13,6 % pour. La plupart des élus, le potentat local radical de gauche Jean-Michel Baylet en tête, avaient mené campagne pour le non, tentant ainsi de récupérer le mécontentement et d'éviter qu'il ne s'oriente vers les formes plus radicales mises en œuvre par différents groupes antinucléaires. Or, malgré ce refus massif, l'Etat passera outre, comme cela était prévisible ! Mais la manœuvre des notables laissera des traces : lorsque, en 1981, ils se rangeront derrière le réalisme mitterrandien et retourneront leur veste en devenant pronucléaires, l'écœurement et le découragement seront tels que la population, qui commençait à se mobiliser, restera passive, et ne rejoindra plus les actions et la lutte que continueront de mener les divers groupes antinucléaires de la région. Il faut dire qu'une partie de ces groupes porteront eux aussi une part de responsabilité en s'appuyant par trop sur les notables, puis en appelant à voter Mitterrand en 1981.
L'été 1977 (c'est aussi la date du grand rassemblement au Larzac : 50000 personnes) sera le plus chaud de la lutte antinucléaire : l'Etat semble décidé à réagir violemment pour empêcher que la contestation ne se développe. Le 2 juin, un groupe envahit la mairie de Couéron (Loire-Atlantique) et brûle les registres d'utilité publique pour la centrale du Pellerin : 5 agriculteurs seront condamnés à huit mois de prison dont deux ferme). Si le 26 juin, à Nogent, 10 000 personnes manifestent sans problèmes, à Paluel des heurts opposent police et manifestants, et à Graveline une charge violente de CRS et de gardes mobiles fait 20 blessés. Le même jour, à Chaix-en-Retz, près du Pellerin, de violents affrontements opposent les forces de l'ordre à des manifestants, en majorité des paysans, qui tentent de s'opposer à l'ouverture d'une mairie annexe pour y tenir le registre d'utilité publique.
Et puis, pour couronner le tout, ça sera la grande manifestation à Malville contre Superphénix le 30 juillet, qui réunira 60 000 opposants et qui sera sauvagement réprimée ; le bilan sera très lourd : des

1. *Voir article sur les implications économiques et sociales du nucléaire dans ce numéro spécial.*

blessés très graves et un mort, Vital Michalon.
Les deux années qui suivent ont été profondément marquées par le rassemblement de Malville. Le mouvement antinucléaire semble dans l'impasse, à la recherche d'une autre stratégie.
Les années 1980 et 1981 seront celles des grands rassemblements. A Plogoff, contre le projet de centrale, 25 000 personnes en février 1980, puis, le 25 mai, 100 000 pour la plus importante concentration antinucléaire qu'ait connue la France. Quatre jours plus tard, 50 000 manifestants se rassemblent à La Hague. A Chooz, dans les Ardennes, une nouvelle lutte démarre sur les chapeaux de roue (voir article plus loin). A Golfech également, mille et une initiatives occupent le terrain, dont des actions spectaculaires contre les entreprises qui travaillent à la construction du site.

Les CAN entre la rupture et le gauchisme

En 1976 apparaît une CNAN (Coordination nationale antinucléaire) censée relier entre eux tous les comités antinucléaires de l'hexagone. L'intérêt de cette entreprise aurait pu être de faire circuler l'information et de faire avancer le débat au travers d'expériences différentes. Cependant, très vite, nous avons estimé, à l'OCL, que cette tentative était illusoire. En effet, il existait plusieurs types de CAN : des comités de défense d'un site en construction ou en projet, et des comités des villes. Les premiers étaient davantage composés de gens qui se politisaient au fur et à mesure des luttes et des expériences. Les seconds étaient composés de militants ayant choisi le terrain du nucléaire comme lieu d'intervention. Dans la plupart des cas, les comités de site n'ont pas été, ou alors du bout des lèvres, adhérents de la coordination nationale. Par méfiance et par volonté très forte de maîtriser leur lutte et de ne pas la voir confisquer par des gens extérieurs ou donneurs de leçons ; par non-habitude militante, c'est-à-dire méconnaissance des systèmes de fonctionnement des coordinations, de délégation et… de magouilles ; et, il faut bien le dire, parfois aussi par localisme très marqué. En général, les gens des sites préféraient des contacts directs, soit avec des gens des autres sites auxquels ils rendaient visite en groupe, ou à l'occasion d'un meeting d'information, soit avec des militants, mais de manière informelle, sur les sites, lors de fêtes, de vacances ou, éventuellement, de manifestations.
La structure proprement dite de la CNAN fut donc largement "dominée" par les CAN des "villes non nucléaires", qui comptaient pourtant moins de gens investis dans la lutte antinucléaire que les CAN proches des sites.
La vocation quelque peu utopique qu'avait la CNAN de représenter la lutte antinucléaire induisait, en plus, quelques dangers avec un système de coordination et de délégation permettant toutes les magouilles : il suffisait qu'un groupuscule politique crée artificiellement un CAN avec un ou deux militants, et répète cette opération plusieurs fois sur le territoire, pour voir cette organisation disposer d'un grand nombre de mandats et, pourquoi pas, puisse s'emparer de la coordination, ou du moins peser sur elle. Cela s'est vu ! Entendons-nous bien : nous n'étions pas opposés à ce qu'un CAN local, ni même une coordination, ait une orientation ressemblant à une stratégie ou à une ligne politique, bien au contraire, mais à condition que ce collectif existe réellement, et que cette ligne soit discutée et largement majoritaire dans le groupe de base comme dans la coordination.
De nombreux militants des villes étaient, certes, en rupture avec une certaine forme de gauchisme et d'avant-gardisme, et à la recherche de nouvelles formes d'intervention politique. Ayant souvent une histoire commune et spécifique, faite de réflexions et d'expériences collectives, ils agissaient également sur d'autres terrains que le nucléaire ; ce qui faisait que le CAN qu'ils animaient remplaçait le groupe politique dont ils étaient orphelins. Ce qui aurait pu ne pas être négatif, mais à condition de ne pas reproduire les tares du gauchisme : une structure qui devient un but en soi, un lieu clos pour militants avec sa dynamique propre, coupée d'un mouvement par ailleurs souvent analysé de manière triomphaliste. Et, effectivement, la CNAN avait tendance à grossir les faits, à mythifier les situations, à privilégier le terrain du spectaculaire, à parachuter des actions "nationales" ou des rassemblements centraux plus publicitaires qu'efficaces, à se faire reconnaître par les médias, et en définitive à se leurrer sur son propre rôle.
Les CAN étaient pourtant très diversifiés. Parfois lieux d'affrontement groupusculaires, ils devenaient sans intérêt. Parfois lieux d'échanges et d'action, ils offraient alors des possibilités pour élargir une dynamique. Mais en aucun cas ils n'étaient, à eux seuls, les représentants de la lutte antinucléaire ; et à plus forte raison la CNAN non plus, malgré sa prétention inverse. En se présentant comme représentante de la lutte antinucléaire, par exemple vis-à-vis des médias, ses échecs éventuels pouvaient être ressentis durement par tout le mouvement, comme ce fut le cas lors d'initiatives nationales et parisiennes.
En mai 1981, la gauche arrive au pouvoir. Plogoff est abandonné tandis que l'ensemble du programme nucléaire se poursuit, s'accélère même, laissant sur le carreau tous ceux qui avaient cru naïvement aux pseudo déclarations antinucléaires du parti socialiste. De nombreux CAN avaient appelé à voter pour la gauche ! Nous assistons dès lors à un grand vide des luttes sur le terrain. Les Verts émergent, récupèrent, en parole seulement, les dix années précédentes de lutte. Seuls quelques irréductibles, à Golfech surtout, continuent de lutter. Et à Chooz où la lutte ne se terminera qu'en 1983 (voir article ci après)
La CNAN devient à cette période de plus en plus fantomatique, paralysée par les enjeux politiques issus de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Elle éclatera définitivement en 1984 entre ceux qui succombent aux sirènes partidaires et électoralistes et décident d'entrer chez les Verts qui viennent de naître, et ceux qui veulent garder leur autonomie et se replient sur leur groupes locaux.

Les attentats antinucléaires

On ne peut les énumérer tous*. Citons pour mémoire le sabotage de Framatome dans la banlieue parisienne, revendiqué par un commando Garmendia-Angela Luther, qui détériore les deux ordinateurs centraux. en juin 1975. En juin de la même année, le FLB-ARB revendique un attentat contre la centrale de Brennilis, qui doit pour un temps, stopper sa production. En novembre, les commandes électroniques de la mine d'uranium du CEA sont détruites par le COPEAU (Commando d'opposition par l'explosif à l'autodestruction de l'univers) : un milliard de centimes de dégâts. Le 8 juillet 1977, un attentat a lieu au domicile de Marcel Boiteux, le directeur d'EDF. Il est revendiqué par le CACCA (Comité d'action contre les crapules atomiques), et est condamné par les CRIN et CLAIN de Bretagne, par le comité Malville de Paris composé du CAN d'Ile-de-France, des Amis de la Terre, du MAN, de Paris écologie, du PSU et de la CFDT, c'est-à-dire, comme pour celui de mai 1975 à Fessenheim, par les éléments institutionnels de l'antinucléaire.
Après le "massacre de Malville" en été 1977, une série d'attentats à l'explosif et des jets multiples de cocktails Molotov se produisent un peu partout. Dans la nuit du 19 au 20 novembre, une nuit bleue antinucléaire touche des objectifs EDF dans une dizaine de villes de France : elle est l'œuvre de la CARLOS (Coordination autonome des révoltés en lutte contre la société).

* On trouvera une liste beaucoup plus exhaustive de ces actions, ainsi que de nombreux communiqués de revendication, dans l'incontournable Golfech, implantation et résistances, édité par le CRAS (voir présentation du livre dans ce numéro spécial).

Quel bilan de la lutte contre la centrale de Golfech (Tarn-et-Garonne) ?

Il n'est pas facile de tirer des lecons de la lutte contre la centrale nucléaire de Golfech, dans les années 70-80, et il n'est pas sûr que ces lecons puissent être utiles pour aujourd'hui. D'abord, parce que faire un bilan fiable supposerait qu'il se fasse à plusieurs voix en entendant les points de vue des divers acteurs et actrices de cette lutte. Ensuite, parce que les situations aujourd'hui sont différentes, donc différents aussi sans doute les modes d'action, voire les objectifs à court terme. C'est pourquoi cet article n'a pas la prétention d'apporter des réponses aux problèmes posés aujourd'hui, mais seulement un point de vue subjectif sur quelques aspects de la lutte menée contre la centrale de Golfech.

Dans les années 70-80, le non au nucléaire passait par l'opposition à la construction de nouvelles centrales, l'objectif étant de freiner, mieux, d'empêcher ainsi la mise en place du programme nucléaire. De ce fait, le combat antinucléaire était centré sur les sites convoités par EDF pour la construction de centrales, faisant d'eux des lieux d'affrontements frontaux et directs avec l'Etat. D'ailleurs, seuls les sites où se manifestait une résistance locale soutenue devenaient des lieux d'action et d'expression concrètes et massives du mouvement antinucléaire. Mais ces luttes localisées n'ont pas réussi à faire obstacle au nucléaire, tant cette industrie représente un enjeu primordial pour l'Etat français. Seul un rapport de forces impressionnant aurait pu contraindre le pouvoir à un recul.

En conséquence, dans les années 80, les centrales se sont construites sur ces mêmes sites (excepté en Bretagne) et la lutte antinucléaire a dû prendre de nouvelles voies.

La lutte antinucléaire toujours circonscrite aux sites

Les problématiques posées dans la lutte de Golfech peuvent peut-être encore avoir un intérêt aujourd'hui. En effet, ce sont des sites nucléarisés ou en voie de l'être qui sont encore maintenant les cadres concrets d'une expression antinucléaire ; certains de ces sites sont les ancrages spatiaux d'une mobilisation locale, vers lesquels convergent ponctuellement des militant-e-s antinucléaires venu-e-s d'ailleurs. Ces lieux ne sont pas seulement des sites de centrales en activité, sur le fonctionnement (le dysfonctionnement !) desquelles il s'agit d'exiger des comptes et dont il est demandé l'arrêt ; ils peuvent être aussi des lieux de passage de lignes à très haute tension, des sites de stockage des déchets, de laboratoires, etc. A l'heure actuelle donc, même s'il y a une opinion hostile au nucléaire, il n'y a pas de réel mouvement antinucléaire en dehors des sites. Et ce, bien que chacun-e sache que le nucléaire tient tout le monde en otage, que ses conséquences désastreuses n'ont pas de frontières et que la radioactivité se moque des distances. Ce sont les gens confrontés de près à l'agression directe que suppose chez eux l'implantation d'un site ou d'infrastructures en relation avec le nucléaire qui réagissent et se mobilisent en priorité. Lorsque la mobilisation est vive et massive à un endroit, elle va y attirer et y cristalliser une opposition qui dépasse les seules forces locales. Mais dès que la population se démobilise, et c'est une des leçons de Golfech, la lutte tend à s'essouffler. Dans la mesure où les luttes antinucléaires naissent toujours d'un et sur un espace précis, le problème doit se poser de la relation entre les militant-e-s antinucléaires, parfois géographiquement extérieur-e-s, et les populations locales qui résistent à l'implantation d'un site. Cette relation est un des problèmes qu'a rencontrés la lutte de Golfech.

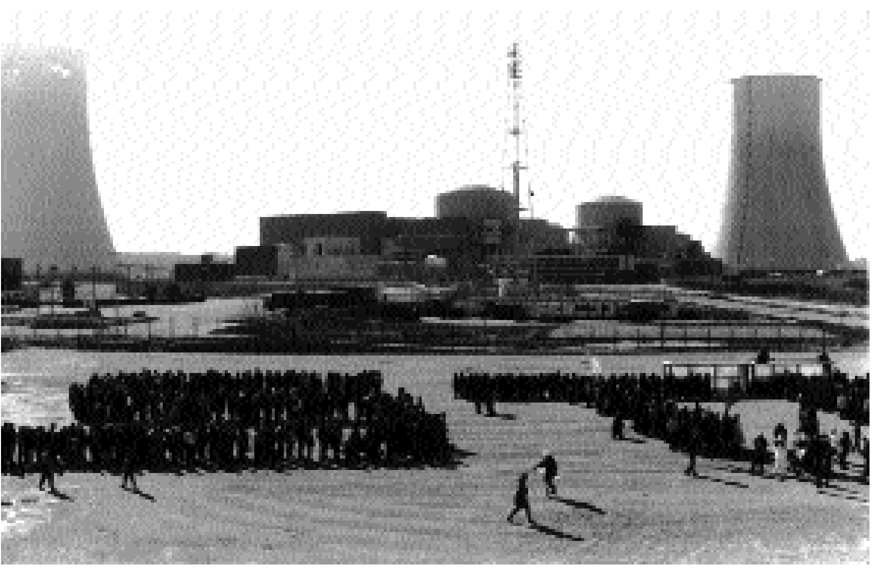
Les hauts...

Dès 1974, et malgré un contexte plutôt favorable alors au nucléaire dans l'Etat français, la mobilisation a été importante à Golfech et dans les environs contre le projet de la centrale. Un énorme travail d'information a contribué à la sensibilisation et à la mobilisation. Des comités se sont implantés dans une quinzaine de villes autour de Golfech. Une coordination régionale s'est étendue sur plusieurs secteurs Sud-Ouest. Des formes d'actions originales ont été trouvées, pour certaines débordant le cadre de la légalité (en 1979-1980 : «fissurage de dossiers» d'enquête d'utilité publique ; occupations ; sabotages). Les acteurs et actrices de la lutte se sont donné des moyens d'expression autonomes (le journal *Le Géranium enrichi*, Radio-Golfech). La violence a gardé assez longtemps un rapport de masse ; que ce soit dans les manifestations, ou lors des attentats-sabotages, acceptés largement par la population du moins jusqu'en 1981. De plus, le fait qu'en même temps des luttes se menaient contre Malville et contre des projets de centrales en Bretagne (Plogoff, Le Pellerin), à Chooz, à Civaux amenait à penser à l'époque qu'il pouvait y avoir des conditions favorables pour créer un rapport de forces au niveau hexagonal. Mais la mobilisation contre la centrale de Golfech a montré assez vite des limites et des faiblesses.

… les fluctuations...

Il s'est agi d'un mouvement large ; et, comme il arrive toujours dans ce cas-là, les motivations de chacun-e pour agir étaient différentes. Si toute une région semblait mobilisée contre la centrale, personne

n'exprimait les mêmes revendications, chacun-e avait ses propres craintes, ses propres intérêts. Lorsque les gens luttent contre l'implantation d'une centrale (ou d'un lieu de stockage), ils peuvent le faire sans être antinucléaires, et sans être anticapitalistes.
La lutte est tributaire de l'histoire particulière de la population du site, de ses relations internes, de ses traditions de lutte.


Manifestation devant la centrale de Golfech en 1990.

Dans une telle lutte large, qui regroupe des sensibilités et des préoccupations différentes, la façon préalable de poser le problème de la centrale ou/et plus globalement du nucléaire, les moyens d'action mis en œuvre, l'objectif qu'on se fixe sont importants. Il y a des mots d'ordre qui sont mis en avant parce qu'ils sont consensuels, évitent les débats et cherchent à toucher le plus largement possible. Mais souvent derrière eux sont gommés et laissés dans l'ombre les contextes et les objectifs réels. Or, le mot d'ordre mis en avant au début de la lutte, «Golfech ne se fera pas», était porteur d'ambiguïtés. Il enfermait, sciemment ou pas, la contestation future dans des limites territoriales précises, et aurait pu se traduire par «Pas de nucléaire chez nous». De plus, il s'appuyait sur une argumentation essentiellement fondée sur les dangers du nucléaire.
Enfin, il supposait un niveau de lutte dont tout le monde n'était peut-être pas conscient et auquel les gens n'étaient pas prêts. A Golfech, il s'agit d'une population agricole, âgée dans l'ensemble et sans tradition de lutte. Les activités artisanales, les petits et moyens entrepreneurs y sont nombreux et avides de nouveaux marchés. Le notabilisme y est fort et la confiance dans les élus bien ancrée. Des comités locaux (Golfech, Valence-d'Agen) ont entretenu la tendance de la population à la passivité et à la délégation de pouvoir en continuant à s'en remettre aux notables et aux personnalités. Dès 1975 et jusqu'en 1979, la liste des «Non à la centrale» s'était allongée (conseil général du Tarn-et-Garonne ; conseil régional Midi-Pyrénées, maires, partis politiques de gauche et d'extrême gauche, syndicats et associations diverses et variées). Un référendum organisé en 1975 dans les communes concernées par l'implantation obtenait 83 % d'opposants. Lors du fissurage des dossiers d'enquête, en 1979, les gens se sont sentis cautionnés par des personnalités, une majorité d'élus et de notables locaux qui osaient une action illégale, ce qui les a encouragés à se mobiliser et leur a fait croire qu'avec de tels appuis ils avaient de la force. A ce moment de la lutte, ils étaient nombreux et sûrs d'eux. Mais ils se sont démobilisés dès que ces appuis leur ont fait défaut, en 1981, lorsque Mitterrand a été élu (avec les voix des opposant-e-s à la centrale), et que l'Etat et EDF ont obtenu le revirement des élus régionaux grâce à un arrosage financier d'importance.
Tout au long de la lutte, il a existé une mouvance anticapitaliste et libertaire importante, composée essentiellement de militant-e-s venu-e-s de villes alentour (Toulouse, Bordeaux). Elle a permis que le nucléaire soit replacé dans le contexte plus global de l'Etat («Société nucléaire, société policière»), comme une technologie totalement dépendante des grandes puissances, dont les réalisations la rend incontrôlable dans n'importe quel cadre démocratique, et qui fait qu'elle renforce la domination des Etats et de l'industrie sur les sociétés civiles. Elle a essayé d'avancer une stratégie globale sur le fond (critique globale du système) et sur la forme, pour sortir la lutte de ses aspects localistes ou parcellaires. Mais cette mouvance militante était souvent plus soucieuse d'articuler une pratique subversive à un discours radical que de chercher le contact et l'explication systématiques avec la population. Des militants avaient tendance à confondre parfois l'autonomie du mouvement avec la leur propre. Ainsi ont pu se côtoyer des individus et des comités défendant des formes et des contenus d'action apparemment incompatibles : contenu antinucléaire radical d'un côté avec actes de sabotage nombreux, dès 1980 (de la pince coupante à l'explosif) et, de l'autre côté, attirance affichée pour le terrain électoral, faisant du candidat Mitterrand l'homme providentiel. Si ces deux stratégies ont cohabité, c'est parce que les comités environnant Golfech, soucieux d'attirer l'attention des médias, préconisaient l'idée que «tous les moyens sont bons, pourvu qu'on parle de Golfech», mais aussi parce que la lutte sur le terrain était déjà alors quasiment abandonnée.

… les bas, dans la lutte

Les liens entre les populations locales, les militant-e-s locaux et les militant-e-s politisé-e-s de la région n'ont pas toujours été faciles. La volonté de se coordonner était forte et réelle, mais la tâche était rude car les situations étaient très diverses, et les divergences profondes entre ceux-celles qui croyaient aux promesses électorales et ceux-celles qui misaient sur l'action de résistance sur le terrain. De plus, les gens des sites, très absorbés par une lutte de proximité, insuffisamment conscients peut-être aussi de la nécessité de s'organiser au-delà de l'environnement local pour tenter de constituer une force antinucléaire au niveau hexagonal, se sont très peu impliqués dans les coordinations ; peu de comités de sites étaient représentés par exemple dans la CNAN (la Coordination nationale antinucléaire) ; celle-ci, de ce fait, rassemblait essentiellement des militant-e-s politiques citadin-e-s intéressé-e-s surtout à construire un pôle idéologico-politique, et a eu tendance à devenir un lieu d'enjeux de pouvoir et d'affrontement politique entre écologistes et antinucléaires anticapitalistes. La combativité et la tension vers l'unité ayant manqué, la lutte à Golfech, pas plus qu'une autre d'ailleurs, n'a permis de construire durablement ni une coordination des sites en lutte ni les bases d'un mouvement antinucléaire radical durable.
Les antinucléaires des villes, on l'a vu, ne tenaient pas toujours compte de l'état réel de la mobilisation locale, ni ne s'inquiétaient des rapports d'ouverture à entretenir avec la population ; ce qui a entraîné bien des décalages et des erreurs d'appréciation. Ainsi, ils ont eu tendance à négliger, à mal évaluer ou à mythifier la dynamique réelle au niveau de la population locale ainsi que l'adhésion des gens aux actions menées[1]. Si, avant 1981, il est vrai que les gens

semblaient être plutôt contents des actes de sabotage et comprendre les actions illégales, il faut bien voir que c'était plutôt un noyau de militants qui affermissait ainsi sa combativité, avec l'assentiment d'une population assez passive et non réellement investie.
Par ailleurs, des comités locaux ont entretenu des illusions électorales en s'appuyant sur le sentiment fortement ancré à Golfech qu'on pouvait faire confiance aux élus, aux notables, aux spécialistes, au légalisme. L'espoir placé en Mitterrand comme ultime carte pouvant déboucher sur l'abandon du projet de centrale a entraîné une démobilisation, puis une amère déception dont la lutte ne s'est pas relevée pendant de longues années. Et le pouvoir socialiste ne s'est pas privé de jouer très vite l'intimidation et la peur en réprimant férocement manifestations et rassemblements près de Golfech, en quadrillant la région et en renforçant la présence policière et militaire sur le site où les travaux progressaient. Après 1981, les actions ont souvent consisté en un affrontement direct avec les flics, obligeant à des pratiques de «guérilla», pas assumables ni forcément admises par les populations locales, et amenant des tensions entre ceux des sites, qui subissaient sur place la pression policière quotidienne, et ceux de l'extérieur. A cette époque, les actions minoritaires illégales qui avaient jusqu'alors accompagné la lutte ont fini par n'avoir plus pour rôle que de remplir le vide laissé par la démobilisation de masse, que de se substituer aux absences de la population sur le terrain. Elles reflétaient le repli d'une minorité se livrant à un baroud d'honneur.

Dès 1982-1983, plus personne n'était prêt à assumer le niveau de répression et de violence militaro-policière imposé par le pouvoir. L'objectif de l'action, la non-construction de la centrale, avait échoué. Golfech se faisait sous les yeux des habitants, qui se sentaient comme paralysés et écrasés par l'ampleur de ce qu'on leur imposait. Le mouvement s'est effondré autant parce que la force de l'ennemi était trop considérable qu'à cause des illusions entretenues vis-à-vis de la gauche.

Peut-on tirer des leçons de la lutte ?

Si on s'en tient au mot d'ordre «Golfech ne se fera pas», il y a eu bien évidemment échec de la lutte à Golfech . Mais y a-t-il une seule lutte qui ait gagné en France contre le nucléaire ? Si la centrale de Plogoff ne s'est pas faite, c'est que cela a été le cadeau unique et symbolique octroyé habilement par Mitterrand. Et que reste-t-il du combat antinucléaire à la pointe du Raz ? D'autre part, une centrale non construite ne signe pas l'arrêt de tout le programme nucléaire
On mesure la qualité politique d'une lutte à la capacité d'autonomie qu'y acquièrent les gens. A Golfech, les mobilisations ont mis beaucoup de personnes en mouvement, permettant un brassage d'informations, d'individus et de collectifs, des échanges, une politisation. Ce qui compte aussi, c'est que les gens mis en mouvement ne soient pas par la suite démobilisés, qu'ils ne tombent ni dans la passivité ni dans l'acceptation résignée. Or, à Golfech, la lutte contre la centrale a été vécue comme un échec profond qui a atteint le moral de beaucoup et a fait que le nucléaire est devenu quelque temps une sorte de tabou. Il a fallu, c'est terrible à dire, la catastrophe de Tchernobyl en 1986 et ses conséquences dramatiques sans frontières pour que l'activité antinucléaire se redynamise à Golfech, mais sans qu'elle puisse pour autant empêcher le démarrage des deux réacteurs en 1990 et 1993. Le faible mouvement de résistance qui avait réussi à perdurer est passé alors à une phase de surveillance du site nucléaire, avec le collectif Stop-Golfech qui poursuit la tâche, peu spectaculaire mais essentielle, de la permanence de l'information et des actions autour de Golfech. Il édite un journal et se positionne pour l'arrêt de la centrale ainsi que pour la sortie du nucléaire.

A Golfech, la mouvance antinucléaire a mis toutes ses forces contre l'implantation d'un projet local, et s'est montrée trop optimiste quant au niveau du rapport de forces sur le terrain et à la possibilité de faire reculer le pouvoir. Le thème global du nucléaire ne peut pas mobiliser sans qu'il y ait des objectifs concrets et perçus comme gagnables ; mais cela ne veut pas dire pour autant que la lutte doit rester circonscrite aux sites. Il apparaissait alors évident que la lutte antinucléaire globale aurait tout à gagner de la capacité à résister sur les sites et à s'opposer sur le terrain aux projets de centrales ; voilà pourquoi la lutte sur les sites avait tant d'importance, pourquoi elle tendait à absorber toutes les énergies, amenant les militant-e-s hors site à se déplacer à Golfech pour aider à occuper le terrain. Golfech était un lieu offensif de convergence contre un projet nucléaire; l'espoir était qu'il devienne un lieu de rayonnement (sans ironie !) des initiatives et propositions qui y mûrissaient, de leur généralisation sur tout le territoire. C'était sans doute s'abandonner au mythe de la lutte phare, trop faire confiance dans les capacités de la lutte locale.
Et la volonté de concilier la mobilisation sur le terrain et la lutte plus générale n'a pas abouti : d'une part, le pouvoir ne pouvait tolérer la victoire d'une lutte sur les sites, et il a utilisé carotte et bâton pour désamorcer la combativité ; d'autre part, le combat s'affaiblissant à Golfech, l'extension et la généralisation de la lutte étaient fortement compromises.
Face à l'enjeu du nucléaire, le seul rapport de forces local ne fait pas le poids. Or, il faut penser que l'effort a été insuffisant pour sortir les sites convoités par EDF (et Golfech en particulier) de leur isolement. Les idées d'action ne manquaient pas, pourtant (sabotages dans les villes, refus de payer les factures d'électricité, lien à réaliser avec les travailleurs d'EDF, alternatives énergétiques, occupations de locaux simultanées..) ; mais elles sont restées des vœux pieux, et les essais pour développer des initiatives antinucléaires capables de mobiliser en particulier dans les villes de l'hexagone ont été rares et insuffisamment relayés.
Ainsi, la lutte antinucléaire est restée une affaire de mobilisation autour de certains sites contre l'implantation de centrales et n'a pas trouvé d'expansion plus générale ni d'expression concrète au-delà, sinon à nourrir, à partir de 1984, un peu le rang des Verts.

Aujourd'hui, le débouché politique antinucléaire que pouvaient représenter, aux yeux de certains, le parti des Verts et le terrain électoral et institutionnel s'avère une impasse. Les Verts, même et surtout lorsqu'ils participent au pouvoir, ne sont pas antinucléaires ni pour un arrêt du nucléaire. Le débouché, c'est bien les luttes menées sur les sites, et l'extension à donner à ces luttes par des échos et des prolongements en dehors des sites mêmes. Sans doute faut-il pour cela tendre à relier les luttes contre le nucléaire à d'autres combats (santé, alimentation, eau, OGM, génétique, centralisation de la production d'énergie, pollutions) qui dénoncent comment, par des technologies mortifères et une économie vouée au fric et aux profits, l'Etat et les multinationales cherchent à nous exploiter, nous contrôler, et nous détruisent.

Christine - Pays Basque,
15 avril 2000

---

1. Il ne faut pas oublier par exemple que les paysans, à part de très rares exceptions, avaient vendu sans scrupule leurs terres à EDF pour la centrale dès 1967 ; et que, quand il s'est agi d'occuper la rotonde installée sur le GFA (1980), en plein cœur du terrain de la future centrale, il n'y a guère eu que des militant-e-s pour le faire, et souvent venu-e-s de comités éloignés.

La lutte antinucléaire de Chooz

De 1979 à 1983, un petit village des Ardennes francaises a tenté d'entraver la marche de la France[1]. Cette lutte antinucléaire, riche tant au niveau de ses formes que de ses contenus, s'est soldée par une défaite de tout un mouvement social (construction de deux nouveaux réacteurs aujourd'hui en fonctionnement ou dysfonctionnement car les « incidents » y sont nombreux). En son temps, la plupart de ces péripéties furent publiées par Courant alternatif. Depuis, un seul texte fut consacré à cette lutte[2] alors qu'elle mériterait au moins l'élaboration d'un livre.

Chooz (qui se prononce «Cho» !) est un petit village du massif des Ardennes. Ce vieux massif couvre le nord du département administratif français (08) et le sud de la Belgique. Il fait partie de la pointe de Givet (petite ville frontière où l'armée française est omniprésente) découpée arbitrairement par les puissants de ce monde dans la Wallonie. Cette pointe de la France est traversée par une route nationale (la RN 51) qui relie Charleville à Dinant (en Belgique), une voie ferroviaire et un fleuve : la Meuse. Chooz est situé en impasse (due à la configuration accidentée du terrain) à deux km de la route nationale et à quelques kilomètres de Givet.
En fait, nous sommes en pays wallon. La Wallonie est historiquement une région agricole et forestière, mais son sous-sol riche en houille et en minerais en a fait une région industrielle dès le XIXe siècle. La métallurgie s'y est donc implantée, surtout du côté français (avec l'inévitable trust Usinor). Malgré ces implantations industrielles, cette vallée de la Meuse est (ou était) une très belle région vivante. Des deux côtés de la frontière, il n'y a pas de réelle rupture dans le paysage et dans la vie quotidienne, culturelle, traditionnelle de ses habitants, qui sont ardennais avant d'être français ou belge. Ils ont un mode de vie spécifique lié à la proximité de la forêt, à la richesse de l'environnement, à la rudesse du climat... Cette région fut historiquement marquée par des luttes ouvrières très dures, imprégnées d'action directe et de syndicalisme révolutionnaire[3].
Chooz était, jusqu'au début des années 60, un village de 700 habitant-e-s (les calcéen-ne-s) à dominante rurale, mais dont une partie non négligeable de la population masculine travaillait dans des usines métallurgiques de la pointe, à Givet et surtout à Vireux-Molhain dans l'usine de La Chiers, unité de production du groupe Usinor.
Cet environnement décrit ici très sommairement va en grande partie expliquer la lutte contre «le nucléaire et son monde» de ce petit village des Ardennes, qui va défier l'Etat français pendant près de cinq ans.

Une première centrale nucléaire qui en appelle d'autres...

En 1958, sous la IVe République, la décision est prise de construire une centrale nucléaire à Chooz. Cette construction débute en 1962 dans un massif où sera camouflé le cœur d'un réacteur à eau pressurisée (PWR). Cette centrale est mise en service en 1967. Pour les Calcéen-nes, c'est une usine comme une autre dont les travaux d'installation perturbent la vie du village. Quelques techniciens et ingénieurs d'EDF font construire leurs pavillons sur la route (en fait une impasse !) menant à la centrale ; quelques habitant-e-s sont embauché-e-s pour y faire le ménage ou des travaux subalternes. Un an après son démarrage, en 1968, une panne très grave intervient, le réacteur doit être noyé par l'eau de la Meuse, cette eau radioactive étant ensuite rejetée dans le fleuve... A cette époque, quasiment personne n'a pris conscience des dangers du nucléaire. Mais, quelques années plus tard, on commence à parler d'un taux anormalement élevé de leucémies, de cancers et d'affections de la thyroïde dans le canton de Givet. Ces maladies touchent aussi des personnes ayant travaillé à la centrale. Sa direction leur refuse l'accès à leur dossier médical...
Il faut attendre 1974 et l'initiative d'un antinucléaire ardennais pour voir la première opposition antinucléaire pointer son nez. Mais EDF, avec ses cadres, perturbe tous les débats qui sont organisés dans les villages. Néanmoins, le doute s'installe dans la population.
Dans le même temps, la France décide de «mettre la cocarde aux atomes» avec le lancement d'un programme électronucléaire devant amener, paraît-il, l'«indépendance énergétique de la France» dans un monde soi-disant en pleine «crise» énergétique, alors que les multinationales du pétrole s'en mettent plein les poches. La manipulation de l'opinion publique, via les médias bat son plein. En fait, le nucléaire civil est le choix industriel, technologique : le créneau capitaliste de l'Etat français. Dans ce cadre, fin 1977, des rumeurs circulent dans la pointe de Givet sur l'implantation d'une deuxième centrale, rumeurs qui seront confirmées très rapidement.

La mobilisation démarre

Des comités antinucléaires se forment un peu partout dans la région malgré la défaite que vient de subir ce mouvement à Malville (été 1977). Ces comités sont majoritairement constitués de personnes sensibles au thème naissant de l'écologie. A Chooz, c'est très différent ! Les chasseurs calcéens sont les plus motivés pour défendre leur territoire communal de chasse, qui sera nécessairement remis en cause en cas de nouvelle centrale. Le comité de Chooz est créé officiellement fin 1978, il est constitué de familles d'ouvriers (la majorité), des derniers paysans du village, de retraités, d'un instit, d'un couple de rémois ayant une maison familiale dans la commune, du fils d'un notable du village qui travaille dans un ministère à Paris (adhérent du PS)... Des femmes de Chooz vont jouer dans ce comité et dans tous les aspects de la lutte un rôle dynamique très important.

1. Allusion à une phrase (célèbre dans cette lutte) de Pierre Mauroy, Premier ministre de Mitterrand, qui déclara début 1982 : «Un petit village des Ardennes n'arrêtera pas la marche de la France.»
2. Un récit de la lutte de Chooz, publié sous forme de brochure par La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny/Meuse (38 FF port compris), très fidèle aux événements et qui a servi à l'élaboration de ce texte.
3. Le syndicalisme révolutionnaire de la CGT était très présent dans les Ardennes avant 1914 (voir les brochures 1, 2 et 4 de La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny/Meuse; 38 FF chacune, port compris).

En quelques mois, ces gens vont s'informer, débattre, prendre des tas de contacts. Ils reçoivent l'appui de militants belges, ardennais, rémois... Ils se documentent pour faire face aux ingénieurs d'EDF, pour contrecarrer les menées du maire de Chooz pronucléaire. En quelques semaines, ils ont acquis à leur cause la majorité du conseil municipal.
Début mars 1979, une consultation de la population de Chooz est faite en mairie : 64 % des votants disent non à une nouvelle centrale (plus de 50 % des inscrits). Le résultat de cette consultation donnera une légitimité aux opposants et restera la référence de la lutte.
Les réunions d'informations dans les villages avoisinants se multiplient et les actions directes commencent (séquestration du maire, bombages de routes et de murs et premiers sabotages d'engins, des coups sont échangés lors de la venue d'un ministre belge et du préfet des Ardennes...).

Deux camps !

En quelques mois, le comité de Chooz va déblayer le terrain en demandant à tous les acteurs sociaux, syndicaux, politiques, associatifs de la région de se positionner par rapport à ce projet de nouvelle centrale. En plus de la droite au pouvoir, le PCF et à sa suite la CGT prennent position pour cette nouvelle construction. Dans le milieu ouvrier, des cartes d'adhérents se déchirent ; le PCF qui a une forte implantation dans le canton ne s'en remettra jamais ! Le PS local prend position contre cette centrale... mais on est en 1980 ! Au niveau syndical, le comité de Chooz ne peut compter que sur la CFDT (de cette époque !). Il reçoit le soutien et la collaboration active des associations de défense de l'environnement implantées dans les Ardennes, d'antinucléaires belges, de Charleville, de Reims... du PSU[4], des libertaires de Reims (c'est-à-dire de l'OCL).
Quant à la presse écrite (deux quotidiens, à cette époque, qui n'en font plus qu'un aujourd'hui : *L'Ardennais* et *L'Union*) et FR3, leurs directions prendront fait et cause, dès le début de cette lutte, pour le lobby nucléaire. Cela n'aura pas que des conséquences négatives, car cette lutte va mettre en place sa radio libre (Radio *Chooz'f qui peut*) – son journal de contre-infos (*Point Chooz*). Les sidérurgistes de La Chiers à Vireux et des antinucléaires auront la même démarche deux ans plus tard *(voir plus loin)*.

La première enquête d'utilité publique

Fin avril 1980, la population apprend qu'une enquête d'utilité publique aura lieu dans 13 communes du canton de Givet du 6 mai au 17 juin 1980.
On est dans un régime de démocratie parlementaire: Alors, lorsque l'Etat a un projet devant bouleverser la vie de ses sujets dans une micro-région, il dépose en mairie un dossier prétendument destiné à informer la population concernée, qui est invitée à donner son avis (purement consultatif) sur des registres. En fait, même si tous ses sujets s'opposent à ce projet, le Premier ministre de la République a le pouvoir de signer le décret d'utilité publique publié au *Journal officiel*. Cette mascarade avait été dénoncée lors des premières luttes contre l'implantation de centrales nucléaires dès le début des années 70. Le boycott, très actif, de la population de Plogoff avait eu un retentissement médiatique national, et les Calcéens savaient que c'était une échéance à ne pas rater.
Ils ne vont pas la rater : la lutte de Plogoff va servir d'exemple. Des habitants de Chooz vont, dès le premier jour de l'enquête, subtiliser le dossier et le balancer dans la Meuse à la barbe des gendarmes. L'Etat va alors multiplier la présence policière afin de garder un exemplaire de ce dossier en mairie de Chooz, que personne ne consultera. Tous les soirs, pendant six semaines, ce dossier va repartir en préfecture sous les jets de pierres et actions directes diverses.
A 18 heures, tous les soirs de la semaine, les cloches de l'église, réquisitionnées à cet effet, sonnent et c'est le début des hostilités. Les flics matraquent, utilisent des gaz lacrymogènes... et reçoivent des pierres. Il y a de nombreux blessés légers de part et d'autre.
Mais la lutte, c'est aussi la fête. Durant cette enquête, un musicien wallon, membre du GAM[5], est là avec sa guitare. Il a créé avec les Calcéens des chansons qui seront l'âme de cette lutte pendant plus de quatre ans... Après les affrontements, en fin de semaine, on se retrouve pour chanter, danser...
Dans la nuit précédant le dernier jour de cette enquête, des barrages sont édifiés, la porte de la mairie est murée. Dès 8 heures du matin, les premiers blindés font leur apparition dans Chooz... 2 000 flics vont être employés durant cette journée pour maintenir l'ordre démocratique dans ce village de 600 habitants. Vers 19 heures, un flic va lancer une grenade à tir tendu, à moins de 4 mètres dans le dos, sur un manifestant qui sera gravement blessé.

On s'organise !

L'enquête a laissé des traces positives malgré les blessures. En juillet 1980, une première grande fête a lieu à Chooz, où des habitants de Plogoff viennent en car apporter leur soutien. Pendant l'été, des Calcéens se déplacent à leur tour à Plogoff[6]. D'autres échanges entre ces deux luttes auront lieu. Des contacts sont pris au niveau local, régional, national et international. Fin 1980 se crée un Front commun dans les Ardennes françaises. Il regroupe le comité de Chooz, des associations de défense de l'environnement, la CFDT, le PSU... et le PS. En parallèle, du côté belge, se créé un Front d'action wallon, qui regroupe le même type de structures. Des manifs ont lieu dans la région.
Une deuxième enquête d'utilité publique concernant les expropriations a lieu du 1er au 17 avril 1981. Là, c'est la reprise des hostilités, en pleine campagne présidentielle. Après les blindés de la première enquête, on a droit à l'hélicoptère lanceur de grenades lacrymogènes. Des personnes sont interpellées et transférées à Charleville. Les manifestants n'hésitent pas à s'attaquer à la gendarmerie de cette préfecture des Ardennes ; les locaux d'EDF de cette ville connaissent les ravages d'un cocktail Molotov. L'action directe est présente chaque soir dans la pointe de Givet. La répression des «casqués»[7] est féroce. Le contexte politique est tel que le rapport de forces des manifestants permet de libérer chaque personne arrêtée (même si deux Calcéens et trois Lillois-e-s seront inculpés, mais ensuite graciés par l'élection présidentielle). Il faut rappeler qu'à cette époque les mouvements sociaux ont une fâcheuse tendance à respecter la trêve électorale, et dans ce contexte la lutte de Chooz crée un certain désordre.

La "trahison" logique des "socialistes" accédant au pouvoir

La France est en pleine campagne électorale. Le comité de Chooz a pris contact, grâce à ses relais au PS, avec Mitterrand, qui promet qu'il ne fera pas de centrale contre l'avis des populations concer-

---

4. Parti socialiste unifié, historiquement issu de la social-démocratie française. Il développa des thèmes tels que l'autogestion, le « Vivre au pays ».. Ce parti fut considéré politiquement dans les années 70 comme faisant partie de l'extrême gauche dont les principaux leaders finiront ministres sous le règne de Mitterrand après 1981 (Bouchardeau, Rocard...).
5. Groupe d'action musicale, composé de musicien-ne-s wallon-ne-s, qui développe à cette époque, dans la région, une pratique de solidarité active dans les luttes en créant des chansons avec les acteurs etactrices de ces révoltes ouvrières.
6. Ils se retrouveront, avec des gens de Plogoff, dans un important débat au sein du camping OCL.organisé en Bretagne, à côté de Plogoff, pendant l'été 1980.
7. Nom donné aux forces de répression présentes sur le terrain (Gendarmes mobiles et CRS) par le comité de Chooz et repris dans les chansons du GAM.

nées. Le 10 mai 1981, il est élu président de la République. A Chooz, comme ailleurs, on danse, on chante la victoire de la gauche ! Seuls quelques militants, dont nous-mêmes, rappellent que rien n'est gagné car, comme le dira plus tard Pasqua : «Les promesses n'engagent que ceux qui y croient.»
Nous avions malheureusement raison. Seul le site de Plogoff est abandonné, les cinq autres projets (dont celui de Chooz et de Golfech) sont gelés en attendant que les populations soient consultées. Mais nous sommes en régime de démocratie parlementaire et cette consultation des populations ne sera jamais organisée ; seuls les conseils municipaux sont consultés... après avoir été achetés par EDF et l'Etat (chantage à l'emploi, et surtout attrait par les subventions et la taxe professionnelle qui vont inonder les communes en cas de construction).
Sur le terrain, c'est la douche froide ! Après les cartes du PCF et de la CGT, des cartes du PS se déchirent. La lutte reprend, et le 31 octobre 1981 des antinucléaires réussissent pour la première fois en France à pénétrer de force sur le site d'une centrale en fonctionnement !
Puis, sans surprise, P. Mauroy, Premier ministre, signe en décembre 1981 le décret d'utilité publique pour deux nouveaux réacteurs à Chooz (quatre étaient prévus initialement).

Les socialistes et les communistes au pouvoir utilisent le terrorisme d'Etat !

La radicalité de la lutte, en particulier la détermination de certains Calcéens, l'absence de débouchés institutionnels, l'arrivée de la gauche au pouvoir qui fait allégeance au lobby nucléaire et la violence du terrorisme de l'Etat français ont des conséquences sur la structuration de la lutte. Le PS (ce qu'il en reste, c'est-à-dire des petits notables) quitte évidemment le Front commun. Les organisations de défense de l'environnement limitent leurs engagements sur la voie des recours légalistes, la CFDT disparaît progressivement sur la pointe des pieds. Le Front commun ne représente plus, en dehors du comité de Chooz, aucune structure de base. Néanmoins, les quelques personnes qui le feront fonctionner jusqu'à fin 1983 s'investiront jusqu'au bout.
Une nouvelle structure naît : le Front d'action antinucléaire francobelge. Il regroupe des militants des deux côtés de la frontière. Ce collectif, dont l'existence ne peut être que semi-clandestine au regard de la répression qui ne se limite plus aux manifs, ne se situe pas par rapport au Front commun ; il a pour fonction de continuer coûte que coûte la lutte sur le terrain. Des Calcéens y participent et rien ne se décide sans leur assentiment. Il s'agit donc de donner une structuration au tonus bien réel de cette lutte. Ce collectif décide d'organiser chaque dernier samedi du mois une manifestation sur le terrain. La première aura lieu le dernier samedi de janvier 1982, où des actions directes collectives se mèneront aux abords de la centrale en fonctionnement et sur le site prévu pour la nouvelle. La répression est importante (grenades offensives comme à Malville), mais les antinucléaires sont encore en sécurité dans ce village.
Cela ne va pas durer ! Pour la manif du dernier samedi de février, le préfet des Ardennes décide d'interdire toute manifestation à Chooz. L'Etat s'en donne les moyens : plusieurs centaines de casqués (jusqu'à 2 000 !) seront désormais présents (avec blindés, hélicoptères dont des Puma pouvant transporter des troupes) au carrefour de la RN 51 menant à Chooz chaque dernier samedi du mois. Ce carrefour étant le seul lieu de passage pour aller au village, nous ne pourrons jamais plus manifester dans Chooz ! Les habitants antinucléaires de Chooz ne pourront désormais plus quitter leur village sans être contrôlés X fois par des forces de répression agressives et dissuasives. Quant aux Belges, ils ne pourront plus venir en France sans faire des détours de plusieurs dizaines de kilomètres. En effet, toutes les frontières de la pointe, qui étaient déjà étroitement contrôlées depuis le début de la lutte, sont bouclées par l'Etat français, qui bénéficie de la collaboration active des flics et des douaniers belges.
Mais cette manif de fin février va être un tournant dans la lutte. Après des affrontements au carrefour avec les casqués, les manifestants partent en voiture à Fumay (petite bourgade située sur la RN 51 entre le carrefour menant à Chooz et l'intérieur des Ardennes françaises) où réside la caserne du Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) dont l'existence est due au projet de la nouvelle centrale. Rapidement, les forces de répression prennent à revers les manifestants... ET LA C'EST UN MASSACRE ! Pendant de longues heures, rue après rue, les manifestants se font tabasser, gazer, sur le terrain ou dans les locaux du PSIG, leurs véhicules sont saccagés... Le bilan est lourd : six personnes seront hospitalisées...
Mais l'Etat dirigé par la gauche (PS/PC, rappelons-le !) ne s'arrête pas là. Deux membres, des plus actifs, du comité de Chooz sont arrêtés et immédiatement transférés à la prison de Châlons-sur-Marne (chef-lieu de la Marne situé à plus de 140 kilomètres). Après une semaine de détention, ils seront libérés (devant les contradictions flagrantes des flics à charge) mais maintenus sous un contrôle judiciaire strict.
Cette barbarie de l'Etat, fin février 1982, a eu des conséquences terribles pour la lutte. La peur s'est emparée de nombreux antinucléaires et le comité de Chooz est littéralement cassé, d'autant plus que la présence policière et la répression qui l'accompagne seront désormais quotidiennes dans ce village ! Beaucoup de gens dans la lutte ont compris que l'Etat pouvait aller jusqu'à leur supprimer la vie pour arriver à ses fins !

Une lutte de classe intervient !

Nous sommes dans une période de restructuration du capitalisme où certains secteurs de production doivent être liquidés dans les Etats européens au profit de délocalisations vers d'autres pays où la main-d'œuvre est moins chère. Sur Vireux, à quelques kilomètres de Chooz, il y a une unité de production sidérurgique qu'Usinor tient à liquider. Dans cette usine, le taux de syndiqués est proportionnellement plus important que dans la plupart des lieux de production du même type. Sont présents dans l'entreprise, dont le nombre de travailleurs ne cesse de baisser depuis le début des années 70 : la CGT, la CFDT, la CGC, FO (rien à voir avec l'image habituelle de ce syndicat, il s'agit là d'une section animée par un leader charismatique de la boîte qu'aucun syndicat ne tient à avoir dans ses rangs car trop autoritaire, imprévisible, incontrôlable, qui a été contraint de trouver refuge à FO et qui jouera avec ses copains un rôle primordial dans cette lutte de classe) et un groupe autonome. Politiquement le PC est implanté, mais aussi le PS[8] ! Depuis le début de la lutte de Chooz, des sidérurgistes, minoritaires dans l'entreprise, sont devenus des antinucléaires actifs. Ils se retrouvent à la CFDT mais sont aussi non-syndiqués.
En mars 1982, plus personne n'est dupe. Usinor tient à fermer ce lieu de production. Pour faire passer cette pilule amère (qui va entraîner des centaines de licenciements), ce patronat s'appuie sur le projet d'une nouvelle centrale nucléaire à quelques kilomètres de là, censée apporter du travail. Dans cette entreprise, rapidement, deux stratégies vont s'affronter. Les irréductibles de la CGT qui ont suivi leur centrale et qui défendent l'unité de production, en argumentant qu'une nouvelle centrale à Chooz créera des emplois et permettra à Usinor d'avoir de l'électricité à moindre coût. La CGT

8. Lutte ouvrière a un militant actif dans cette usine, mais LO n'est pas antinucléaire ; cependant, localement, il n'a aucune influence.

sera rapidement et définitivement marginalisée dans l'entreprise car une intersyndicale majoritaire se constitue dans l'usine de La Chiers, qui, forte de ce qui s'est passé entre autres à Longwy, ne défend plus le maintien de cette unité de production mais se bat pour un réel plan social sans aucune illusion sur les fameuses retombées économiques du nucléaire.

En mars 1982, ce sont aussi les élections cantonales. Un sidérurgiste antinucléaire se présente avec le soutien du mouvement antinucléaire local. Il recueille 41 % des voix à Chooz (mais seulement 15 % dans le canton). EDF et l'Etat ont commencé à mettre en œuvre leur stratégie de colonisation de peuplement (des «cadres électriciens» s'installent dans le canton) et dans ce canton de Givet la propagande de l'Etat, via le PS, le PC et les médias, commence à porter ses fruits. Mais ces élections sont marquées par l'action directe de sidérurgistes «masqués» qui dérobent, la nuit précédente, quatre urnes qu'ils déposent, maculées d'huile de vidange, devant les grilles de la centrale nucléaire en fonctionnement !

Le ton est donné ! D'autres actions du même type vont avoir lieu dans les semaines et les mois qui suivent (les sidérurgistes s'attaqueront aussi bien au patronat qu'à l'Etat, à EDF et à la construction de la nouvelle centrale). Une convergence est alors possible entre une lutte antinucléaire et une lutte ouvrière. Le groupe OCL de Reims (ainsi que d'autres militants extérieurs de Lille ou Dunkerque) essaie de consolider cette union[9]. Elle se concrétise sur le terrain tous les derniers samedis du mois, où le Front d'action franco-belge appelle à des manifs antinucléaires impossibles à tenir de par la présence et la répression policières. Les antinucléaires se retrouvent donc à Vireux avec les sidérurgistes qui érigent une barricade sur la RN 51. Nous attendons ainsi, tous ensemble, une grande partie de la nuit, le retour des casqués à leur caserne (jusqu'à 1 200 !) qui interdisaient tout accès à Chooz. Ce furent des affrontements très durs, des blindés arrivant en pleine nuit pour détruire la barricade tenue par des sidérurgistes et des antinucléaires. Mais ce furent aussi des moments inoubliables de convivialité intense avec des familles de sidérurgistes protégeant et hébergeant des antinucléaires.

Ces derniers samedis du mois mouvementés se poursuivront pendant un an. L'échange entre ces deux luttes ne se limitera pas à cette alliance conjoncturelle contre un ennemi commun : les casqués. Un journal, *La Pointe*, retracera ces deux luttes devenues celles d'une région ; une nouvelle radio libre, Radio-La Pointe, émettra régulièrement pendant plusieurs mois avec notre aide matérielle. La répression fut énorme, à tel point qu'à Vireux, au plus fort de la lutte des sidérurgistes, des casqués seront armés nuit et jour pendant des semaines et interdiront tout rassemblement de plus de deux personnes sur la voie publique ! (Cela donnait un petit air de Pologne, où un coup d'Etat venait d'avoir lieu.)

Dès le départ, et pendant plusieurs années, ces sidérurgistes vont imposer et arracher au patronat par l'action directe [10] un plan social permettant à chacun d'entre eux de s'en tirer le mieux possible, au niveau économique, social et même culturel[11]. On peut toujours faire l'analyse que la convergence entre ces deux luttes fut «une alliance pratique où chacun pensait profitable la présence de l'autre[12]». Bien sûr, tous les sidérurgistes n'étaient pas antinucléaires (en particulier la section FO), mais tous les antinucléaires ne se retrouvaient pas non plus dans cette lutte de classe. Quant à la globalisation de ces deux luttes dans le contexte de la société capitaliste, elle ne fut pas plus ni moins présente chez les sidérurgistes que chez les antinucléaires. N'oublions pas que ces sidérurgistes n'ont jamais cru qu'ils pouvaient socialement s'en sortir grâce à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire, ce qui était pourtant la propagande des médias, du patronat, de la droite, du PS et du PC/CGT...

Par rapport à leurs objectifs maintes fois débattus au sein de leurs assemblées générales, ils ont finalement gagné, alors que les antinucléaires (parmi lesquels aussi certains d'entre eux, faut-il le rappeler ?) ont perdu par rapport à leur objectif : Pas de nouvelles centrales à Chooz ni ailleurs ! La barre à franchir était nettement plus haute... voire inaccessible dans cette période de réalisation du programme nucléaire français. Il aurait fallu un tout autre rapport de forces au niveau national !

Des convergences et des solidarités ont encore eu lieu entre l'intersyndicale de La Chiers et les antinucléaires jusqu'à la fin 1983, mais la lutte antinucléaire battait de l'aile.

La fin de la lutte antinucléaire

Parallèlement à la symbiose entre les deux luttes décrites plus haut, les antinucléaires de la pointe et de la région ont continué des actions directes. Par exemple, le 25 octobre 1982, à l'appel du Front commun, la DDASS de Charleville est occupée par 40 personnes venues réclamer l'ouverture d'une enquête sur la santé dans la pointe de Givet. A Chooz, les antinucléaires arrivent toujours a organiser des fêtes en dehors des manifs programmées par le Front d'action, et, malgré les flics et la peur que cela entraîne, on arrive à être encore 200 dans le village un samedi soir de novembre 1982. Des actions directes, qui coûtent très cher à EDF ou aux assurances des entreprises travaillant aux fondations de la nouvelle centrale, continuent d'avoir lieu. Elles se poursuivront jusqu'à fin 1983 dans toute la région.

En mars 1983, la liste antinucléaire est battue aux élections municipales à Chooz. La population calcéenne semble avoir accepté la fatalité de la construction (qui débute sous ses yeux !) sans oublier la colonisation de peuplement liée à cette construction. Le moral n'y est plus, mais malgré tout on réussit à organiser une dernière fête antinucléaire à la Pentecôte. C'est un succès numérique (près de 4 000 personnes), mais on ne peut que le constater : la population locale est minoritaire dans ce rassemblement. Fin 1983, les fronts commun et d'action se réunissent une dernière fois... le comité de Chooz s'auto-dissout en août 1984.

L'après-lutte

Le chantier des deux nouveaux réacteurs se poursuit et, après bien des retards, Chooz B1 et B2 sont couplés au réseau. La vieille centrale (Chooz A) est arrêtée en 1991, son démantèlement va s'étaler sur des décennies.

Les subventions et la taxe professionnelle inondent les communes du district. Les municipalités ne savent plus quoi faire de leur fric. Les clubs de jeunes sont suréquipés d'ordinateurs...

Le village de Chooz est méconnaissable. Mais, seize ans après, la mairesse ne peut pas cacher, lors d'une émission sur France 3 consacrée aux grands événements de ce siècle qui ont marqué la région, que les cicatrices de cette lutte ne sont toujours pas refermées...

Denis, Reims - le 11 avril 2000

---

9. Le groupe OCL de Reims a édité sur ce thème un numéro spécial du Brûlot (ancêtre du Chat noir) qui sera diffusé et commenté à l'intérieur de La Chiers.
10. Des articles de CA (de 1982 à 1986) furent consacrés à cette lutte.
11. A notre connaissance, aucun plan social n'a été aussi loin pour les licenciés que celui de La Chiers. Il faut dire qu'ils se sont battus pendant plus de cinq ans après la fermeture de l'entreprise. Chaque fois que le plan social n'était pas respecté, ils barraient la RN 51 à Vireux et menaient des actions directes.
12. Des dizaines d'ex-sidérurgistes ont réussi à vivre décemment jusqu'à leur retraite, ou plus d'une décennie sans être obligés de vendre leur force de travail. D'autres ont voulu s'en sortir en créant leur propre entreprise avec les indemnités du plan social et se sont, la plupart du temps, cassé les reins. D'autres encore, moins nombreux, ont immigré vers d'autres contrées.

La Hague : Nucléaire ? non merci !

Seule centrale de ce type en France et même dans le monde pendant une certaine période, elle fera l'objet d'une contestation parfois violente mais hélas jamais décisive pendant près d'une dizaine d'années. Elle incarnera une certaine idée du modèle franchouillard d'une pseudo indépendance technologique. En réalité elle ne sera rien d'autre qu'une tentative d'expérimentation franco-francaise d'une technologie que d'autres avaient depuis longtemps décidé d'abandonner. Ce fut aussi un très bon entraînement pour les technocrates d'EDF qui ont ainsi pu développer leur pratiques de manipulation, d'intoxication et de pseudo transparence vis à vis des élus locaux et donc des populations, préparant ainsi les grandes manœuvres à venir pour l'implantation et la construction des futures centrales de production nucléaire. Ce fut aussi, hélas, une occasion manquée pour le mouvement révolutionnaire, empêtré dans ses contradictions, ses frilosités et ses divisions, d'affirmer un opposition radicale non seulement au nucléaire en tant que tel, mais au type de société qu'il génère.

La construction de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la Hague, située à la pointe nord ouest du Cotentin, à 20 km de Cherbourg, a commencé en 1961. La décision de cette construction se fait à l'initiative du CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Plusieurs centaines d'hectares de landes appartenant en grande partie au domaine public sont cédées à EDF après une discrète enquête d'utilité publique. A l'époque personne ne se rendait bien compte ce que représentait une usine retraitement de déchets nucléaires. Les élus n'ont pu voir que d'un bon œil l'arrivée d'un site industriel dans une région relativement isolée, peu connue du tourisme et en grande voie de désertification. En effet, à part l'arsenal de Cherbourg et quelques industries locales, cette région essentiellement rurale ne disposait d'aucuns atouts permettant un développement durable.

Le 23 mai 1966, c'est le démarrage. L'expérience française de retraitement acquise à Marcoule est limitée à des combustibles de la filière graphite gaz soi disant faiblement irradiés. En réalité, il s'avérera que les déchets issus de cette filière traités par la suite étaient particulièrement toxique Tout se passe sans trop de problème juste qu'en 1970 lorsque le gouvernement décide de modifier la circulaire de 1945.

Celle ci concernait la création du CEA. Les nouvelles dispositions de 1970 remettaient en cause la définition des missions traditionnelles et instaurait de nouvelles conditions industrielles découlant du programme énergétique français qui se préparait à faire le choix du tout nucléaire à travers la construction futures de plusieurs centrales dont il allait bien falloir traiter les déchets.

Un an avant, en 1969, le gouvernement par le biais d'EDF choisit d'abandonner cette filière graphite gaz et les hésitations dans le choix d'une nouvelle filière amènent le sous emploi des installations, licenciant à l'occasion 2600 personnes sur l'ensemble du commissariat.

C'est en mars 1974 que Messmer annonce le lancement du "tout nucléaire" qui est aussi le "tout Westinghouse" dans la mesure où toutes les unités commandées par EDF sont construites sous licence de cette firme américaine.

Une nouvelle filière est adoptée dite à uranium enrichi et à eau pressurisée (PWR). Une unité est construite qui entrera en service en 1975 et traitera des combustibles "oxydés" en d'autres termes du plutonium. L'usine de la Hague est la seule usine au monde capable de traiter ce type de déchet.

Auparavant en 1971, un accord européen est signé entre la France, la Grande Bretagne et l'Allemagne portant sur le traitement des déchets, dénommé UNIREP.

Poursuivant sa politique industrielle, l'état français recherche puis met en place la structure juridique. Ce sera une filiale de droit privé dans laquelle seront progressivement transférés les actifs de CEA et les personnels concernés (8000 agents).

En 1976, la COGEMA est née.

Ces nouveaux déchets hautement radio actifs et à durée de vie de plusieurs milliers d'années arrivèrent peu à peu et commencèrent à entraîner des difficultés de stockage nécessitant des modifications importantes des installations. Ces premières modifications se font dans l'urgence et s'apparentent plus à du bricolage qu'autre chose, à la limite de la sécurité. C'est l'époque où des équipes de techniciens arrivent dans les fermes proches de la centrale et saisissent les bidons de lait soi disant pour analyse en rachetant immédiatement la production.(première fuite par la cheminée de l'usine d'iode 131 en octobre 1968). Cela n'a bien sûr jamais fait la une de la presse locale. La décision d'extension à travers une enquête d'utilité provoqua une prise de conscience qui déterminera les mobilisations à venir.

Les premières manifestations sont d'abord d'ordre syndicales par l'entremise de la CFDT, très implantée, qui entretient déjà depuis plusieurs années une contestation liée essentiellement aux conditions de travail et à la sécurité sur le site, relayé sur par des universitaires de Caen proches de l'extrême gauche. C'est de cette période que date la création du CRILAN (comité régional d'information et de lutte anti nucléaire), qui d'ailleurs existe toujours. Cette structure, alliée aux écologistes locaux développera des pratiques qui avec le recul, qui ne poseront jamais vraiment la question des choix de société qu'induit le nucléaire mais qui choisiront plutôt de s'inscrire dans une logique de réformisme radical, dont les axes d'intervention étaient entre autre la sécurité, la transparence et une cer-

taine forme de "contrôle citoyen" sur l'environnement. Il faut dire qu'à l'époque tout ce qui touchait de près ou de loin au nucléaire était entourée d'une opacité particulièrement massive. La CFDT, au delà des critiques qu'elles a pu émettre ou cautionner, s'inscrira toujours envers et contre tout pour la défense de l'emploi et de l'outil de travail.
En 1973, un incident nucléaire dont on a jamais su vraiment l'importance a eu lieu à Winscale en Angleterre qui décida celle ci d'abandonner l'industrie du retraitement considérée comme trop dangereuse. La COGEMA récupère le contrat et choisit de stocker les déchets sans encore avoir construit l'unité de retraitement. La Hague est vraiment devenue la poubelle nucléaire de l'Europe.

Dès 1975 la question de l'extension est posée

En mai 1976, 2 unités de retraitement fonctionnent : UP1 et UP2. UP1 est profondément contaminé et est arrivé à saturation. L'abandon en 69 de la filière graphite gaz n'a pas pour autant supprimer les déchets. Une troisième usine est en construction : UP3 qui sera chargé d'accueillir les dernier déchets de cette filière. Une autre usine prévue HAO (Haute activité oxyde) est destinée à retraiter les déchets de la filière eau légère. Déchets où la concentration en produits de fission est dix plus importante que dans la filière graphite gaz. Les "châteaux" (containers en acier de la taille d'une citerne servant à transporter les déchets hautement toxique) se succèdent à rythme soutenus, les infrastructures routières et ferroviaires sont considérablement développées.
Début 1977, la Suède et le Japon signent des contrats avec la COGEMA prévoyant le traitement des déchets de leurs centrales .
On s'apercevra bien plus tard que ces pays et sans doute d'autres, auront tendance à "oublier" de rapatrier ces déchets retraités dans leur pays d'origine. Ce qui posera de plus en plus de problèmes de stockage et de saturation de sites.
Les mobilisations se multiplient, des grèves de la faim animés par des mouvements non violents dont le MAN (mouvement d'action non violente) sont organisés à Caen et Cherbourg. Un mouvement d'auto réduction de factures EDF, entre autre animé par des libertaires de la FA, voit le jour.
Les syndicats du site de la centrale s'alarment de plus en plus sur la précarité grandissante de la sécurité.
En novembre 1974, un article de Politique Hebdo démontrait assez bien la difficulté qu'avaient les écologistes de l'époque à porter le débat sur le nucléaire au delà de l'aspect purement environnemental vers une logique politique.
A la Pentecôte 1976, une marche suivie d'assise nationale est organisée à l'initiative du CRILAN et des Amis de la Terre, le tout soutenue par l'extrême gauche à Cherbourg, recueille un certain succès. Les libertaires sont présents et s'efforcent non sans mal d'élargir le débat et de poser la question du nucléaire dans le cadre de la société capitaliste, .
L'extension de la Hague génère une activité économique sans précédent dans la presqu'île faisant baissé le taux de chômage. La taxe professionnelle perçue par les communes avoisinant la centrale est une manne inespérée pour celles ci. Une commune comme Beaumont Hague d'à peine trois mille habitants dispose de tennis, d'installations sportives et culturelles payées par la COGEMA. Cet achat des consciences et des silences générera des attitudes particulièrement ambigus pour nombres d'habitants ou carrément hostiles dans des agglomérations proches et moins proches du site
1978 voit la diffusion d'un film reportage "Condamné à réussir" réalisé en collaboration avec la CFDT décrivant la réalité du site, les conditions de travail, les risques pour les populations, et le rôle industriel et marchand de l'industrie nucléaire dans le Cotentin. Au delà des aspects pédagogiques indéniables, rien ne sera dit vraiment sur les enjeux pour le capitalisme français dans le développement du nucléaire. Rien non plus sur un éventuel questionnement sur le type de société qu'implique l'industrie électronucléaire et la logique sécuritaire qui en découle.
1979 : Le chargement du cargo Pacifiç Fisher des déchets japonais. donne lieu à une manifestation et à de violents affrontements avec les flics à Cherbourg.
Mobilisation sur Caen. 6 heures d'informations sur le nucléaire organisé par les écolos, les syndicats, l'extrême gauche, rassemblent plusieurs centaines de personnes en différents forums de discussion. Sur la centrale, 9 incidents en 8 mois sont recensés.
On commence hélas à sentir un déplacement de la contestation de Cherbourg vers Caen, le terrain local étant peu à peu déserté, la CFDT continuant néanmoins son travail d'information sur les risques du nucléaire en général.
1980 : Une grande manifestation nationale, qui sera la dernière, est organisée à Pâques regroupant plusieurs milliers de personnes initialement prévue à Beaumont Hague. Elle se traduira par un demi fiasco, suite aux conditions météorologiques plutôt arrosées, obligeant Jacques Higelin invité d'honneur, à se produire sous le hall du marché aux bestiaux de Valognes.
La contestation néanmoins commence à s'essouffler. Le traumatisme de Malville trois ans auparavant est passé par là et a disloqué les fragiles alliances plutôt disparates qui survivaient encore.
Green Peace reste à partir de 1981 la seule organisation qui s'efforce de maintenir un semblant de mobilisation en particulier à partir du transport des déchets, en se livrant à de nombreuses démonstrations spectaculaires en bloquant les terminaux de chargement, en gênant la navigation des différents cargos venant prendre livraison des déchets et plus récemment en relançant le débat sur le rejets radioactifs en mer. Ces démonstrations dans la rade de Cherbourg aussi spectaculaires soient elles, sont sans échos pour la population locales, qui peu à peu admet la réalité du nucléaire comme source d'emploi et de revenus.
En 1983, une ultime tentative de mobilisation se met en place à Caen, suite à "un incident sans gravité", plus concrètement un rejet accidentel de gaz radioactif, porté par les vents d'ouest dominants, et repéré à hauteur du Havre, après avoir laissé des traces le long des côtes du Calvados. L'incident est bien sur minimisé par la COGEMA.
La toute dernière mobilisation interviendra au moment du fameux nuage de Tchernobyl, où les libertaires à Caen prirent l'initiative, bien suivie d'ailleurs, d'une relance de la lutte antinucléaire.
A ce jour, la centrale de retraitement de la Hague fait partie du paysage, elle génère des milliers d'emplois directs et indirects. Quelques inquiétudes apparaissent bien de temps à autre, suite à quelques articles de presse sur tels ou tels incidents oubliés quelques jours plus tard. Plus sérieuses a été la tentative d'information sur une étude épidiemologique effectuée par un universitaire autour du taux anormalement élevé de cancer de la thyroïde et de leucémie dans le nord Cotentin. Là, la COGEMA a tout de même décidé de mobiliser les grands moyens en sortant de sa manche un universitaire démontrant le contraire. Ouest France a conclu à un débat d'expert n'intéressant que de très loin le commun des mortels. Les homards et autre crustacés légèrement plus gros que la moyenne habituelle continueront à être péchés au large de l'Anse des Moulinets, juste à l'endroit où se déverse la conduite sous marine de l'usine, sans problèmes et sans questions.

Patrick OCL Caen
Mai 2000

Lutte contre le projet de centrale de Plogoff (Finistère)

Le projet nucléaire de Plogoff reste aujourd'hui le seul à être définitivement abandonné par l'Etat et EDF. La tumultueuse résistance à l'enquête d'utilité publique de la centrale (du 30 janvier au 14 mars 1980) a constitué le moment phare et exemplaire de cette lutte.

Plogoff, commune rurale de 2 500 habitants située à l'extrémité du cap Sizun, à l'ouest du Finistère-Sud — dont la grande ville, Quimper, compte environ 60 000 habitants —, était un site tentant pour le lobby nucléaire et l'Etat français. Des vents quasi permanents et de violents courants marins, comme à la Hague, promettaient une dispersion rapide des effluents radioactifs éventuels. La proximité de l'île Longue, base des sous-marins nucléaires français à une trentaine de kilomètres à vol d'oiseau, pouvait laisser supposer une certaine indifférence de la population, face à l'installation d'un nouveau site nucléaire. De nombreux militaires en retraite revenus au pays pouvaient laisser supposer autant d'habitants dociles.... Pourtant, les capistes s'étaient déjà montrés irréductibles quand les circonstances s'y prêtaient : en 1940, tous les hommes jeunes du cap étaient partis avec ceux de l'île de Sein vers l'Angleterre pour continuer la guerre. Quand le cap Sizun est envahi par les gardes mobiles pour imposer les registres d'enquête d'utilité publique, la menace des expropriations et un rejet massif du nucléaire — qui ne trouve aucun partisan — vont souder une population habituée à résister aux éléments. Les femmes (habituées à gérer seules leurs foyers pendant les longues absences des hommes) vont être un élément déterminant de la lutte. Elles vont y participer activement, par un harcèlement psychologique des flics, par leur présence aux manifestations et aux affrontements, par l'animation du comité de défense (trois femmes principalement) qui assure la liaison avec la presse hexagonale et étrangère, les communiqués et le soutien aux emprisonnés par le contact avec avocats, Ligue des droits de l'homme…

LA DETERMINATION A RESISTER

Elle ne datait pas du début de l'enquête, mais de quatre ou cinq années auparavant *(cf. chronologie en encart)*. D'autres raisons s'ajoutent, géographiques, sociales et politiques. Il fallait voir dans la tempête les flics grelottant, super harnachés avec cirés et parkas… tanguer dans le vent, face aux pêcheurs en petite vareuse qui ne bougeaient pas d'un poil, pour comprendre que les gens sont durs comme le paysage, et ce n'est pas une image ! Rappelons que le cap comptait 800 marins de commerce, 350 pêcheurs, tous paysans à terre (mélange socioprofessionnel détonant).

LES COURANTS DE LA LUTTE

Le *maire*, après avoir plusieurs fois retourné sa veste, défendait une position légaliste dans la lutte. Le *curé* antinucléaire avait transformé son clocher en tour de guet avec une pancarte «Halte à l'envahisseur !». Le *comité de défense* de Plogoff, à la pointe de la lutte durant quatre ans, était complètement débordé par la mobilisation de toute la population pendant l'enquête ; le comité n'était pas pour la violence, mais l'acceptait. Les antinucléaires du cap étaient surtout regroupés dans la *coordination des CLIN du cap* et l'*association Evit Buhez ar C'hap* (Pour la vie au cap). Pour la plupart non-violents et légalistes, ils essayaient souvent de calmer la population. Pour eux, le symbole de la lutte était plus la bergerie construite sur les terrains d'EDF que la résistance violente aux flics.
La population de Plogoff se définissant comme «résistant» à l'occupation et aux expropriations s'était radicalisée rapidement dès le début de l'enquête. De la femme de marin de commerce qui ne savait pas comment annoncer à son mari en mer que la maison qu'ils faisaient construire devait être abattue au Plogovite qui devait supporter les flics devant chez lui tous les jours, les habitants formaient une majorité agissante toujours présente dans la lutte sur le terrain.

LES COUCHES SOCIALES

Au cours de l'enquête d'utilité publique, il était difficile de différencier ceux touchés directement par les expropriations ou l'occupation policière de Plogoff. Tous ceux qui en bavaient ou en avaient bavé (marins de commerce en retraite ou en activité) pour avoir une maison dans le cap et qui voyaient pour l'avenir leur pays se transformer en un désert électrifié et bétonné. Idem pour les paysans expropriés pour la centrale, les ouvriers et les employés bossant sur la commune, les commerçants et les artisans (certains fermaient boutique pour aller aux affrontements, d'autres ne bossaient plus depuis le début de l'enquête. Peut-être une plus faible mobilisation était perceptible chez les paysans, avant l'annonce des expropriations pour les couloirs haute tension (400 mètres de large vers Douarnenez, 600 mètres vers Nantes).

LES MOYENS DE LA LUTTE

Il est intéressant de rappeler les communications de la préfecture : «Aucun affrontement», alors que le colonel de gendarmerie sur le terrain reconnaissait «un travail de maquisard». Les Plogovites avaient tiré le bilan des autres luttes de sites. Celles-ci avaient joué le jeu de la «démocratie» et avaient massivement exprimé leur refus de centrale nucléaire dans les registres d'enquête d'utilité publique. Une telle attitude avait en fait amené de l'eau au moulin de l'Etat qui prétendait «ne pas imposer de centrale nucléaire aux populations contre leur gré». Les enquêtes d'utilité publique n'étaient que des opérations de propagande pour essayer de faire passer le message «Nucléaire = Démocratie + Electricité», permettant de désigner les opposants éventuels (utilisant d'autres moyens que la motion) dans

un camp minoritaire antidémocrate et violent. Plogoff savait qu'à l'issue de l'enquête l'Etat placerait toujours les «intérêts de la nation» au-dessus des avis des populations locales, et Plogoff avait décidé de résister en osant compter sur ses propres forces. Citons quelques moyens employés au cours de l'enquête : barrages de nuit coupant Plogoff avec carcasses de voitures, câbles d'acier, pierres, pneus, à chaque fois enflammés. Utilisation de dynamite pour faire sauter un pont par où arrivaient les flics chaque matin. Confection de «cocottes», mines artisanales censées exploser au passage des convois de mobiles. Au cours des premières semaines d'enquête, les rondes nocturnes des flics étaient attaquées par 100 à 150 personnes qui les attendaient derrière les talus. Dépôts d'ordures, de lisier, de cailloux, poteaux scellés et bouteilles déposées chaque nuit sur l'emplacement que les mairies annexes (la municipalité avait refusé d'accueillir les registres à la mairie) venaient occuper chaque matin, avec un déploiement de forces impressionnant (jusqu'à près de 90 véhicules militaires certains jours...). Enfin aux «messes de 5 heures», lorsque les mairies annexes repartaient vers les cantonnements de Pont-Croix, caillassages, lance-pierres et cocktails Molotov apparurent rapidement face aux grenades lacrymo et offensives massivement employées par les flics. Le harcèlement psychologique des cordons policiers protégeant les mairies annexes était assuré notamment par les femmes jour après jour (chants, disques, mégaphone). Un réseau d'alerte, de veille et d'autodéfense complétait ces divers moyens. Enfin, pour la communication, mise en place d'une radio libre, circulation d'une caravane Tro Breizh faisant le tour de la Bretagne, manifs à Plogoff de 30 000 (en mars) et 100 000 personnes (en juin), ainsi qu'à Quimper (3 000 et 6 000) pour soutenir les personnes arrêtées et jugées en «flagrant délit».

LES LIEUX DE DEBAT (OU PLUTOT LEUR ABSENCE)

Les capistes (dont 80 à 100 personnes de Plogoff) échangeaient des informations quasiment chaque soir à la « messe de 5 heures » et après, pendant les affrontements ou la construction des barrages, pour commenter les actions passées ou à prévoir. Mais il faut parler d'absence de lieu de débat par peur des infiltrations. Le comité de défense s'est réuni une fois par mois, sans prendre de décision. Il y avait certaines réunions entre hommes qui organisaient ou critiquaient certaines actions, comme le fait qu'au lieu-dit Trogor des femmes avec des enfants très jeunes se soient retrouvées en première ligne au moment d'une panique générale. Le lendemain, le mégaphone annonçait : «Si les femmes veulent se battre, qu'elles n'amènent pas des gosses de 2, 3 ans.»
La radio libre de Plogoff, lancée et animée par 5 à 6 personnes au cours de l'enquête, fonctionnait sans comité organisationnel. Chacun-e amenait son idée et, si elle plaisait, elle était mise en pratique tout de suite. L'idée des poteaux scellés au ciment à prise rapide fut mise au point par deux femmes du comité de défense et des gens de l'extérieur. Plus de 100 Plogovites y participèrent.

LES REPRESAILLES

Face à l'attentisme ou à la collaboration de certain-e-s avec les forces pronucs, des actions punitives eurent lieu : bombages des voitures de caissières du Leclerc qui étaient parties bosser le jour du début de l'enquête, le jeudi «Région morte» ; attaque de la maison d'un pronucléaire par un commando avec bombages fleuris: «Traître, collabo, SS» ; charcuterie boycottée pour avoir vendu du pâté aux gardes mobiles... Guermeur, député du coin qui ne peut plus rentrer dans sa circonscription. Discussions nombreuses pour organiser le cassage de gueule des pronucléaires...

LES MEDIAS

Les médias étrangers étaient bien vus, car ils faisaient réellement passer ce que les gens disaient. Par contre, il n'y avait pas d'attitude conciliante vis-à-vis des journalistes hexagonaux pour les mettre dans le camp antinucléaire. Les journalistes étaient ouvertement critiqués, apostrophés, engueulés quand ils ne passaient pas l'information, ce qui arrivait souvent. En particulier, l'envoyé du *Télégramme*, dont le siège est à Brest, s'était fait insulter et menacer régulièrement, notamment à l'occasion d'un rassemblement public à Rennes.

LES PARTIS

L'attitude générale revenait à : «On sait très bien qu'ils sont tous pourris, mais tant qu'ils nous soutiennent on accepte l'aide !» Les membres du PC à Plogoff avaient déchiré leur carte, et les rares qui ne l'avaient pas fait étaient traités de collabos. Le 27 février, lors du procès à Quimper d'un manifestant arrêté, les gens de Plogoff attendaient la manifestation devant le palais de justice. A deux cents mètres de là, le service d'ordre PSU-PS-Clins du Sud-Finistère détournait la manif vers le champ de foire ; les gens de Plogoff attendront longtemps les 3 000 manifestants. Ceux qui connaîtront le pourquoi ne se gêneront pas pour râler. De même, la pétition hexagonale contre le nucléaire qui circulait au moment de l'enquête d'utilité publique était clairement interprétée par les Plogovites comme une opération électoraliste Mitterrand-Bouchardeau (PSU) et consorts.

LES BOULEVERSEMENTS OCCASIONNES PAR LA LUTTE

Il n'est pas inintéressant de voir à quel point la population locale a dû se mobiliser pour que l'Etat recule sur son projet... Les enfants étaient tous très perturbés et marqués par l'occupation policière. Le mercredi, ils allaient insulter les flics et assistaient souvent aux affrontements de 5 heures (avec l'accord des parents et armés pour les plus vieux de lance-pierres). Les femmes étaient surtout présentes dans la journée, pour harceler les flics en les insultant. Au fur et à mesure que les actions se faisaient plus dures, elles participaient de moins en moins, même si le droit de se battre ne leur était de toute façon pas refusé. Les hommes avaient tous un lance-pierres et se considéraient comme des «résistants à l'occupant», certains préparant les cocktails. Beaucoup mythifiaient la violence, parlant même de prendre les fusils, mais la situation était telle qu'ils se considéraient en état de guerre. Jeunes et vieux se battaient côte à côte, et ce sont d'ailleurs les anciens qui commencèrent à jeter les premiers cailloux sur les flics... Le premier bouleversement occasionné par l'enquête était la présence militaire, les contrôles, les routes barrées, les patrouilles, les charges de flics jusque dans les jardins et les champs. Le second était la nouvelle solidarité du rendez-vous de 17 heures où tout le monde se parlait. Plus de clans, de commérages, et même les habitudes de travail étaient changées : les classes finissaient plus tôt, des ouvriers faisaient une pause ou terminaient en avance pour être aux affrontements, certains ne bossaient plus du tout, d'autres passaient la nuit dehors et allaient au travail le lendemain. La vie intérieure et familiale était chamboulée, impossible de ne pas parler de ça, de penser à autre chose, les gens étaient sur les nerfs.

UN REFUS DE LA DIVISION

Plogoff a évité plusieurs écueils sur lesquels ont échoué les autres sites. Le centre de gravité de la lutte était au sein même de la population. Cette dimension rendait la lutte difficile à neutraliser, à

déconsidérer, à criminaliser. Notamment la participation visible des femmes et des anciens compliquait la marginalisation de la lutte. Le pouvoir ne pouvait pas prétendre qu'une poignée d'individus s'opposait à l'intérêt général de la population, représenté par les forces de gendarmerie.

Il ne s'agissait pas d'une lutte de notables, menée à coups de motions : « Un boulon vaut bien une motion. » Aussi la question de la violence était laissée à l'appréciation des acteurs et actrices, même si la coordination des CLIN du cap et l'association Evit Buhez, Ar C'hap pour la plupart non-violents et légalistes, essayaient souvent de calmer la population. Il faut rappeler qu'en 1980 les luttes de site étaient un peu laissées à elles-mêmes. L'épisode sanglant de Malville en 1977 avait définitivement cantonné le mouvement antinucléaire officiel dans un rejet de la violence. Au cours de l'enquête, Plogoff a évité les débats au sommet, à coups d'arguments technico-scientifiques entre spécialistes.

Les liens avec les gens venus de l'extérieur étaient noués spontanément, passé un premier temps de méfiance. Les Plogovites ne demandaient pas aux gens venus les soutenir de marcher au pas derrière les représentants locaux dûment mandatés par les habitants, mais plutôt d'apporter leurs idées et leurs initiatives, de les réaliser sur le terrain, et aussi d'agir chez eux contre le nucléaire.

La lutte contre le déroulement de l'enquête d'utilité publique provoqua une floraison de comités Plogoff en Bretagne et ailleurs, avec d'ailleurs une fascination pour l'affrontement violent avec les flics. La dimension bretonne a sûrement joué, dans la mesure où le tissu social en Bretagne est plus vivant que dans d'autres coins de l'Hexagone, dans la mesure où l'habitude des luttes maintient des réflexes de solidarité et des réseaux réactifs qui se sont mobilisés derrière les habitant-e-s du cap Sizun. En revanche, interpréter la mobilisation de Plogoff contre le nucléaire comme la manifestation d'un sentiment national breton contre la technocratie française paraît pour le moins idéologique, sinon hâtif. Il suffit de visionner la fameuse vidéo *Plogoff : des pierres contre des fusils* pour s'apercevoir que les anciens combattants traversant les haies de gardes mobiles avec le drapeau tricolore au son de *La Marseillaise* revendiquaient justement l'appartenance à une certaine France trahie selon eux par le pouvoir giscardien du moment... Les liens que les Plogovites ont créés ensuite (après l'enquête d'utilité publique) avec les habitants du Larzac, très présents au grand rassemblement du mois de juin suivant, démontrent bien qu'il n'y avait pas la volonté de construire un camp breton face aux nucléocrates franchouillards, mais plutôt la tentative d'élargir l'audience de leur lutte...

UNE VICTOIRE… ?

Le rassemblement de 100 000 personnes les 24 et 25 mai suivants démontra les limites de la politisation de la lutte. Les spécialistes techniques de l'écologie ou du réchauffement de l'eau purent largement y débattre. Le PSU, via le comité Larzac, put largement s'exprimer et développer ses vues. Par contre, le comité de défense de Plogoff avait refusé que des groupes ou collectifs de lutte tiennent des stands sur le site de la fête, ou que des tracts et des journaux soient diffusés, par peur de la récupération. L'élection de Mitterrand un an plus tard mit un terme à cette mobilisation du cap Sizun par abandon du projet. Bien sûr, c'était l'arbre qui cachait la forêt. Les habitants de Chooz *(cf. article dans ce même hors-série)* l'apprirent à leurs dépens.

Nantes, le 6/6/00

SOURCES : *Acier Inox* n°s 2, 5 et 6 édité par l'OCL-Ouest ; *Plogoff la Révolte* aux éditions Le Signor, avril 1980 ; vidéo *Plogoff : des pierres contre des fusils*. Et quelques souvenirs personnels.

Chronologie

Fin 75 **: Accord de principe du conseil régional et du Conseil économique et social pour la construction d'une centrale nucléaire en Bretagne.**
Juin 76 **: Les premières barricades de Plogoff lors de la venue de techniciens EDF pour des sondages sur le site. Les barricades restent en place quatre jours ; les techniciens renoncent.**
Septembre 78 **: Le Conseil économique et social puis le conseil régional optent pour Plogoff. 5 000 manifestants pour la première marche sur le site capiste ; 15 000 une semaine plus tard à Brest, qui s'allongent et font le mort dans la rue à la lecture du plan Orsec-Rad.**
Novembre 78 **: Vote favorable à l'implantation de la centrale à Plogoff du conseil général du Finistère. 8 000 à 10 000 manifestants à Quimper.**
3 juin 79 **: Seconde marche sur le site ; 15 000 personnes.**
Août 79 **: Construction de la bergerie du groupement foncier agricole (GFA) par des bénévoles. 8 000 personnes à nouveau pour la kermesse inaugurale.**
Décembre 79 **: Annie Kerval, trente-six ans, remplace le maire, J.-M. Kerloch, à la tête du comité de défense.**
30 janvier **: Réceptionnés le matin, les dossiers de la centrale sont brûlés l'après-midi, devant la mairie de Plogoff.**
31 janvier **: Première journée d'enquête. Première nuit de barricades. 3 000 personnes manifestent l'après-midi. Le Cap est en deuil.**
3 février **: Plus de 20 000 personnes sur le site de Feunteun Aod pour installer le berger.**
8 février **: Violents accrochages au soir de ce 7e jour d'enquête. Seize blessés.**
8-9 février **: «Nuit des embusqués». Une patrouille prise à partie. Première arrestation : Eugène Coquet condamné le lendemain en flagrant délit à quarante-cinq jours ferme.**
10 février **: Les trois quarts de la population signent la pétition de la non-violence demandant le retrait des forces de l'ordre et des mairies annexes.**
16 février **: Pour la première fois, jets de cocktails Molotov côté manifestants, trentaine de grenades offensives côté flics.**
19 février **: Arrestation à Plogoff de Clet Ansquer. A Quimper, treize interpellations lors de la présentation au parquet d'un mineur arrêté la veille à Plogoff.**
23 février **: Emission de Radio pirate Plogoff. 1 200 manifestants pour le départ des mairies annexes.**
27 février **: A Quimper, procès en flag de Clet Ansquer : un mois ferme. 3 000 personnes dans les rues en soutien. Quatre blessés après une charge de CRS.**
29 février **: «Vendredi noir». Au cours d'une vaste et violente opération de police lors du départ des mairies annexes, onze personnes arrêtées. Dans les rangs des manifestants, une dizaine de blessés.**
29 février- 1er mars **: Seconde nuit de barricades, trois interpellés.**
4 mars **: Sept interpellés à l'aube à leur domicile sous la menace d'armes, soupçonnés d'avoir participé au passage à tabac d'un garde mobile à la sortie d'une boîte. Quatre sont écroués.**
6 mars **: Une centaine d'habitants, maire et adjoints en tête, fronde au cou, tente de se constituer prisonniers à la préfecture de Quimper. Procès des neuf interpellés du 29 février. 2 000 manifestants devant le palais de justice. Violents incidents à l'intérieur lors d'une charge de CRS. Incidents de procédure : un avocat jugé en flagrant délit pour manquement à son serment. Dix jours de suspension. Report du procès au 17 mars.**
7 mars **: Grèves d'audience décidées dans les barreaux de Quimper, Nantes. Dans plusieurs autres barreaux, mouvements de grève annoncés.**
8 mars **: Incidents à Pont-Croix au retour des gendarmes mobiles à leur cantonnement.**
9 mars **: 2 000 supporters à Plogoff pour le match de foot en solidarité aux emprisonnés. Deux prévenus libres commencent une grève de la faim dans la cathédrale de Quimper jusqu'au dimanche précédant leur procès.**
10 mars **: Médecins et personnel de santé du cap en tête des manifestants à Plogoff. Heurts violents à Pont-L'Abbé, où 200 personnes environ bloquent la route aux gardes mobiles rentrant à Loctudy. Un blessé.**
Nuit du 10-11 mars **: 4e nuit de barricade pour la venue des commissaires enquêteurs.**
13 mars **: Les anciens combattants au front.**
Nuit du 13-14 mars **: 5e nuit de barricades.**
14 mars **: 7 000 personnes pour l'ultime messe de 5 heures. Vifs accrochages. Les mobiles tirent 85 grenades offensives. Incidents à Pont-Croix : deux blessés et deux journalistes molestés par les mobiles.**
16 mars **: 50 000 à 60 000 pèlerins antinucs à la pointe du Raz pour une fête de clôture.**
17 mars **: A Quimper, le «procès des 9». 6 000 manifestants. Violents incidents. Jugement de «décompression».**
(Source : *Plogoff la Révolte*.)

Aperçu sur l'histoire du mouvement anti-nucléaire en France (2e partie)

Le mouvement antinucléaire a payé très cher ses illusions vis-à-vis de Francois Mitterrand et du parti socialiste. Comme sur d'autres terrains de résistance, ce furent véritablement des années de plomb qui suivirent mai 1981.
Les plus radicaux, qui furent aussi les plus lucides, continuent de ramer à la base, tandis que se constituent des états-majors écologistes qui tentent de récupérer ce qui peut encore l'être pour le recycler dans la construction d'un parti de gouvernement. Un programme qui aboutit en 1997, lorsque, lors du retour des socialistes aux affaires, les Verts entrent au gouvernement. Mais, cette fois, les illusions sont moins fortes qu'en 1981 et la méfiance accrue.

Après Tchernobyl, une amorce de réveil... qui fait long feu

Après la débandade antinucléaire de 1981, la fin de la lutte de Chooz en 1983, l'inévitable dissolution de la CNAN et la création des Verts en 1984, il faut attendre 1987 pour qu'une tentative de coordination, intitulée "Réseau pour un avenir sans nucléaire", se fasse sous l'impulsion, au départ, principalement du député européen Didier Anger, l'"antinucléaire historique" des Verts français.
Une tentative qui faisait suite à une "amorce de réveil antinucléaire", comme le titrait *Courant alternatif* à l'époque. C'est que, l'année précédente, la catastrophe de Tchernobyl avait tragiquement donné raison à ceux qui, depuis des années, considéraient qu'un accident majeur était inévitable ; et puis, la fameuse déclaration du professeur Pellerin sur le nuage radioactif qui s'arrêtait aux frontières avait ouvert bien des yeux sur la stratégie du mensonge menée par les nucléocrates. Dès le lendemain de la catastrophe ukrainienne, deux laboratoires indépendants d'analyse de la radioactivité se créent en France : l'ACRO dans l'ouest et la CRII-Rad dans le Sud.
C'est aussi en cette année 1987 que le gouvernement socialiste, après avoir abandonné le projet du Pellerin (Loire-Atlantique), lance celui du Carnet à quelques encablures, et que l'ANDRA annonce que des études seront réalisées à Segré (Maine-et-Loire) et à Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) pour l'enfouissement des déchets radioactifs ; ce qui provoque une remobilisation sur le terrain autour de ces trois sites.
Le réseau "Pour un avenir sans nucléaire", pouvait donc apparaître comme bienvenu dans ce contexte favorable à la relance d'un mouvement. Mais, créé artificiellement par le haut et non par un rassemblement mûri de collectifs de base ; avec des objectifs plus que flous (son titre était révélateur de la volonté de ne pas mettre le gouvernement en difficulté et de laisser aux écologistes une porte ouverte vers une future participation gouvernementale), il ne se fixait que des objectifs médiatiques et politiciens. Comme cette manifestation centrale à Paris du 26 juin 1987, dont le nombre de participants (plus de 10 000) se situait bien en deça des espérances de ses organisateurs. Les Verts retirèrent alors leurs billes du Réseau, laissant aux quelques courageux militants organisateurs de la manif une ardoise de 11 millions de centimes...
Il n'est pas étonnant qu'après une telle mésaventure beaucoup d'antinucléaires aient témoigné une forte méfiance vis-à-vis de la constitution d'une nouvelle coordination antinucléaire. De nouvelles tentatives auront lieu en 1992 et 1993, mais elles n'aboutiront pas.
En 1996 s'étaient constitués trois collectifs agissant chacun dans un domaine précis : Forum Plutonium, axé sur la filière du Plutonium ; le collectif "Les Européens contre Superphénix", réclamant l'arrêt et le démantèlement du surgénérateur de Creys-Malville ; la Coordination nationale contre l'enfouissement des déchets radioactifs, regroupant les collectifs opposés aux projets de "laboratoires" souterrains de stockage des déchets.

Le gouvernement Jospin : les Verts entrent au gouvernement

En 1997, le gouvernement Jospin décide d'arrêter Superphénix, ce qui fut présenté – par les Verts en particulier – comme une grande victoire des écologistes. Cette façon de voir les choses fut, en fait, un enterrement de première classe de toute tentative de construire un rapport de forces en faveur de l'arrêt immédiat et définitif du nucléaire. Epinglé par la Cour des comptes, source de décrédibilisation du nucléaire français sur le marché international, gouffre financier (100 milliards déjà dépensés), Superphénix était considéré en haut lieu comme un jouet de luxe très dangereux dont il faudrait probablement se débarrasser dans un délai plus ou moins bref. Mais le lobby nucléaire ne savait comment gérer l'arrêt de cette filière à neutron rapide sans se mettre elle-même en accusation. Avec l'entrée des Verts au gouvernement, une porte de sortie était toute trouvée : Superphénix serait abandonné par décision politique, pour donner un gage de bonne volonté aux écologistes. Les Verts pouvaient ainsi arguer de l'utilité de participer à la gauche plurielle, et atténuer l'effet dévastateur que les couleuvres qu'il leur faudrait avaler ensuite pourraient produire sur la mouvance écologiste et sur leur électorat.
Fort de cette pseudo-victoire, le mouvement "Les Européens contre Superphénix" (Verts et Greenpeace essentiellement) pouvait disparaître et transférer son fric et ses compétences bureaucratiques sur un autre objectif, au moyen d'une autre structure : ce sera le Réseau "Sortir du nucléaire", s'orientant vers une campagne contre l'EPR, ce nouveau générateur miracle dont les nucléocrates prétendaient qu'il urgeait d'en construire un prototype, afin de réunir les meilleures conditions d'un renouvellement du parc.

Positions de l'OCL par rapport au Réseau sortir du nucléaire

Certains militants, avec lesquels nous avons partagé des années de lutte contre l'implantation de centrales (en particulier Golfech, Chooz, Plogoff et Le Carnet), ont fait le choix de participer au réseau "Sortir du nucléaire". Ils estimaient que les craintes que certains groupes (extérieurs au Réseau) avaient formulées, à savoir la récupération ou le noyautage par une organisation ou un parti (les permanents de l'ex-"Les Européens contre…", Greenpeace, les Verts…), s'avéraient non fondées et que le Réseau fonctionnait plutôt démocratiquement avec différentes composantes suffisamment représentatives. Ils estimaient qu'entre les deux tendances existantes, "sortie progressive" et "sortie immédiate", la première option n'était plus vraiment défendue que par le représentant des Verts.
Sans divergences de fond avec ces camarades, nous n'étions pas aussi optimistes et faisions un choix différent, tout comme le comité Stop-Nogent-sur-Seine et d'autres : rester en dehors du Réseau, tout en participant sur le terrain à certaines initiatives.
Notre réserve concernant le Réseau portait sur les points suivants : - Le compromis concernant l'appellation du Réseau : "Pour une décision immédiate de sortie du nucléaire" nous paraissait refléter la tendance modérée "pour une sortie progressive" et non la tendance "pour une sortie immédiate" dans laquelle nous nous reconnaissons.
- Par là même, cela légitimait la politique des Verts de participer au gouvernement de gauche et de passer avec le PS des accords dont nous savions qu'ils n'étaient que poudre aux yeux.
- Enfin, nous estimions que cette politique menée, et pas suffisamment dénoncée, par le parti de Voynet défavoriserait les actions offensives sur le terrain au profit d'une politique de lobbying et d'opposition symbolique.
Pour illustrer notre propos, nous donnions l'exemple de deux rassemblements antinucléaires : - celui du Carnet, en 1997, qui fut un succès, regroupa des milliers de personnes et fut l'aboutissement de multiples initiatives (légales ou illégales) sur le terrain ; ce rassemblement fut l'œuvre de regroupements autonomes qui durent politiquement s'affronter à certaines composantes du Réseau (les Verts en particulier !), lesquelles refusaient de se couper de la gauche officielle et dénonçaient un certain type d'actions (par exemple directes…) jugées démobilisatrices… électoralement.
– Et puis, en 1998, le rassemblement à Bure, qui fut, lui, un semi-échec, pour probablement n'avoir pas été préparé par de multiples initiatives autonomes, et dont les organisateurs "modérés" refusèrent qu'il ait lieu sur le terrain lui-même, où était prévu un centre de stockage des déchets.
Pourtant, malgré le côté artificiel de la longue liste de deux cents et quelques associations théoriquement adhérentes du Réseau, des militants antinucléaires, actifs depuis longtemps sur le terrain, semblaient vouloir dynamiser le Réseau bien au-delà de la logique institutionnelle et frileuse qui caractérisait ses initiateurs. A tel point que, lors de l'assemblée générale suivante, qui s'est tenue à Poitiers les 6 et 7 février 1999, les Verts et leur "sortie progressive" furent mis en minorité. On pouvait alors croire que le Réseau était plus démocratique qu'il n'y paraissait au premier abord, et qu'une orientation réellement antinucléaire pouvait s'y dessiner. Acceptant de prendre en compte cette hypothèse, nous écrivions néanmoins, en mars 1999 : "*Il nous faudra pourtant être vigilant à ce que la politicaillerie, si elle est en train de sortir par la porte, ne rentre pas en douce par la fenêtre… à l'occasion d'une période électorale, par exemple.*" (*Courant alternatif* n° 87.)

En septembre 1997, une réunion tenue à Agen jeta les bases d'un nouveau réseau. L'assemblée comprenait des représentants de CAN (Golfech, Civaux, Malville, FAN 44), de collectifs contre l'enfouissement des déchets et de "Les Européens contre…", de groupes départementaux des Verts, d'associations d'environnement, d'un groupe libertaire de Toulouse et de la LCR. L'élaboration d'une plate-forme ne se fit pas sans mal. Grosso modo, deux tendances s'affrontaient : une modérée visant une sortie progressive (ou plus ou moins différée) du nucléaire, l'autre réclamant une sortie immédiate du nucléaire. Un compromis fut trouvé avec la phrase : "Nous, associations, groupes, voulons une décision immédiate de sortie du nucléaire." La charte élaborée précisait les points de cette sortie : arrêt des projets d'enfouissement des déchets, arrêt du retraitement du combustible usé et de l'utilisation du plutonium comme combustible (le MOX), non-renouvellement du parc nucléaire…

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Fin janvier 1998, une AG organisait le réseau "Sortir du nucléaire" et définissait ses campagnes et actions pour l'année à venir : contre l'enfouissement des déchets et contre le chauffage électrique, en dénonçant son imposition systématique dans les immeubles collectifs par le biais de la propagande EDF.
Le mode d'intervention préconisé par ce réseau consistait essentiellement à faire du lobbying antinucléaire, "*ce qui est tout à fait gérable par un parti politique assurant d'un côté la gestion capitaliste de l'énergie (à la base de l'activité économique) et attisant de l'autre la contestation dans un cadre légal, raisonnable, non-violent, scientifique, bref qui ne laisse comme moyen* ultime *de refus que le bulletin de vote*", écrivions-nous dans *Courant alternatif* de janvier 1998. Bref, nous craignions alors que les "*quelques composantes antinucléaires vivaces qui perdurent dans l'hexagone aillent y perdre leurs forces et leurs espoirs en ne servant que de faire-valoir aux appétits électoraux de nos prétendus écologistes*".
Le débat portait encore sur la question de savoir s'il fallait mener campagne pour l'arrêt immédiat du nucléaire, ou simplement, de manière "réaliste" comme le préconisaient les Verts, œuvrer pour une sortie du nucléaire, à l'horizon 2010-2015. Le fait que le réseau ait choisi de s'appeler seulement "Sortir du nucléaire" indiquait à nos yeux que, sans que la question soit officiellement tranchée, la balance pesait du côté des Verts.

La décision d'organiser une manifestation nationale le 28 novembre à Paris, prise par un collectif d'organisations au premier rang desquels on trouvait les Verts, Greenpeace et le Réseau, pouvait paraître une bonne idée. Mais, d'abord annoncée comme devant être porteuse d'un "message clairement antinucléaire", le thème s'est très vite restreint à la revendication "Contre un nouveau programme nucléaire français, pour une alternative énergétique"[1] c'est-à-dire contre l'EPR !
Or, dans le même temps, nucléaristes et politiques étaient en train de s'apercevoir qu'il n'y avait nulle urgence à prendre une décision concernant la construction du prototype EPR. D'abord parce que sa puissance était bien moins importante que prévu (elle est en fait voisine de celle de la nouvelle génération de Civaux ou de Chooz) ; que son prix exorbitant signifiait qu'il fallait mettre en chantier 6 ou 7 générateurs du même type, à la suite du prototype, pour être rentable ; que le volume d'exportation d'électricité n'était pas extensible à l'infini, et qu'il tendait même à se restreindre sérieusement ; enfin et surtout, parce que les centrales nucléaires existantes, initialement prévues pour durer une vingtaine d'années, pouvaient maintenant être prolongées de 20 à 25 ans supplémentaires, ce qui permettait de maintenir en vie le parc actuel jusqu'en 2015-2020 ou plus, et que, par conséquent une décision sur le renouvellement et ses modalités pouvait attendre encore quelques années, contrairement à ce qui était dit il y a quelques années par le pouvoir et cru par nos écologistes.
Dans ces conditions, une revendication centrée sur l'EPR conduisait à penser qu'il ne s'agissait, pour nos écologistes, que de renouveler l'opération réalisée avec Superphénix : s'attribuer comme une victoire une décision (l'abandon de l'EPR) qui était déjà pratiquement prise par les industriels. Il suffisait que la décision d'abandon n'intervienne que quelques semaines après la manif pour que le scénario soit parfait. Hélas pour eux, Framatome, avec l'appui médiatique de *Libé* et du *Monde*, en a décidé autrement : la décision de report fut rendue publique AVANT la manifestation. A peine se confirmait-il

1. Il faut en finir avec le mythe des énergies renouvelables susceptibles de produire la même quantité d'énergie que celle qui est produite actuellement. Si nous voulons qu'à terme les énergies renouvelables occupent une place prépondérante, ce que nous souhaitons, cela ne pourra se faire que par une baisse de la consommation énergétique. Et une baisse de la consommation énergétique ne s'obtient pas à coups d'économies de bouts de chandelle ni de culpabilisation individuelle portant sur la consommation des ménages, mais par une tout autre organisation sociale de la production et de sa répartition.

qu'EDF et Framatome étaient sur une position du type "le contexte politique est défavorable, l'EPR est reporté" (13 et 14 octobre) que Denis Baupin, le porte-parole des Verts, annonçait, avec l'aval de la majorité du collège exécutif des Verts, et avec l'avis favorable de "responsables" du Réseau, que la manifestation était annulée. Annulation assortie, comme il se doit, d'un communiqué faisant état d'un recul des autorités nucléaires, et laissant entendre, par conséquent, une victoire du mouvement antinucléaire.
Cette annulation bureaucratique, réalisée en fonction de l'intérêt supérieur des Verts de ne pas mécontenter Jospin et de maintenir la cohésion et la solidarité gouvernementale, suscita des mouvements divers au sein des mouvances antinucléaires, allant du mécontentement à la colère. Comme, dans le même temps, la ministre de l'Environnement s'illustrait, au nom des mêmes principes de solidarité gouvernementale, en signant l'autorisation de la création du laboratoire souterrain pour l'enfouissement des déchets radioactifs à Bure et lançait la mission Granite pour la rcherche d'un second site, un certain nombre d'individus et de collectifs, hors Réseau ou en délicatesse avec lui, manifestèrent leur désir de se rencontrer sur une base claire et nette d'arrêt immédiat du nucléaire, hors de toute considération politicienne. C'est ainsi que se tint à Paris, en février 2000, une première réunion à l'initiative de Stop-Nogent et du CLAP (Collectif de lutte antinucléaire poitevin) à laquelle participèrent une trentaine de personnes. Une seconde à Poitiers, en juin, aboutit à la rédaction d'une Charte (*voir ci-contre*) destinée à regrouper tous ceux qui, radicalement antinucléaires, ne veulent pas aliéner cette lutte aux objectifs politiques des Verts.

Charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire

La possibilité d'accident majeur, de la catastrophe nucléaire, fait partie ouvertement de la gestion sociale. Les experts internationaux[1] ont émis un grand nombre de recommandations pour gérer au mieux les catastrophes nucléaires. En France, les «autorités responsables» les prennent en compte : mise en place de cellules de crise, distribution de comprimés d'iode au voisinage des centrales nucléaires, plans particuliers d'intervention prévoyant l'évacuation ou le confinement des populations pour les 24 à 48 heures d'une situation d'urgence ; pour après, c'est le vague le plus complet...

Face à un tel risque de catastrophe, il ne peut y avoir qu'une seule orientation pour le mouvement antinucléaire : l'arrêt immédiat de toutes les centrales en fonctionnement, l'abandon définitif de tout projet nouveau basé sur l'électronucléaire, ainsi que de tous les sites militaires nucléarisés. Car le nucléaire militaire est indissociable du nucléaire civil, tant par les risques de catastrophe majeure liée à un accident sur ses sites que par la production de déchets. Toute politique visant à prôner un arrêt progressif ou à terme ne fait en définitive que le jeu des pronucléaires, qui, en prolongeant de dix, vingt ans ou plus la durée de vie des centrales, nous conduisent encore plus sûrement vers une catastrophe.

Pour nous, la nécessité d'arrêter d'urgence l'industrie électronucléaire est fondée sur les conséquences sanitaires et sociales des catastrophes nucléaires possibles. Aucun argument de type économique, politique, écologique ou autre, quelle qu'en soit l'origine, ne peut peser face au risque encouru par les populations. La seule solution rationnelle est la sortie rapide du nucléaire indépendamment des conséquences économiques, idéologiques ou écologiques. Il est nécessaire d'arrêter cette folie qui, en plus de l'accident majeur qui se profile, hypothèque pour des milliers d'années la santé de la planète par l'énorme masse des déchets accumulés dont on ne sait que faire.

Arrêter le nucléaire ne signifie pas se passer d'électricité

C'est un fait que les énergies renouvelables (microhydraulique, solaire photovoltaïque, éolien, etc.) ne peuvent en aucun cas, sans changement profond du mode de vie (production et consommation), permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. Cela signifie qu'il faut utiliser au maximum de leurs capacités ce dont on dispose actuellement. Les autres pays, moins nucléarisés que la France, utilisent largement charbon et fioul pour produire leur électricité. Ainsi au Danemark, pays modèle pour le développement de l'électricité éolienne, la part de charbon et de fioul dans la production électrique était, en 1996, de 85 % (contre 7,5 % en France).

Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. Par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de «charbon propre» qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français.

Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal[2]. Pour nous, il y a une urgence prioritaire : éviter les catastrophes nucléaires, civiles et militaires. Bien sûr ce que nous proposons est compatible avec le recours aux énergies renouvelables et aux économies d'électricité partout où c'est possible, comme par exemple l'abandon du chauffage électrique dans tous les établissements publics.

Cela ne veut pas dire que nous sommes insensibles aux problèmes énergétiques pour le long terme. Mais il nous paraît important que ces problèmes soient envisagés et discutés à partir de bases réalistes et non à partir de fantasmes scientistes, les mêmes fantasms qui nous ont conduit dans l'impasse nucléaire aujurd'hui.

Le mouvement antinucléaire se doit d'être clair sur ces points et ne peut s'accommoder de considérations politiciennes ou électoralistes. Il se doit d'être complètement indépendant des partis et des lobbies pour ne pas entrer dans le jeu de dupe que constituent les marchandages entre différentes forces au pouvoir ou aspirant à l'être.

Outre la catastrophe, le nucléaire nous fait courir un autre risque : celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais le règne absolu de ceux qui «savent», scientifiques et technocrates, avec le legs des déchets aux générations futures. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence.

Poitiers, le 10 juin 2000

1. Commission internationale de protection radiologique (CIPR), Organisation mondiale de la santé (OMS), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Commission européenne, etc.
2. Soulignons qu'il n'aurait qu'une contribution marginale au phénomène planétaire de l'effet de serre.

Premiers signataires :

ADEMAU (Association pour la défense des monts d'Auriat) **- CCNED** (Collectif contre le nucléaire et l'enfouissement des déchets - Plouaret) **- CLADE** (Coordination limousine antidéchets radioactifs) **- CLAP** (Collectif de lutte antinucléaire poitevin) **- CRAS** (Centre de recherche sur l'alternative sociale) **- Collectif en formation sur Bordeaux.** [D'autres comités, comme les collectifs du Trégor, comme Stop-Nogent qui ont participé à l'élaboration de cette charte, se réunissent, au moment où nous bouclons ce numéro, pour entériner ce texte en assemblée générale].

Pour un capitalisme pur et sûr, votez écologie !

Au départ, ou presque, au début des années 70, il y a le réseau des Amis de la Terre, branche francaise d'une organisation d'origine américaine, mouvement structuré partant d'une analyse scientifique et cherchant des terrains d'application dans les luttes locales et la vie quotidienne. En France, ils regroupent, sur le papier, environ 160 groupes locaux, représentant 1 000 à 2 000 militants. Trois tendances se partagent les Amis de la Terre : les "basistes", partisans de l'écologisme de "terrain", de l'engagement personnel autant que de l'engagement public ; les "Touraine", proches des analyses du sociologue sur les "nouveaux mouvements sociaux" et du rôle que le PS peut jouer vis-à-vis de ces mouvements ; les "pragmatiques", qui se méfient des doctrines et des analyses théoriques, et cherchent les moyens de "faire bouger" la société, par des actions ponctuelles. A côté de ca, une multitude de groupes et de comités locaux, nés le plus souvent de luttes ponctuelles, et venant parfois à une analyse globale. Entre ces groupes il y a communication, mais pas de ligne ni de structures collectives permanentes.

La tentation électorale

En 1974, première participation des écologistes à des élections. René Dumont les représente à la présidentielle et obtient 1,32 %. Le pli électoral est pris : les écologistes se présentent ensuite, en ordre dispersé aux élections suivantes, cantonales, municipales et législatives.
En 1977, différentes listes locales écologistes obtiennent de bons scores aux élections municipales : de 6 à 10 % le plus souvent, et jusqu'à 20 % à Chambéry. Suite à ce succès sur le terrain électoral et à la répression à Malville qui annonce le déclin de la contestation antinucléaire multiforme, plurielle et beaucoup plus large qu'écologiste, différents leaders de l'écologie créent Ecologie 78 qui regroupe, entre autres, les Amis de la Terre, le mouvement écologique, les CRIN de Bretagne, etc. La base de ce regroupement se résume en deux points : opposition absolue au nucléaire civil et militaire, et pas de désistement au second tour des élections législatives sauf dans le cas d'une négociation nationale. Le 12 mars 1978, Ecologie 78 présente 200 candidats et obtient 2,1 %.
1979 : élections au Parlement européen. Europe écologie regroupe quelques éléments de la "nébuleuse écologique", sans Les Amis de la Terre, mécontents de n'avoir pu imposer leur leader Brice Lalonde et décidés à boycotter la liste menée par Solange Fernex, qui obtient 4,4 %. Même si l'union ne s'est pas faite, un état-major écologiste se constitue peu à peu.



La guerre des chefs

En 1980, Europe écologie se prolonge par le Mouvement d'écologie politique (MEP), qui tente de se constituer sur le modèle des partis politiques classiques. L'antagonisme du MEP et du RAT (Réseau des Amis de la Terre) tient essentiellement à une rivalité dont l'enjeu est le contrôle du mouvement écologiste. Les inorganisés subsistent ; un groupe dit du "troisième collège" tente de les fédérer. Ce troisième collège représente certainement beaucoup plus les groupes écologistes locaux que les pontes des Amis de la Terre ou du MEP. Mais, sans grandes perspectives (en effet, beaucoup d'entre eux ne voient guère d'autres alternatives que les élections de 1981), ils servent de tampon dans la confrontation des "grands" de l'écologie.
Finalement MEP, RAT et troisième collège, malgré leurs désaccords, se regroupent dans le CLE (Comité de liaison écologique). A l'ordre du jour, l'élection présidentielle de 1981, et c'est Brice Lalonde qui, grâce à d'homériques magouilles, parviendra à en être le candidat. Il ne recueillera que 3,87 % des voix au premier

tour. Mitterrand élu, les écologistes abandonnent définitivement les luttes de terrain pour se consacrer à la construction d'un parti pouvant rivaliser avec la bande des quatre. Le MEP se transforme en "Verts, Parti écologiste" l'année suivante, puis, en janvier 84 la fusion de ce dernier avec la confédération écologiste et une partie des amis de la Terre donne naissance aux Verts que nous connaissons actuellement. Brice Lalonde refuse d'y adhérer, sa requête d'en être encore une fois la tête de liste pour les prochaines européennes ayant été refusée. Sa volonté de créer une force écolo-centriste capable de rentrer dans un gouvernement le conduit à créer avec François Doubin et Olivier Stirn, une éphémère Entente radicale écologiste (ERE) qui recueille 3,31 % aux élections européennes de juin 1984, empêchant ainsi les Verts d'atteindre la barre des 5% (3,36%). Les trois compères seront récompensés plus tard par des postes gouvernementaux dans le cabinet Rocard, en 1988.
La coïncidence entre la naissance des Verts et la dissolution de la CNAN (voir historique 1ere partie), est tout à fait révélatrice de cette loi quasi physique qui veut que ne coexistent jamais longtemps, au sein d'une même lutte, une stratégie d'intégration et d'institutionnalisation avec un fort mouvement basiste et autonome. La première ne prenant de l'ampleur que sur le dos de la seconde. Plus les antinucléaires se rapprochent du pouvoir et moins ils sont antinucléaires.

Du ni gauche ni droite de Waechter...

En mars 1986 c'est l'échec de la gauche aux législatives ; les Verts n'obtiennent que 1,2 %, mais sans avoir présenté de candidats dans toutes les circonscriptions. Un mois après c'est la catastrophe de Tchernobyl qui entraîne la création de Stop Nogent-sur-Seine et de Vivre sans danger nucléaire à Golfech (VSDNG), deux comités qui ne se situent pas dans une stratégie d'intégration.
Chez les Verts la majorité se retrouve sur une position environnementalo-centriste, réticente à passer des accords avec la gauche, et conduite par Antoine Waechter qui obtiendra 3,77% aux présidentielles de 1988 qui assurent la réélection de François Mitterrand. A noter qu'à ces mêmes élections, une tentative de regroupement à la gauche de la gauche, avec une coloration écologiste, obtient 2,10 % sous la houlette du stalinien Pierre Juquin.
Quelques leaders du parti Vert, comme Anger, Cochet et Voynet, avaient, auparavant, adhéré aux comités Juquin. Mais au dernier moment ils ont rejoint le giron de leur parti. Bien leur en pris puisqu'ils n'ont pas eu à subir politiquement l'échec de Juquin et que leur loyalisme de la dernière heure vis-à-vis des Verts leur a permis de conforter au sein du parti, une tendance, favorable à une alliance avec la majorité présidentielle, qui finira par l'emporter et éloigner définitivement Weachter du paysage politique français.
Aux municipales de 1989, les Verts obtiennent de bons résultats. Dès lors, ils n'auront de cesse que de saboter plus ou moins ouvertement toutes les tentatives de rassemblements ou du manifestations qui leur échappent, et de dénoncer des actions comme l'attentat contre le barrage de Malause sur la Garonne destiné à retenir des eaux pour alimente la centrale de Golfech.
L'année suivante, Brice Lalonde ne désarme pas. Fort du soutient de l'Etat socialiste et de gros industriels, il crée Génération écologie (GE) avec les centristes Jean-Louis Borloo et Corinne Lepage (la future ministre de l'environnement de Juppé). Noël Mamère est de l'aventure ! Sur la base d'une sorte d'écolocapitalisme, la tentative de Lalonde plaît à la fois au parti socialiste, car elle gêne les Verts encore majoritairement rétifs à un alignement pur et simple sur le parti de la rose, et à la droite qui ne veut pas laisser l'écologie aux mains de la gauche.
Aux régionales de 92 Les listes GE, avec 7 %, dépassent celles des Verts (6,8 %). Un succès global qui permet à la Verte Marie-Christine Blandin de s'emparer de la Région Nord avec l'aide du PS, mais qui cache une crise profonde au sein du parti, faible en militants mais riche en candidats à des postes électifs. Lors de ces élections, la question du nucléaire a été totalement évacuée, tant par les uns que par les autres.

LES VERTS : OU COMMENT FAIRE DE LA POLITIQUE EN MENTANT

Lors de la manifestation pour la fermeture de la centrale du Blayais qui s'est déroulée le 23 avril 2000, les Verts ont distribué un tract édifiant quant à leurs méthodes politiques et aux mensonges qu'ils sont capables de déverser maintenant qu'ils sont au gouvernement.
Citons-les :
"*Malgré la gravité de la situation, les responsables ont attendu neuf heures et demie pour donner l'alerte. Ni la préfecture de la Gironde ni la Protection civile n'ont été prévenues de l'incident, et ce jusqu'au premier communiqué de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) le 28 décembre à 10 h 25. Depuis cette nuit noire, les députés Verts ont demandé une enquête parlementaire afin de faire un bilan de l'incident et s'interroger sur les insuffisances en matière d'information et de transparence nucléaire de la part d'EDF et proposer des solutions visant à y remédier.*"
Dominique Voynet elle-même, deux semaines après les événements, a protesté contre le fait qu'elle n'aurait pas été informée. Même si on peut se douter qu'EDF et les autorités de sûreté n'ont pas comme réflexe premier de collaborer avec le ministère de l'Environnement et avec les Verts, on peut quand même être certain que la ministre était au courant qu'une cellule de crise s'était réunie au ministère de l'Industrie dans la nuit du 27 au 28 ; et que cette cellule de crise avait envisagé l'hypothèse d'une évacuation des populations avoisinantes. Elle ne pouvait que savoir, et les Verts avec, qu'un grave incident s'était produit cette nuit-là. Sachant probablement lire, elle pouvait, comme nous, prendre connaissance des huit communiqués de la DSIN *(voir article sur la DISN)*. Pourtant, pas de déclaration, pas de conférence de presse, rien avant huit jours, exactement le même délai que la presse s'est accordé avant de traiter le sujet ! Les Verts se cachent derrière le silence criminel des autorités pour masquer leur propre silence à l'époque ! Les attaques dont était l'objet la ministre concernant son attitude vis-à-vis de la marée noire occupaient davantage l'aréopage des Verts qu'un grave incident dans une centrale nucléaire. Il en allait de la crédibilité de la participation au gouvernement et des futurs scores électoraux. Le fondement ontologique des Verts, l'antinucléaire, est bel et bien en train de se dissoudre dans le puits sans fond de la politique politicienne.
Autre escroquerie, et de taille dans ce même tract :
"*Depuis notre participation au gouvernement, nous avons obtenu l'arrêt de Superphénix et la réversibilité des sites d'enfouissement de déchets nucléaires.*"
Or, épinglé par la Cour des comptes, source de décrédibilisation du nucléaire français sur le marché international, gouffre financier (100 milliards déjà dépensés), Superphénix était considéré en haut lieu comme un jouet de luxe très dangereux dont il faudrait se débarrasser dans un délai plus ou moins bref. Mais le lobby nucléaire ne savait comment gérer l'arrêt de cette filière à neutron rapide sans se mettre elle-même en accusation. Avec l'entrée des Verts au gouvernement, une porte de sortie était toute trouvée : Superphénix serait abandonné par décision politique, pour donner un gage de bonne volonté aux écologistes. Les Verts ont pu ainsi arguer de l'utilité de participer à la gauche plurielle, et atténuer l'effet dévastateur que les couleuvres qu'il leur faudrait avaler ensuite pourraient produire sur la mouvance écologiste et sur leur électorat. Ils n'ont donc rien obtenu du tout !
Quant à la réversibilité des sites d'enfouissement, c'est un leurre total dans la mesure où elle ne contraint l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) qu'à fixer un délai approximatif de quelques dizaines d'années. Car la réversibilité ne peut être que provisoire ! Comme l'expliquait Christian Pierret, un des cinq ministres, avec D. Voynet, signataire du décret d'autorisation du laboratoire de Bure en août 1999 : "*La réversibilité totale est incompatible avec la sûreté... Les enquêtes publiques ont démontré cependant que la réversibilité était un élément décisif de la confiance des populations vis-à-vis d'un éventuel stockage... La réversibilité est donc un moyen d'établir pendant plusieurs dizaines d'années, cinquante, je ne sais pas, la crédibilité des solutions techniques retenues pour un stockage et d'emporter la confiance du public.*"
On ne saurait être plus clair ! La réversibilité n'existe pas, mais faire croire qu'elle existe et utiliser le terme permet de faire passer la pilule auprès des populations. Une belle leçon de choses de ce qu'est la politique politicienne telle que les Verts l'apprennent à très grande vitesse.
La décision récente du gouvernement de surseoir à la recherche d'un second site d'étude pour l'enfouissement des déchets en milieu granitique devrait permettre aux Verts d'exercer une nouvelle fois leurs talents politiciens et mensongers. Après avoir donné leur aval, par Voynet interposé, au site de Bure, ils vont s'approprier le recul – très provisoire – du gouvernement, alors qu'ils n'ont été pour rien dans les mobilisations spontanées nées du projet de création d'un nouveau laboratoire. Refusant, la plupart du temps, de lier les luttes contre l'enfouissement des déchets à celles qui réclament fermement l'arrêt immédiat de leur production, ils ont même, à plusieurs reprises, lors des rassemblements, été brocardés par les manifestants.

... à la gauche plurielle

Ces bons résultats conduisent les Verts et GE à penser que pour franchir une étape supplémentaire, il leur faut des députés ; mais que, divisés ils n'y parviendront pas. Cela les conduit à passer un accord pour les législatives de 1993. Sur un programme insipide et flou, ils espèrent 20 % des voix et une quarantaine de députés. Hélas pour eux, les électeurs rejettent cette alliance sans principe et purement électorale : leur résultat est catastrophique, à peine supérieur à 1986 et aucun député.Dès lors, la messe est dite. Une majorité de Verts ne voient plus d'autres possibilités pour "exister" (avoir des députés) que de s'allier au PS. Waechter est mis en minorité et quittera le parti ; Dominique Voynet le remplace à la tête de l'organisation.
Aux Européennes de 94 la liste verte menée par Isler-Béguin ne recueille que 3 % des suffrages, celle de Lalonde seulement 2 %. Génération écologie disparaîtra, minée par son manque de militants de base, par les luttes de pouvoir en son sein et les tribulations politiciennes de Lalonde.
Aux présidentielles de 1995, qui consacrent Chirac à la présidence de la République, Voynet ne décolle pas vraiment avec 3,33 % des votes. Tout est mis en œuvre pour se faire reconnaître par le PS, sous peine de disparaître. Cela aboutit en janvier 1997 à un accord avec le parti de Jospin qui, sur le terrain du nucléaire, prévoit un moratoire jusqu'en 2010, la fermeture de Superphénix, l'arrêt du retraitement à la Hague et de la fabrication du combustible MOX. Grâce à cette alliance et à la naissance de la gauche plurielle, les Verts obtiendront huit députés. Les termes de l'accord, mis à part Superphénix qu'il était de toutes les façons nécessaire d'abandonner, sont progressivement jetés aux oubliettes.

La sécurité nucléaire et l'accident majeur

Les populations, comme de nombreux écologistes, hésitent encore à croire en la possibilité d'un accident majeur, celui qui raye de la carte une région entière. Paradoxe, car les autorités prennent, elles, cette possibilité en compte. Après des années de bourrage de crâne sur la sécurité absolue du nucléaire, elles mettent en place des mesures pour faire face à une situation de catastrophe. Mais ces mesures ne concernent en rien la santé et la vie des gens ; elles ne visent qu'à assurer l'ordre public, à contenir les débordements, à quadriller le territoire, à s'assurer du monopole de l'information. Bref à illustrer le vieux dicton populaire : "Société nucléaire, société policière"

La DSIN épingle EDF... mais épargne le nucléaire

Sortie du bois au lendemain de Tchernobyl, la Direction de sûreté des installations nucléaires (DSIN), organisme officiel et peu suspect d'orientations contestatrices et antinucléaires, avait pris pour habitude de communiquer ses informations à la presse et aux antinucléaires. Elle connut son heure de gloire lorsque, en 1993, son directeur, M. Lavérie, rendit public un document indiquant que Superphénix ne pouvait, en l'état, être autorisé à redémarrer. Ce qui valut à ce monsieur d'être remercié par son ministre de tutelle, Strauss-Kahn, trois jours avant la fin du gouvernement de gauche. Son remplaçant, tout en mettant en avant la sacro-sainte transparence, achèvera de transformer la DSIN en un organisme croupion de pure propagande : suite à une fissure de 11 cm de profondeur sur la cuve du réacteur de Tricastin 3, l'autorisation de redémarrage sera accordée en négociant un délai de... cinq ans pour la prochaine visite... décennale ! Lors du premier incident à Civaux1, en mai 1998, EDF omettra d'en avertir immédiatement la DSIN, comme cela est prévu dans les textes. En 1998 encore, la DSIN et EDF négocient le rehaussement de la digue du Blayais... pour 2002! On a failli payer très chèrement ce délai accordé à EDF.

En mars 1999, la DSIN rendait public son rapport annuel sur l'état du nucléaire en France.
Concernant la contamination des camions de combustibles irradiés à destination de La Hague, qui avait entraîné une suspension de ces transports pendant deux mois, en été 1998, la rapport parle de "négligence" : "*... Les techniciens ont systématiquement passé outre le respect de la réglementation sur la propreté des convois.* " De plus, "*les règles sont régulièrement transgressées depuis des années...* " On est en droit de se demander pourquoi l'organisme officiel "découvre" cette transgression seulement en 1999, alors qu'il est chargé chaque année d'un rapport !
A propos de l'incident à la centrale de Belleville, dans le Cher, il était fait état d'"*endormissement*" des responsables n'ayant pas fait à temps les réparations nécessaires.
A Golfech (Tarn-et-Garonne), ce fut "*l'oubli de choses très simples* " qui fut à l'origine de la contamination d'une dizaine de personnes : alors que la balise d'alarme s'était déclenchée, les techniciens avaient préféré vérifier le fonctionnement de cet appareil plutôt que de faire évacuer les trente personnes qui travaillaient à ce moment-là dans le bâtiment (il est vrai que ce n'étaient que des intérimaires sous-traitants !).
A Civaux, dans la Vienne, le rapport parle de "*laisser-faire* " des responsables. Enfin, cerise sur le gâteau, il y a eu une "*affaire grave, révélatrice d'un très grave dysfonctionnement concernant la radioprotection* " : le 11 mars 1999, à Tricastin, dans la Drôme.

Ce rapport peut sembler peu tendre pour EDF. Il n'est, en fait, que révélateur de la fonction de la DSIN : intoxiquer par la propagande, éloigner les esprits des problèmes réels[1]. Les incidents, qui se sont multipliés dans les centrales depuis trois ans, ont un effet particulièrement désastreux pour l'image du nucléaire. Dès lors, mettre l'accent sur des défaillances humaines permet de ne pas remettre en cause la technique elle-même et, par là, de laisser croire qu'il est tout à fait possible d'améliorer les choses très rapidement. Une plus grande vigilance, une meilleure formation, et la question serait réglée ! Même lorsque Framatome, le constructeur, est épinglé par la DSIN pour le coude fissuré de la centrale de Civaux, c'est pour négligence de conception : encore une faiblesse humaine , donc améliorable !
Sous un aspect de sévérité extrême, la DSIN entend en fait accréditer deux choses : sa propre indépendance et la non-remise en question du nucléaire en tant que tel. Face à l'inquiétude entraînée par des incidents multiples que l'on ne peut plus cacher, le lobby nucléaire avait besoin de montrer son sérieux et son objectivité, et l'heure n'était plus aux sempiternels "Tout va très bien" qui n'ont fait qu'accroître la méfiance. Reconnaître quelques "erreurs" (toujours sans graves conséquences, bien entendu), donner l'impression que, "maintenant", les problèmes vont être pris à bras-le-corps, c'est se montrer digne de cette "transparence" qui est devenue le concept magique de la pensée unique politiquement correcte à la mode de chez nous et qui habille tant bien que mal la "démocratie".
Deux événements ont bien montré bien que cette transparence n'est que poudre aux yeux : l'incident de Civaux, rendu public le 17 mars 1998, s'est en fait produit… le 5 mars. A Tricastin, l'irradiation, annoncée initialement à un niveau de 80 millisieverts (mSv), a atteint, en fait, 340 mSv.

De plus, la transparence n'a de sens que si elle s'applique à toute la chaîne de la transmission de l'information. Qu'un seul maillon soit réticent ou déficient et elle n'est plus qu'un leurre à l'adresse des sots. Par exemple, suite à l'incident qui s'est produit dans la nuit du 27 au 28 décembre au Blayais, la DSIN a lancé huit communiqués en trois jours. Par conséquent, elle peut, dans ce cas, affirmer qu'elle a joué son rôle.
Le 28 : le premier communiqué indique que trois des quatre réacteurs ont été mis à l'arrêt entre 21 h et 0 h 30 du fait de l'entrée des eaux dans les bâtiments ; le plan d'urgence interne a été mis en œuvre à 9 h du matin et les pompiers appelés en renfort. Le deuxième communiqué, à midi, fait état du risque encouru : la perte du système de refroidissement du réacteur numéro 1 ; le pompage est en cours et l'incident classé au niveau 1 par la DSIN. A 19 h, un troisième communiqué prétend que le pompage est en voie d'achèvement et que les moteurs de la pompe de prise d'eau vont être changés, permettant ainsi à la centrale de refonctionner dans les quarante-huit heures. L'incident est toujours classé en niveau 1.
Le 29 décembre, trois communiqués encore. Dans le premier, l'incident a été reclassé au niveau 2 par la DSIN et le pompage est toujours en cours. Quelques heures plus tard, le deuxième fait état de grosses difficultés pour réussir le pompage. Enfin le troisième, en fin d'après-midi, indique que de nouveaux moyens ont été mis en œuvre pour l'opération de pompage.
Le 30, nous sommes heureux d'apprendre dans la matinée que les locaux sont enfin au sec et que le réacteur numéro 4 redémarre, mais que les travaux se poursuivent pour remettre en usage la pompe destinée au refroidissement. Dans l'après-midi, nouvelle précision : les deux systèmes de sauvegarde des réacteurs 1 et 2 (injection d'eau de sécurité dans les réacteurs et système d'aspersion dans l'enceinte du réacteur) sont en cours de réparation.

L'exercice PPI à Nogent-sur-Seine

Le jeudi 14 octobre 1999 a eu lieu à La Soulotte, un petit village de 500 habitants près de la centrale de Nogent-sur-Seine, un exercice de simulation d'évacuation de la population. Toutes les conditions avaient été réunies pour la réussite d'une telle opération. Chaque personne avait été prévenue de l'exercice et de l'heure de l'évacuation, et avait, en conséquence, préparé son baluchon. Autant de conditions, on en conviendra, qui ne risquent pas d'être celles d'un accident nucléaire — lequel a, en général, la mauvaise habitude de ne pas prévenir. Pourtant, ce fut un joyeux bordel : l'évacuation a eu lieu avec près de deux heure de retard, l'iode ne fut pas distribuée, les bus se neutralisaient les uns les autres, personne ne savait quoi faire précisément. A tel point que la presse a parlé de "non-événement spectaculaire". Imaginez ce qui se passerait s'il fallait évacuer 10 000, 100 000 ou plus encore de personnes !
Comme , par exemple dans la nuit du 27 au 28 décembre dans le Blayais ! Routes coupées, électricité défaillante, téléphone aux abonnés absents, région inondée.

Or, ces communiqués n'ont nullement été répercutés par les médias. Seul *Sud-Ouest*, mais une semaine après, en a fait sa Une. Rien de détaillé ni sur le fond dans les autres titres de la presse régionale. Quant à la presse nationale, c'est seulement dix jours après que *Le Monde* s'est fendu d'un tiers de page plus ou moins informatif. Les radios ? Prenons le cas de *France-Inter*. Le 29 décembre au matin, un auditeur téléphone en direct à 8 h 50 pour demander des précisions sur l'incident du Blayais. Le journaliste est alors incapable d'en donner. Une semaine après, dans la même émission, un journaliste lance un billet d'humeur, s'indignant de l'absence de transparence d'EDF qui avait laissé les médias ignorants de l'événement. Or, il est évident que les rédactions, alertées par les communiqués de la sûreté nucléaire et par le coup de téléphone donné par l'auditeur en direct une semaine plus tôt, pouvaient enquêter, questionner et alerter l'"opinion publique". Cela n'a pas été fait ! Quant à Dominique Voynet, deux semaines après les événements, elle proteste publiquement contre le fait qu'elle n'aurait pas été informé ! Alors que, bien évidemment, elle savait tout, mais a joué le jeu de la décision gouvernementale de ne rien dire immédiatement dans un contexte de crise provoqué par la tempête et la marée noire
Qu'est-ce que tout cela signifie ?
A l'évidence qu'il n'y a pas ou plus de sûreté nucléaire en France. Que la DSIN, d'un côté, ne peut ni ne veut remettre en question le nucléaire, malgré les nombreux éléments qu'elle possède pour aller dans ce sens. Que, d'un autre côté, lorsqu'elle lâche quelques informations, nul ne tient compte de ce qu'elle peut dire : ni EDF, qui la court-circuite quand cela lui est nécessaire, ni les médias, qui ne répercutent que ce que l'Etat leur dit de répercuter (ou plutôt de ne pas répercuter) lorsqu'il s'agit d'événements importants.

PPI et pastilles d'iode

Dans le cadre du plan particulier d'intervention (PPI), il est prévu, depuis avril 1997, d'administrer des doses d'iode stable pour le cas où le risque d'exposition risquerait de dépasser 100 millisieverts[2]. A cet effet une mise à disposition gratuite de comprimés auprès des populations vivant dans un rayon de 5 km autour de la centrale a été réalisée. Dans un rayon de 10 km, il est prévu une possibilité d'approvisionnement gratuit dans les pharmacies.
Pourquoi cette mesure, destinée à empêcher que l'iode radioactif ne se fixe dans la thyroïde en saturant cette dernière d'iode stable, n'a-t-elle pas été prise auparavant ? Tout simplement parce qu'elle ne sert à presque rien.

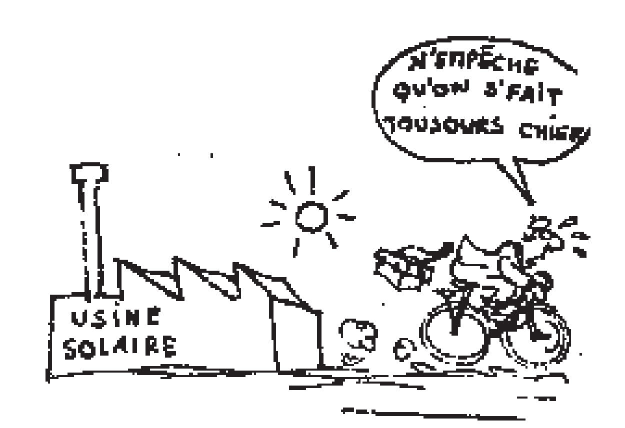
Le rayon d'abord :
En 1994 un article du professeur Schlumberger, publié dans la revue *Radioprotection* affirmait :
"*L'accident de Tchernobyl a montré que les populations vivant à plusieurs centaines de kilomètres de la centrale peuvent être fortement contaminées et développer, dans les années qui suivent, un cancer de la thyroïde. Ceci montre que les plans d'intervention doivent être établis au niveau d'un pays, voire d'un continent*". Nous n'avions pas attendu 1994 pour en être persuadé, mais bon, maintenant c'est officiel !
On voit donc que la distribution d'iode au voisinage immédiat des centrales nucléaires, décidée par la France, est plus qu'insuffisante et que c'est au minimum à l'ensemble des populations du territoire qu'il faudrait distribuer ces pastilles d'iodure de potassium (IK). Signalons au passage que cet expert n'a jamais élevé la voix pour critiquer ensuite la politique gouvernementale en la matière.

L'efficacité ensuite :
Pour être vraiment efficace, la prise d'iode doit avoir lieu 5 ou 6 heure AVANT l'exposition. Quelques heures seulement après l'exposition sont efficacité devient nulle. Question : Comment seront informées les populations dans le rayon de 5 à 10 kilomètres de la centrale, qu'une exposition va se produire dans un délai de 5 à 6 heures ? Compte tenu de la soudaineté prévisible d'un accident nucléaire et de la tendance inhérente à ce genre de technologie de cultiver le secret il y a fort à parier qu'elles seront prévenues trop tard. Dans le meilleur des cas, comment feront les gens pour prendre livraison de leur iode gratuit dans les pharmacies… en pleine nuit par exemple, ou, au hasard, un jour de tempête ou d'inondation ?
Mais, de toutes les façons, à quoi peuvent bien servir ces pastilles ? L'iode stable dont on prévoit de saturer nos thyroïdes ne peut rien contre tous les autres radioéléments qui seraient également rejetés, et qui sont responsables des leucémies et des cancers.

1. Il est d'ailleurs tout à fait remarquable du peu de cas que la presse nationale a, en général, fait des remarques qui y figuraient et qui vont, le plus souvent, à l'encontre de ce que ces médias affirment depuis des années — à savoir qu'en France la compétence et le sérieux des techniciens et des responsables nous mettaient à l'abri d'incidents très graves. Sous-entendu : contrairement au laisser-faire et à l'incompétence qui prévalent dans les ex-pays de l'Est.
2. La norme française de radioprotection est de 5 mSv par an pour le public. Le CIPR recommandait, en 1990 de la fixer à 1mSv, ce qui provoqua la colère des nucléocrates français.

L'effet de serre

L'argument selon lequel l'intérêt du nucléaire, c'est d'être une énergie propre repose sur le fait qu'il ne produit pas de gaz à effet de serre. Pas une intervention de représentants d'EDF, ni de politiques parmi les plus ardents défenseurs de l'atome, sans que cet argument ne sorte de leur bouche. Il ne s'agit en fait que de basse propagande.
Arrêter le nucléaire entraînerait-il un accroissement notable de l'effet de serre ? Certainement pas, car l'énergie nucléaire ne représente que 5 % de l'énergie consommée dans le monde, et seulement la moitié des gaz à effet de serre sont produits par une consommation d'énergie. L'autre moitié provient d'activités industrielles (CFC) et de l'agriculture/élevage intensif (méthane). Autrement dit, en cas d'arrêt du nucléaire, la hausse de production de gaz à effet de serre serait de l'ordre de 2 %. Ce qui, de plus, peut être largement compensé par l'inutile production de CFC ainsi que par la suppression de l'agriculture productiviste.
Mais EDF et les nucléocrates utilisent cet argument pour se donner une image "écolo" ; ils se sont appuyés sur la condamnation du charbon par les écologistes pour promouvoir le nucléaire. Un comble !





L'OCL, trente ans d'anarchisme révolutionnaire

L'OCL existe sous ce nom depuis plus de vingt ans. Elle est issue de la transformation de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), qui change d'appellation à son congrès d'Orléans, en 1976. Elle estime alors que la diversité des pratiques et des projets regroupés sous le terme “ anarchiste ” est source de confusion, et donc un obstacle à son développement.

L'ORA pour sa part existait depuis 1967. C'est d'abord une tendance de la Fédération anarchiste (FA), qui s'autonomisera progressivement pour devenir une organisation spécifique en 1970. L'OCL telle qu'elle existe aujourd'hui est donc le produit de cette histoire, qui détermine son identité, ses pratiques et son projet politique.

L'originalité de l'OCL dans le courant libertaire ne peut être comprise qu'au regard des expériences militantes de ces trois décennies, qui fondent ses caractéristiques essentielles : une théorie et une pratique du communisme libertaire fondées sur la lutte des classes, le mouvementisme et la priorité aux groupes de base, l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme et l'impératif d'une rupture radicale avec l'exploitation, la domination et l'aliénation dans tous les domaines : politique, économie, rapports sociaux de sexe, environnement...

La naissance de l'ORA dans la FA provient d'une critique du dogmatisme et de l'immobilisme de cette vieille maison, dont la vocation est de regrouper tous les courants de l'anarchisme (organisation dite synthésiste).

Les divergences y sont si importantes que les efforts et l'énergie militante sont dépensés davantage pour se neutraliser mutuellement que pour lutter. La FA des années 60 est en effet empreinte d'un anarchisme idéologique figé, et d'un antimarxisme caricatural qui la conduisent par exemple à nier la lutte des classes comme facteur d'évolution historique. Dans le meilleur des cas, la pratique des groupes FA se limite à la seule propagande de l'idéal anarchiste du XIX[e] siècle, dans une finalité pédagogique et éducationniste : « Apprenons l'Anarchie aux masses, elles finiront par voir combien nous avons raison, et par se rallier sous les plis du drapeau noir. » Cela ne satisfait plus certains anarchistes révolutionnaires, qui souhaitent développer une intervention libertaire dans les multiples luttes sociales des années 60 puis 70 (décolonisation, vie quotidienne, luttes des femmes, écologie, logement, immigration...), et créent donc d'abord une tendance de la FA, puis quittent cette organisation.

En réaction au vaste fourre-tout qu'est la FA de cette époque, l'ORA va développer une stratégie d'organisation structurée, fondée sur la cohérence, le volontarisme et la discipline militante (position dite plate-formiste — en référence à la plate-forme organisationnelle des anarchistes russes en exil après la Révolution russe de 1917, rédigée par Archinov). Mai 68 et le succès des groupes gauchistes qui s'en-suit finissent par faire de l'ORA une organisation peu différenciable de ses concurrentes trotskistes ou maoïstes, si ce n'est dans ses références idéologiques et ses buts proclamés. L'ouvriérisme outrancier, l'activisme organisationnel, la hiérarchisation des secteurs de lutte, la simplification théorique, les raccourcis doctrinaires sont autant de caractéristiques de l'ORA qui déclencheront une crise entre la pratique réelle des groupes et le discours de l'organisation. En 1976, l'ORA tient un congrès qui voit apparaître deux tendances antagonistes.

La première fonde sa pratique et sa stratégie sur le secteur de l'entreprise et l'intervention dans les syndicats. Elle formera à ce congrès une tendance pour une Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), accordant la primauté à la lutte des classes sur le terrain économique, et au développement d'un appareil politique classique. Cette UTCL sera exclue au congrès d'Orléans pour s'être mise en dehors de l'organisation. Elle existe toujours sous l'appellation d'Alternative Libertaire[1] et travaille entre autres à sa reconnaissance institutionnelle par la gauche de la gauche, syndicale et politique.

La seconde tendance est aux antipodes de cette vision partidaire et ouvriériste. Elle estime au contraire que l'effort militant doit investir tous les champs de lutte de la société, car la lutte des classes ne peut être réduite au seul secteur de l'économie. Elle fait le bilan des travers gauchistes de l'ORA, et considère que l'organisation telle que définie par la plate-forme d'Archinov (unité idéologique, unité tactique, programme anarchiste) est une structure illusoire. Car ce ne sont pas les organisations politiques ou syndicales qui transforment un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire, mais la combativité dans les luttes sociales qui permet à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation.

Malgré cette rupture avec le plate-formisme en 1976, l'OCL continuera de vivre pendant quelques années sur un mode centralisé, notamment avec une dichotomie Paris-province dans la réalisation du journal de l'organisation, et donc dans sa principale



Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes au service d'un Etat-nation articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs à un Etat militarisé tout-puissant. Il professe un anticapitalisme qui est seulement de façade puisque, en réalité, il ne parvient au pouvoir qu'avec l'aide et l'aval du grand capital et d'une partie de la bourgeoisie, et souvent le plus légalement du monde, c'est-à-dire grâce aux élections.

Les causes historiques du fascisme ont été, dans les années 20 et 30, la crise du capitalisme (nouvelle révolution industrielle non maîtrisée) et l'absence de dynamique révolutionnaire (défaite du mouvement ouvrier en 1914 entraînant l'écrasement dans le sang de toutes les tentatives réellement socialistes).

La démocratie parlementaire n'est donc nullement un rempart contre le fascisme, ni contre une quelconque autre forme de totalitarisme susceptible d'apparaître. L'Histoire nous a appris que, lorsque l'alternative est entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie elle-même (et les staliniens !) n'hésite pas à combattre la révolution, au risque avéré de faire triompher le fascisme (union sacrée en 1914, Allemagne en 1920, Espagne en 1937, pleins pouvoirs à Pétain en France, etc.).

Notre antifascisme, qui est un des éléments de notre engagement politique contre la société actuelle, ne saurait s'accommoder d'aucune alliance même ponctuelle avec ces forces, antifascistes seulement quand le capitalisme ne réclame pas de dictature ; nous sommes donc opposés aux stratégies frontistes (du genre front commun contre...) Le véritable antifascisme ne peut être qu'anticapitaliste, et c'est seulement sur cette base qu'une lutte efficace peut être menée.

expression politique. Cela conduira à une crise majeure en 1978-1979, où l'OCL parisienne sera un temps séduite par les sirènes de l'autonomie telle qu'importée d'Italie et plaquée sur une réalité hexagonale fort différente. Cette phase « autonome » ne sera qu'une résurgence de l'ouvriérisme des années précédentes, avec la « découverte » d'un nouveau sujet révolutionnaire, le jeune prolétaire rebelle et urbain,et la mythification de l'émeute urbaine comme lieu central de l'affrontement de classe. Cette dérive conduira à une rupture Paris-province, et à la disparition du quinzomadaire de l'OCL, Front libertaire, tout en donnant à l'OCL nombre d'acquis sur la violence révolutionnaire et la lutte armée.

Après 1979, l'OCL n'aura plus d'existence que « provinciale », avec une dizaine de groupes qui travailleront à la mise en place d'un nouveau mensuel, Courant alternatif (CA), pris en charge collectivement et de façon rotative pour éviter la centralisation des lieux de décision et d'expression de l'organisation. CA est d'ailleurs édité par l'OCL, et non l'organe de l'OCL — différence subtile mais essentielle dans la conception de l'organisation politique : l'organisation n'a pas une expression unique, mais est traversée par des débats et des pratiques dont elle n'a pas l'exclusivité.

Cette décentralisation conduira l'OCL de la première moitié des années 80 à disparaître en tant qu'organisation classique (bien qu'elle en conserve le nom), pour n'être plus qu'une coordination de groupes militants intervenant dans des mouvements locaux et spécifiques, mettant en commun leurs analyses et leurs pratiques dans Courant alternatif, ou lors de rencontres annuelles. L'OCL est ainsi devenue une organisation anti-organisationnelle, paradoxe à l'origine de bien des incompréhensions, en ce que la primauté de l'effort militant va non pas à l'apparition de l'organisation et de son développement, mais à l'intervention dans les mouvements sociaux et au renforcement de ceux-ci afin d'aller vers plus d'autonomie pour les acteurs/actrices et plus de radicalité dans les objectifs.

Cependant, depuis 1986 et la parution de L'État des lieux[2], l'OCL a fait le bilan des limites de la simple juxtaposition des pratiques, et tente de favoriser le développement d'une organisation conçue comme un outil de partage d'expériences et de réflexions au service des luttes sociales. Ces dix dernières années, l'OCL a ainsi participé ou construit avec d'autres un certain nombre de campagnes hexagonales (contre le sommet franco-africain, contre le G7, *Initiative pour une alternative au capitalisme*), et choisi de réapparaître lorsque ses positions n'étaient pas développées par une lutte, et qu'il y avait besoin d'une affirmation communiste libertaire spécifique. La diffusion de Courant alternatif en kiosque depuis 1990 a traduit cette nouvelle approche, tout comme la production d'un matériel organisationnel spécifique : brochures, autocollants, affiches, tracts hexagonaux...

---

1. Alternative libertaire - France n'a rien à voir avec le mensuel belge du même nom.

2. L'État des lieux, et la politique bordel ! est un livre collectif qui a établi secteur par secteur les acquis et les positions de l'OCL en 1986 (mouvements de libération nationale, antinucléaire, syndicalisme, antimilitarisme, lutte des femmes...) Quelques exemplaires sont encore disponibles.

POUR CONTACTER L'O.C.L. :

OCL c/o CLÉ DES CHAMPS,
BP 8, 44220 Couëron

Tél. / fax :
03 88 32 37 52

E-mail :
ocl_relex@hotmail.com

Minitel :
3614 chez*ocl

LES LUTTES DE LIBÉRATION NATIONALE

Etant internationalistes, nous sommes par là même anticolonialistes et anti-impérialistes. Or, les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées. Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes: elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais elles peuvent également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion ; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi bien souvent le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur.

C'est pourquoi, lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :

- Défendre l'idée que la libération réelle passe par une réorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des « impératifs » du marché et du profit.
- Combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contre-pouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis.
- Lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie ou des notables locaux.
- Favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc.)
- Refuser que la lutte armée, quand elle existe, acquière un rôle de direction.

LA LUTTE DES CLASSES ET LE SYNDICALISME

« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes » déclarait Marx. Avant lui la lutte des classes avait été reconnue par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf, mais aussi par des économistes bourgeois comme Guizot. L'originalité de Marx réside dans le fait d'affirmer que les classes sont liées à des phases précises du développement des forces productives et que la lutte des classes, dans les sociétés industrialisées, déboucherait automatiquement sur une phase transitoire (la dictature du prolétariat) vers une société sans classes. Si nous sommes d'accord avec le premier point, nous ne partageons pas, en revanche, la vision linéaire de l'Histoire contenue dans le second. Pour nous, le communisme n'est pas inéluctable et le développement du capitalisme, la constitution d'Etats-nations, de démocraties parlementaires ne sont pas des étapes obligées vers une société sans classes. Cette vision « progressiste » de l'Histoire a souvent amené les révolutionnaires à participer à l'accélération du développement capitaliste plutôt qu'à sa destruction : à leur corps défendant, ils ont achevé la révolution bourgeoise, c'est-à-dire éliminé le précapitalisme plus que le capitalisme lui-même. C'est dans ce cadre-là qu'il faut aussi comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme—comme à la fois représentatif d'une volonté émancipatrice des exploités, élément d'intégration et intermédiaire entre le capital et le travail. Le syndicalisme n'est donc à nos yeux qu'un moyen parmi d'autres, concourant ponctuellement à la lutte des classes, que se choisissent des travailleurs selon les moments et les circonstances. Il n'est jamais question pour nous de soutenir sans conditions tel ou tel syndicat, mais simplement d'être présents là où des travailleurs se battent, lorsque nous jugeons que s'offrent des possibilités de rupture et d'ouverture. Il n'est pas non plus question pour nous de lutter à l'intérieur des appareils bureaucratiques ni d'occuper des postes de direction et de permanents syndicaux. Si radical que puisse être à un moment le combat mené à l'aide de l'outil syndical, nous ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être une fin en soi.

L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE n'est pas un parti en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes. L'OCL est un des multiples lieux de ces mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste et patriarcal, qui nous sert à échanger, discuter, agir entre personnes plus ou moins sur la même longueur d'onde.

Un des principes fondamentaux de l'OCL est que l'organisation dans son fonctionnement doit être à l'image de son projet politique, en ce que les moyens déterminent la fin. L'OCL s'efforce donc d'être un lieu d'expérimentation et d'élaboration de rapports différents entre les individus et les groupes, par la mise en œuvre d'une gestion politique radicale et libertaire. Nous fonctionnons selon quelques principes tels que la démocratie directe et le refus de la délégation, l'assembléisme et le collectivisme, l'autogestion et la décentralisation. L'OCL repose sur une base militante et bénévole, sans permanent ou salarié d'aucune sorte (désolés pour les personnes à la recherche d'un emploi jeune ou d'un CES).

L'appartenance à l'OCL est soumise à l'acceptation du groupe le plus proche, selon une autonomie locale. Le paiement d'une cotisation proportionnelle aux revenus est nécessaire pour l'indépendance financière du groupe local, de la coordination régionale quand elle existe, et de la trésorerie hexagonale dont la gestion est confiée par mandat à une personne pour deux ans.

La liaison entre les groupes ou les individus isolés se fait par l'intermédiaire d'un Bulletin inter régional (BIR) réservé aux membres de l'OCL – ainsi qu'aux sympathisant-e-s pour une période maximale de six mois. Ce bulletin paraît deux fois par mois, et permet un égal accès de tous et toutes aux informations sur la vie de l'organisation. Il est alimenté par les groupes et les individus, sa réalisation technique et son animation sont confiées pour deux ans à un groupe. Pour les consultations ou les informations rapides, l'OCL dispose également d'un serveur minitel, et un site internet est en cours de réalisation

Le fonctionnement par commissions journal (CJ) tournantes de Courant alternatif permet à l'OCL de se rencontrer chaque mois dans une ville différente. Pas de secrétariat, de conseil national, ou autre bureau politique déguisé, à l'OCL. Avant le travail sur le journal chaque CJ débute par un point concernant les prises de décision de l'organisation. Chaque groupe mandate une ou plusieurs personnes pour la CJ, et celles qui se trouvent dans l'impossibilité de se déplacer peuvent faire connaître leurs positions via le BIR, ou directement auprès du groupe organisateur de la CJ. Ce fonctionnement permet une grande homogénéité dans les positions et les pratiques des groupes, car le débat régulier en assemblée tend à éviter les décalages et les inégalités entre des groupes ou des individus.

Lors d'actions spécifiques, l'OCL fonctionne par comissions thématiques pour prendre en charge une campagne, élaborer un document, préparer un dossier technique... Le mandat est là encore uniquement technique, et l'approbation politique du travail des commissions revient à l'ensemble de l'organisation. Les décisions peuvent être entérinées par un vote à la majorité des deux tiers si nécessaire, les groupes disposant de 3 voix et les isolé-e-s d'une seule. Concrètement, on vote très peu, et les décisions sont prises la plupart du temps par consentement mutuel après épuisement du débat.

En plus de ces moments de concertation régulière, l'OCL organise deux moments forts d'échanges, d'analyses et d'élaboration politique :



• Des Rencontres nationales, qui se tiennent au minimum tous les deux ans, et constituent trois jours de travail de tous les membres disponibles sur les positions et le fonctionnement de l'OCL (élaboration de textes, définition des axes stratégiques et tactiques, définition et attribution des mandats pour deux ans...).

• Le camping de l'OCL, qui existe maintenant depuis plus de vingt ans, et constitue un moment de vie collective durant deux semaines en été. S'y retrouvent des militant-e-s OCL et toutes les personnes intéressées pour faire le point sur les luttes de l'année écoulée et d'autres questions, mais aussi apprendre à se connaître dans des moments de convivialité et d'autogestion de la vie quotidienne.

Parallèlement à cette structuration hexagonale, les groupes éditent leur propre matériel (journaux locaux, tracts, affiches...), et définissent librement leurs axes d'intervention et leur positionnement en tant que groupe OCL local. Les rencontres régulières, la pratique du débat direct entre les groupes, et le petit nombre de militant-e-s font qu'il y a très rarement des positions contradictoires entre les actions locales, même lorsqu'elles ne sont pas concertées. Comme il n'y a pas d'enjeu de pouvoir entre tendances ou personnes pour gagner l'hégémonie dans un lieu central de l'organisation (il n'en n'existe pas !), les désaccords trouvent généralement une issue dans le débat, et ne se traduisent pas par les phénomènes de scission et d'exclusion qui sont le lot des organisations classiques. Ainsi, les départs de l'organisation s'expliquent davantage par l'usure militante que par les divergences politiques.

Cette démocratie directe assembléiste n'est pas sans écueil. Les échanges à l'OCL sont essentiellement fondés sur la parole et le débat. Cela évite le pouvoir des professionnels de la plume et de la motion de congrès, mais rend parfois difficile l'intégration au débat, car une culture orale de plusieurs années ne s'acquiert pas en deux ou trois réunions. Par ailleurs, ce fonctionnement est possible entre une vingtaine de villes, et une grosse soixantaine de militant-e-s. C'est une des entraves au développement de l'OCL qui ne cherche pas à recruter et à « faire des cartes ». L'intégration à l'organisation se fait par assimilation progressive sur la base de pratiques communes, et non sur l'adhésion à une charte ou à un manifeste ronflant. Ce fonctionnement entretient également une sorte de flou pour savoir qui est réellement à l'OCL et qui n'y est pas, vu que chacun-e peut participer à la vie de l'organisation sans pour autant y cotiser. Cela entraîne entre autre nombre de paranos de la part des organisations classiques qui, en l'absence d'un porte-parole officiel, crient à la manipulation et au noyautage dès que les positions de l'OCL trouvent un écho dans les mouvements de lutte.

Malgré ces limites, l'OCL est un outil organisationnel original, que nous nous donnons pour agir, prendre des initiatives collectivement et participer, dans la mesure de nos moyens, à la recomposition politique et sociale que la situation exige : remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde, pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les filets que la social-démocratie laisse traîner derrière elle. (mars 1999) I

IRRADIONS LES POLITICIENS ENFOUISSONS LE CAPITALISME

Oui, nous avons frôlé l'accident à la centrale du Blayais, dans la nuit du 27 au 28 décembre 1999. En 1988, l'inspecteur général pour la sûreté et la sécurité nucléaire à EDF avait déclaré à propos de l'accident grave : "...Nous ne pouvons pas garantir qu'il ne se produira pas. On ne peut pas exclure que dans les dix ou vingt à venir un incident civil grave se produise dans une de nos installations". Or, un accident grave, c'est Tchernobyl en peut-être plus catastrophique !
Voilà le risque que veulent nous faire courir les nucléocrates et le gouvernement français.

OUI, ON PEUT SE PASSER DU NUCLÉAIRE !

Avides d'images fortes, de démagogie et de mensonges, ils avaient lancé jadis le slogan : le nucléaire ou la bougie. Or, dans le cas d'un accident comme Tchernobyl, **c'est bel et bien le nucléaire ET la bougie qui nous attendent !**
Maintenant, ils ne peuvent plus se contenter de slogans aussi simplistes. Ils prétendent qu'on ne peut se passer du nucléaire pour produire toute l'électricité dont nous avons besoin.
Or, là encore, il y a mensonge absolu : on sait très bien qu'en remettant en service les moyens classiques il est possible de remplacer immédiatement la part du nucléaire dans la production dont nous avons besoin ; sachant en outre que cette part peut diminuer considérablement : le nucléaire lui-même en absorbe actuellement 8%, l'exportation 13% et qu'EDF poursuit ses ignobles campagnes pour le chauffage tout électrique.

Et que fait EDF actuellement ? Il ferme ou n'entretient plus ces moyens classiques de production, de façon à pouvoir nous mettre devant une évidence à terme : on ne peut pas faire autrement que poursuivre le nucléaire. Alors qu'il s'agirait au contraire de moderniser ces moyens classiques, en les dotant des techniques connues et au point qui les rendraient moins polluantes !

LE CAPITALISME, COMME LE NUCLÉAIRE, C'EST LA MORT !

Alors, pourquoi persistent-ils malgré la certitude d'un accident grave, et en dépit de la possibilité de produire autrement ? C'est que le nucléaire a une histoire : celle du développement du capitalisme dans la France de l'après-guerre. C'est le nucléaire qui a permis une accumulation du capital permettant un redéploiement économique qui a favorisé certains grands groupes industriels liés directement à l'Etat français. C'est le nucléaire qui a permis que la France se dote de la mortifère et coûteuse force de frappe.
Pour ces groupes, l'impératif c'est le rendement : maintenant que les centrales sont construites, il faut qu'elles produisent et qu'on les fasse produire beaucoup plus longtemps qu'il n'était prévu, accentuant par là encore les risques d'accident. Le capitalisme est un système qui ne s'embarrasse jamais de considérations sur le bien-être des gens, sur l'avenir de la planète, sur la santé. Le capitalisme est un système basé sur la destruction et sur la guerre qui ne considère que son intérêt à court ou moyen terme.

ARRET IMMEDIAT DU NUCLEAIRE

Envisager une simple diminution de la part du nucléaire (par exemple de 70 à 50 %), comme y songent certains responsables EDF, ne diminue en rien le risque d'accident.
Prôner, comme le font les Verts, un moratoire d'ici quelques années et un arrêt du nucléaire d'ici dix à quinze ans, c'est en fait accepter qu'un accident se produise !
Il n'y a qu'une solution possible, un seul mot d'ordre pour tout antinucléaire conséquent : l'arrêt immédiat !
Il n'y a rien d'autre à négocier, rien d'autre à proposer !
En janvier 1999, dans un colloque intitulé "Avenir de l'énergie en France et en Europe", les Verts dévoilèrent leur position pour une sortie du nucléaire. Par un accord conclu avec le PS, ils admettent que le problème du remplacement des centrales nucléaires actuelles se posera "concrètement au plus tôt en 2010" et "qu'il faudra prendre les décisions vers 2005-2010" (!). Pour eux, le choix est simple : ou fermer leur gueule ou rompre avec la gauche plurielle. Ils ferment leur gueule et acceptent dix ou quinze ans de plus avec le nucléaire. Mais il ne s'agit là nullement d'une surprise ou d'une trahison : la couleur était annoncée dès 1996 par les accords, pas si secrets que ça, passés entre eux et le PS. Alors, cessons d'être naïf et de croire qu'il est possible d'infléchir la politique d'un gouvernement dont l'objectif est de gérer au mieux les intérêts capitalistes, en y participant !

NI ROSE, NI VERT, MAIS DANS LA RUE !

C'est dans la rue et par la création de centaines de comités antinucléaires autonomes des partis que nous pourron avancer. Pas par la prise en compte des intérêts politiciens d'un parti, fût-il vert.
Rappelons-nous : qui signe le décret de mise en chantier de Civaux ? Bouchardeau, la caution (PSU) écolo et "gauchiste" du premier gouvernement Mitterrand. Qui signe le décret autorisant la création d'un laboratoire pour l'enfouissement des déchets à Bure ? Voynet.
Un peu partout, la lutte antinucléaire redémarre. C'est l'occasion de mettre sur le tapis l'ensemble des problèmes de notre société : celui du développement et de la croissance qui ne fait que renforcer les inégalités. Celui de la mystique du progrès qui veut nous faire croire que, bon an mal an, nous marchons vers un société meilleure, alors qu'elle nous livre un peu plus chaque jour entre les mains des scientifiques et autres apprentis sorciers.
Dans les mouvements actuels contre le projet d'un site granitique d'enfouissement des déchets, nous devons nous souvenir des leçons apprises précédemment :
- Ne pas mettre au second plan la lutte contre la production de ces déchets sous le prétexte qu'il est possible de ratisser localement plus large en regroupant certaines personnes opposées seulement à un site chez eux.
- Ne pas faire de la prise de position des élus un axe stratégique. Pour deux raisons : la première est que si certains d'entre eux peuvent être des antinucléaires sincères, d'autres ne prennent position contre un site que pour des raisons qui ne sont pas les nôtres (électorales ou volonté que le site se fasse... ailleurs !) ; la seconde est que, l'Etat ne s'est jamais gêné pour passer outre à la position des élus locaux lorsqu'il s'agissait d'imposer une décision d'ordre nationale.

Ce n'est qu'un mouvement de plus en plus massif, intégralement antinucléaire, autonome des jeux politiciens, qui peut faire reculer le pouvoir. A nous tous de le construire !

Tract OCL distribué à la manifestation de Braud-et-Saint-Louis (Blayais le 23 avril 2000).